



SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°230
AVRIL 1998

25 FF - 150 FB - 6 FS

VIVRE ENSEMBLE
ECO-VILLAGE
DE LOS ANGELES

FEMMES ET SANTE
LA CHRYSALIDE

PLANTES FOLLES EN ACCUSATION

LE RETOUR
DES SEMENCES
INDIGENES

Sommaire

Organismes génétiquement manipulés

- Planète en danger de José Bové page 4
- Enjeu central de la biologie moderne de Jean-Pierre Berlan .. page 5
- Energie nucléaire et génie génétique de Paul Bonny page 6
- La conscience soluble dans l'argent de Michel Curade page 7
- Le retour des semences indigènes de Rahul et Jacob Nellithanam page 8

Environnement

- L'origine de la fourrure
- Pastille verte : coût social et écologique

Alternatives

- Vivre ensemble
- Finances solidaires
- Education autrement

Annonces

Vivre ensemble : L'Eco-village de Los Angeles

de Lois Arkin page 17

Politique

- Les copains de Jospin

Energie

- Potentiel des énergies renouvelables
- Se passer du chauffage électrique

Nucléaire

- Phénix ne doit pas redémarrer !

Nucléaire Citoyens en état de mort civile

de Jean-Marie Rivaux et Françoise Lecuir page 25

Femmes et santé : La Chrysalide

de Françoise Desailly page 26

Femmes

- Pourquoi il n'y a pas de femmes prêtres
- Calvados : la voix des femmes

Santé

- Transgénique
- Danger des fibres minérales

Société

- Algérie : moratoire des expulsions

Paix

- USA-Irak : qui est condamnable ?

Culture : Le cinéma, vecteur de la mémoire

de René Hamm page 35

Livres

Courrier

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 8 mars 1998.

Vu de l'intérieur...

HORS-SERIE SUR LES SEL

Nombreux coups de fil ce mois-ci pour nous demander si le hors-série sur les SEL va être envoyé aux abonnés. La réponse est non. Les hors-série étant irréguliers, nous ne les incluons pas dans le prix de l'abonnement. Le hors-série sur les SEL est donc disponible sur commande (50 F + 15 F de port) et les groupes peuvent bénéficier de réduction : 420 F franco les 10 ex ou 1600 F franco les 50 ex.

ENCARTS DANS LA REVUE

Pour les lecteurs de l'hexagone, vous avez dû trouver dans les derniers numéros plusieurs encarts d'autres associations : Réseau sortir du nucléaire, Agir pour l'environnement... Cette disposition fait suite à une modification de la réglementation de la Poste qui rend l'encartage moins coûteux. Si votre association veut en profiter, nous demandons que trois personnes viennent faire l'encartage pendant l'expédition et nous facturons le surcoût postal (en fonction du poids) au prix coûtant.

QUI SONT LES ECOLOGISTES ?

Nous avons déjà reçu plus de 300 réponses au questionnaire publié dans le numéro de février dernier. Environ la moitié des réponses proviennent d'un envoi fait par la NEF à son fichier de sympathisants. Vous avez jusqu'à la fin du mois d'avril pour nous renvoyer le vôtre si ce n'est pas encore fait.

ASSEMBLEE GENERALE DE SILENCE

L'assemblée générale de Silence se tiendra le **samedi 16 mai** au lendemain de l'expédition du numéro de juin. Le matin : bilan de la revue (très bon cette année !). L'après-midi : perspectives (comment grossit-on ? Plus de pages ? Plus de salariés ? Plus d'espace pour nos bureaux...). La réunion est ouverte à tous, mais seuls les adhérents de l'association gestionnaire de la revue — une vingtaine de personnes — peuvent voter... On tiendra compte de l'avis des lecteurs et lectrices qui se déplacent, bien entendu. L'occasion de venir nous rencontrer...

Où va le climat ?

un livre de Stephen Schneider

Les années 80 et 90 ont été les plus chaudes depuis que sont enregistrées les températures. Ceci a provoqué l'inquiétude de bon nombre de scientifiques qui craignent que cela ne soit le début d'une modification du climat.

L'origine de ces modifications climatiques pourrait venir des activités humaines (industries, chauffage, voitures, déforestation...).

Bon nombre d'hypothèses ne sont pas encore vérifiables. Faut-il attendre pour autant ou devons-nous, par précaution, agir immédiatement pour diminuer les conséquences de nos activités sur les Biosphère ?



Stephen Schneider est climatologue, professeur à l'Université de Stanford, en Californie, membre de l'IPCC, groupe international de scientifiques chargés de suivre le dossier pour le compte des Nations-Unis.

Un livre de vulgarisation à petit prix.
1996 - 68 pages - 40 F
Bon de commande page 39.

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

NISSN 0756-2640
Date de parution : 2ème trimestre 1998
Tirage : 4200 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorière : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité et abonnements : Michel Jarru
Relations commerciales : Eve Malafosse
Rédaction : René Hamm

Sylviane Poulenard
Francis Vergier
Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Persat
André Picoi

Dessinateurs : Alho
Cyril
Lassepe
Muito

Iconographie : Déborah Gaudin
Loïc Gaudin
Madeleine Nutchey
Xavier Sérédine
Myriam Travostino
Chantal Grosmaillard
Raymond Vignal

Correcteurs : Christiane Chapon
Claude Crolet
Elise Dumont
Christian Hubuis

Maloin
Vincent Marlin
Olivier Montmagnon
Bernard Parez
Christian Rony
Suzanne Vignal
Georges David

Correspondants : Alain-Claude Gallié
José Oria
Mireille Oria
Perline

Jean-Luc Thierry
Lois Arkin
Yvette Bailly

Jean-Pierre Berlan
Anne Bénard
Paul Bonny
José Bové
Joanna Brémond
Michel Curade
Françoise Desailly
Greenpeace
Françoise Lecuir
Rahul et Jacob Nellithanam
Jean-Marie Rivaux

Couverture : Eve Malafosse

Venez nous voir !

N°231 - Mai
Comité de clôture des articles
samedi 28 mars à 14 h
(clôture brèves : vendredi 3 avril à 12 h)
Expédition
vendredi 17 avril à 18 h

N°232 - Juin
Comité de clôture des articles
samedi 25 avril à 14 h
(clôture brèves : jeudi 30 avril à 12 h)
Expédition
vendredi 15 mai à 18 h
+ Assemblée générale le 16 mai

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin d'abonnement page 39

Gênant



En juin 1997, les écologistes, consommateurs et paysans de l'Isère montraient leur détermination en détruisant un champ de colza transgénique de la firme multinationale Monsanto (1). Fin 1997, ils ont découvert une autre parcelle de colza transgénique et mènent une action d'information pour qu'elle soit broyée avant la floraison et la dissémination des pollens.

Il est probable que ces cultures transgéniques présentées comme des essais servent à constituer des réserves de semences. Les firmes exerceront, par la suite, des pressions sur le gouvernement pour obtenir des autorisations de mise en culture comme cela a été le cas pour le maïs.

Ce qui se passe en Isère est valable pour l'ensemble des départements de grandes cultures en France. Il importe donc de se mobiliser à la hauteur des enjeux qui concernent :

- la *démocratie* : les maires et la population des communes concernées n'ont été informées que plusieurs mois après la mise en culture. Le gouvernement nous a promis un débat après avoir accordé l'autorisation de mise en culture du maïs transgénique.
- la *dépendance des agriculteurs* vis-à-vis de quelques multinationales qui vendront à la fois les semences et les produits adaptés aux traitements.
- l'impact sur *l'environnement* avec la possibilité de dissémination des gènes sur les plantes sauvages.
- le risque pour la *santé* du consommateur que font courir les organismes génétiquement modifiés dans les produits alimentaires.

Le scénario de mise en place des OGM ressemble étrangement à celui du nucléaire : absence de transparence, monopole d'EDF, risque pour l'environnement et la santé. Comme la radioactivité, les gènes ne se sentent pas, ne se voient pas mais peuvent faire de gros dégâts.

Hervé PRAT

(1) voir Silence n°222.

PLANÈTE EN DANGER

Le maïs a toujours été, depuis le début du siècle, l'étendard de l'industrialisation de l'agriculture. Après en avoir dépossédé les Indiens du Mexique, les grandes firmes américaines, flairant des bénéfices substantiels, ont mis au point l'hybridation systématique du maïs, dans les années 1920-30. Très vite, les paysans se sont trouvés acculés à acheter les semences aux trusts. Cette première réussite de mise en coupe réglée de l'agriculture devait permettre de mettre en place l'industrialisation de la culture du maïs par les contrats ou autre forme

veau européen, en favorisant les grandes cultures céréalières irriguées, renforce l'essor de cette industrie au mépris de la collectivité : argent public gaspillé dans des aides non plafonnées, forages mettant en péril les nappes phréatiques (dans les Landes, par exemple), mise en place d'un modèle d'alimentation du bétail hors-sol, etc. La naissance, en 1994, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) permet de passer au stade suivant : l'uniformisation encore plus poussée du modèle industriel en agriculture. En ayant capitulé devant les Etats-Unis,

Au-delà des problèmes d'environnement et de santé publique, le maïs transgénique renforce un choix de société. Choisir cette logique économique, c'est parachever l'intégration des paysans dans le capitalisme mondial et leur asservissement à l'idéologie technicienne.

d'esclavage moderne. Le système a tellement bien marché que le maïs est devenu le symbole d'une agriculture triomphante, remplaçant au fur et à mesure les autres céréales dans l'alimentation de bétail, aussi bien en grain que sous forme d'ensilage. Très gourmand en intrants (engrais, désherbants ou pesticides), il permet de capter la trésorerie des agriculteurs soucieux de se moderniser, toujours au profit des grandes firmes puisque de rachat en fusion ou absorption, les semences et les traitements sont produits par les mêmes groupes financiers !

Le modèle américain fait des émules

De l'autre côté de l'Atlantique, le modèle américain fait des émules : des territoires entiers de polyculture-élevage sont restructurés pour être offerts au dieu Maïs (haies arrachées, forêts défrichées, drainage). La politique agricole commune définie en 92 au ni-

l'Europe a accepté le fait de placer l'échange de biens agricoles au même niveau que les biens manufacturés. L'abandon de fait d'une partie de la protection communautaire et de la spécificité agricole transforme radicalement la forme des échanges. Elle institutionnalise les prix mondiaux de dumping, comme seul régulateur des flux de marchandises.

Ce bouleversement mondial est une véritable aubaine pour les multinationales détentrices à la fois des semences, des engrais et des traitements. L'obligation d'ouverture des frontières permet la diffusion des nouveaux produits. La réponse des Etats est alors évidente : pourquoi ne pas produire sur place ce qu'on est obligé d'accepter des autres pays ?

Comme cela a été démontré de nombreuses fois, les lobbies agro-chimiques ont pesé de tout leur poids pour imposer les nouvelles règles de l'OMC. Les investissements colossaux réalisés depuis près de quinze ans dans les nou-

veaux domaines technologiques, dont les OGM sont le fleuron, vont pouvoir enfin être rentabilisés.

La recherche publique à la traîne

Commencée en catimini en 1982 par les groupes privés, la recherche sur les OGM est menée tambour battant. Aucune transparence n'existe sur les expérimentations. Les seules sources d'information sont les listes de brevets, d'essais et de dossiers reçus par la commission du génie moléculaire ! La recherche publique court derrière et ne dispose pas du temps nécessaire à la vérification des effets sur le long terme. Pour un nouveau médicament, huit à dix années sont nécessaires avant qu'il puisse être commercialisé. Pour les OGM, il n'y a pas de temps à perdre !

Les groupes pharmaceutiques multinationaux, telles les puissances nucléaires, sont en train de faire peser sur la planète un risque de "prolifération verticale" par l'utilisation massive de semences transgéniques au mépris des populations et de la démocratie puisque seul le secret commercial est la règle et que rien ne doit la perturber. De même, le risque de multiplication des manipulations par les petits laboratoires dans les pays du Tiers-monde risque de générer une "prolifération horizontale" par la dissémination de gènes, sans aucun contrôle.

Le veau d'or technologique est le nouveau moyen de mener la guerre financière au niveau mondial. Novartis, premier groupe pharmaceutique, veut, à travers ses produits, renforcer son monopole tandis que l'OMC veut favoriser ces monopoles financiers par des règles favorables à leurs intérêts. Comme pour la viande hormonée en provenance des Etats-Unis et pour laquelle le "panel", véritable gendarme de l'OMC, vient d'obliger l'Europe à accepter l'ouverture des frontières - à moins qu'elles ne prouvent scientifiquement le danger - il en sera de même demain pour les OGM si les paysans, les consommateurs et les citoyens ne modifient pas les règles du jeu.

La maladie de la "vache folle" est peut-être le grain de sable qui permettra d'établir les règles sanitaires et alimentaires plus strictes par l'introduction de la notion de risque non quantifiable mais néanmoins possible. En luttant aujourd'hui contre le maïs transgénique, c'est contre l'industrialisation de l'agriculture que nous nous mobilisons. L'agriculture paysanne ne pourra se renforcer que par la réappropriation par les paysans de leurs droits à produire et reproduire les semences de leur choix. Et par le refus des citoyens de se faire imposer des produits. Dans l'intérêt de tous.

José BOVE
Confédération paysanne

ENJEU CENTRAL DE LA BIOLOGIE MODERNE

Une disquette vierge ne vaut que quelques francs, coût de la matière première, de la fabrication et de la vente. Une disquette de logiciel informatique ne diffère de la précédente que par son étiquetage. Pourtant, elle vaut des centaines de fois plus cher car elle porte un logiciel "utile". Copions ce logiciel sur la disquette vierge. Pour l'utilisateur, ce logiciel copié a la même "utilité" que l'original. Pour l'actionnaire de l'entreprise qui a créé le logiciel, ce dernier n'a aucune "valeur", au sens où il n'est pas source de profit. Pour faire le bonheur de l'actionnaire, notre société a interdit l'utilisation de logiciels copiés sans licence — sans un péage.

un "logiciel", peut être désormais instrumentalisé; manipulé, approprié. Quant à notre compréhension (au sens de connaissance) de la vie, elle n'a guère avancé et a même régressé du point de vue philosophique et moral.

Mais dans cette affaire le paysan est un gêneur : produire en agriculture (c'est vrai pour toute production biologique, de la fabrication du pain aux biotechnologies) consiste à copier, à reproduire, à multiplier et à diffuser le logiciel génétique correspondant. Le paysan met en œuvre pour autrui la propriété fondamentale du vivant, se reproduire et multiplier. Tant que le paysan sème le grain récolté, l'investisseur sait que son logiciel

L'histoire de la génétique agricole est celle des moyens utilisés pour déposséder l'humanité de la faculté du vivant de se reproduire et de se multiplier pour la conférer aux investisseurs

Cette distinction entre valeur (capacité de générer des profits) et d'utilité (capacité à satisfaire les besoins) éclaire la dynamique scientifique d'une société où seule la "valeur" importe. Chacun voit à quel point notre société néglige de produire des biens utiles mais sans valeur pour produire des marchandises inutiles voire nuisibles mais profitables.

Un grain de blé, par exemple, a peu de valeur et peu d'utilité. Mettons-le en terre. Il devient semence, germe, la plante pousse, fleurit et graine. Un prodige s'est produit : le grain s'est reproduit et multiplié et il continuera de le faire, génération après génération. Pendant toute l'histoire de l'humanité, cette caractéristique du vivant, se reproduire et se multiplier, est restée incompréhensible, au double sens que l'on ne pouvait ni la comprendre, ni la prendre. Puis la science moderne a postulé qu'il existait "quelque chose" entre le grain et la semence et s'est attaché à le construire. Le réductionnisme cartésien (le noyau dur de la méthode scientifique — le postulat qu'une cathédrale n'est qu'un ensemble de pierres) et un siècle de triomphes de la génétique nous a rendu cette caractéristique "com-préhensible" en un sens seulement. Le vivant réduit à un "programme génétique", un ensemble d'instructions,

génétique est sans "valeur". Le "geste auguste du semeur" réduit à néant sa légitimité politique de propriétaire car il met en œuvre un bien commun, la faculté du vivant de se reproduire et de se multiplier, pour le bien commun. Car, si l'on veut bien y réfléchir, transformer un bien commun en source de profit privé ne repose sur rien si ce n'est sur une rentabilité élevée du capital. L'investisseur peut-il clamer urbi et orbi la vérité : "nous sommes, nous investisseurs, les propriétaires naturels du "vivant" comme nous le sommes de toute source de profit. Et chaque fois que vous sèmerez, nous prélèverons notre dûme" ?

Semer le grain récolté n'est pas plus un privilège que respirer

L'histoire de la génétique agricole est donc celle des moyens utilisés pour déposséder l'humanité de la faculté du vivant de se reproduire et de se multiplier pour la conférer aux investisseurs. Objectif qui ne peut être atteint que s'il reste entouré d'un rempart de mensonge. Un exemple récent : les vifs débats européens à propos du "privilège de l'agriculteur" — semer du grain récolté. La bio-industrie veut évidemment l'abolir. Privilège qui vient du latin *privus*, particulier et *lex*,

la loi. Il désigne une disposition particulière qui confère un bénéfice ou un avantage à une personne ou groupe de personnes, le plus souvent au détriment de la collectivité. Semer le grain récolté n'est pas plus un privilège que respirer. C'est d'ailleurs bien une leçon constante de l'histoire que nobles ou bourgeois ont toujours préféré le privilège de récolter ce qu'ils n'ont pas semé à celui du paysan de semer ce qu'il a récolté. Le complexe génético-industriel exige au dépens de chacun d'entre nous le privilège d'un péage sur le vivant au nom de l'abolition d'un privilège inexistant de l'agriculteur !

Les OGM dans tout cela ? Ne parlons pas des risques et des dangers que ces manipulations peuvent nous faire courir — rappelons simplement aux porte-parole du complexe génético-industriel qui, de tribunes "libres" en conférences de presse, nous assurent que les experts ont pris "toutes les précautions" que le Titanic était insubmersible. Oublions que 85 % des consommateurs européens refuseraient de consommer des produits obtenus par manipulation génétique s'ils en étaient informés — d'où la nécessité de ne rien leur dire. Pourquoi cette biologie moderne au service, nous disent ses représentants, de la "demande sociale", s'acharne-t-elle à nous offrir ce que nous ne voulons pas ?

Vers la brevetabilité du vivant ?

Observons qu'il n'y a guère de laboratoire qui ne boucle ses fins de mois avec quelque contrat du complexe génético-industriel et rappelons-nous que ce dernier s'intéresse à la valeur et pas à l'utilité. Ignorons par conséquent les effets d'annonce que demain les fléaux de la faim et de la maladie seront enfin résolus pour peu que nos investisseurs soient assurés de la jouissance du vivant pour nous tourner vers la "valeur" qu'ils entendent.

Un OGM, parce qu'il a été modifié, sera propriété privée. Comme le souligne Dale Hathaway, un militant brésilien, les OGM ouvrent la voie à un "brevet virtuel" puisque tout organisme vivant, plante, animal, micro-organisme, sera la propriété exclusive de son obtenteur. Les OGM ouvrent donc la voie à une brevetabilité généralisée du vivant.

La découverte de la double-hélice de l'ADN, l'élucidation du code génétique sont certes des triomphes pour ceux qui veulent se rendre comme "maîtres et possesseurs de la nature". Leur "intérêt" est d'en faire une source de profit. Le nôtre est d'entendre la protection de l'humanité à l'ensemble du vivant en lui gardant son statut de bien commun.

La décision d'interdire le clonage humain (du 13 janvier 1998) signifie que le clonage de tous les autres organismes est libre. A vos cornues, pour de nouvelles "clowneries".

Jean-Pierre BERLAN
INRA Montpellier

LES LEÇONS DU PASSE

Qu'on le veuille ou non, nous nous trouvons à l'aube de l'ère génétique. Jeter un regard en arrière permet d'apprécier dans quelle mesure se sont réalisés les espoirs placés il y a cinquante ans dans l'ère atomique. Et d'en tirer la leçon qui s'impose.

Voici ce qu'on pouvait lire dans Le Monde du 20 décembre 1945 :

"(...) Il est d'ailleurs impossible de prévoir, dès maintenant, tous les emplois bienfaisants de l'énergie ato-

aux physiciens, l'ère atomique commence seulement."

Nous avons fait confiance aux physiciens. Et nous voilà bien avancés!

Une origine commune : le noyau

C'est en violant les ultimes secrets de la matière dans le noyau atomique que les scientifiques des années quarante ont réussi à libérer une énergie démentielle. Leur première idée fut

Les partisans du génie génétique se fâchent tout rouge lorsqu'on se risque à faire quelques comparaisons entre gène et atome. Et pourtant ! On ne peut qu'être frappé par les similitudes entre ses deux exploits technologiques réalisés à cinquante années d'intervalle durant la seconde moitié du vingtième siècle. Deux découvertes dont la nature et l'Homme porteront à jamais les meurtrissures qu'elles ont engendrées.

mique. Le biologiste britannique Julian Huxley proposait, l'autre jour, à New York, le bombardement de la banquise arctique. L'énorme quantité de chaleur dégagée fera fondre les glaces et le climat de toute l'hémisphère nord s'en trouvera adouci. Frédéric Joliot-Curie pense que d'autres bombes atomiques non moins pacifiques, pourraient être utilisées pour modifier les conditions météorologiques, pour créer des nuages, faire pleuvoir. Cela se traduirait par une amélioration du rendement agricole et du rendement hydro-électrique. Que le monde fasse confiance

d'en faire une bombe, qu'ils testèrent à Hiroshima avec le succès que l'on sait (322 000 victimes). Leur seconde idée fut d'essayer de domestiquer cette énergie afin d'en faire un "produit" financièrement intéressant. On misa alors tout sur cette énergie soit disant propre et inépuisable. Mais aujourd'hui encore, nous n'avons pas la moindre idée pour en éliminer les déchets qui empoisonneront la planète pendant des milliers d'années... Ni comment échapper aux envahissantes radiations qui, selon leur niveau, tuent à court ou à long terme.

C'est en violant les ultimes secrets de la vie dans le noyau cellulaire que le génie génétique s'imagine "améliorer" la nature. L'idée étant surtout de lui faire produire toujours plus, toujours plus vite. Priorité au profit à court terme. Mais on n'a pas la moindre idée — et pour cause — du comportement de gènes jusqu'ici inconnus qui seront disséminés dans l'environnement. Ni des effets qu'aura sur notre santé une nourriture contenant des végétaux, des animaux ou des poissons génétiquement manipulés. Encore moins en ce qui concerne ses effets sur nos descendants...

D'abord séduire l'opinion

Après l'horreur d'Hiroshima et Nagasaki, l'image d'une énergie aussi dévastatrice se devait d'être revue pour être acceptée dans les foyers. On imagina donc un slogan: "l'atome pour la paix". Il fit merveille.

Le génie génétique n'a pas une image très positive. D'instinct, le public se méfie. A juste titre : les laboratoires des géants pharmaceutiques se sont illustrés par quelques bavures aussi tragiques que Tchernobyl chez les nucléocrates : Bhopal, Seveso, notamment. Pour nous faire oublier tout ça, voici la potion magique concoctée par les promoteurs de la manipulation: "Génie génétique - un don de la nature". Il faut oser ! De toutes façons, ils sont gagnants : ce sont les mêmes qui vendent les remèdes pour soigner les maux qui résulteront sans doute de leurs manipulations.

De fabuleux marchés

Avec 437 réacteurs nucléaires en activité dans le monde (1996) on imagine sans peine les sommes colossales qui sont en jeu. De la mine d'uranium aux usines de retraitement du combustible en passant par l'indissociable nucléaire militaire — la face obscure, entourée du secret le plus absolu — le nucléaire fait vivre beaucoup de monde. Le puissant lobby qui veille à ses intérêts, au mépris de toute considération démocratique, morale et sanitaire, impose toujours sa loi. Avec la complicité de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) inféodée à l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). Et avec la bénédiction de l'ONU dont ces organismes font partie.

Si toutes les nations n'ont heureusement pas cédé aux chants des sirènes nucléaires, toutes, sans exception, constituent l'immense marché mondial convoité par les multination-

"Mon existence a été marquée par deux découvertes scientifiques funestes : la fission de l'atome et le décodage de la chimie génétique. Dans les deux cas, on a maltraité un élément central : le noyau atomique, d'une part et le noyau cellulaire d'autre part. Dans les deux cas, j'ai l'impression que la science a dépassé une limite qu'elle n'aurait pas dû franchir."
Erwin Chargaff.

nales pharmaceutiques et agro-alimentaires. Un marché évalué à 150 milliards de francs en 2000. De quoi justifier l'engagement de moyens extraordinaires — financiers et stratégiques — pour atteindre à tout prix d'ambitieux objectifs économiques. Quitte à prendre le risque de quelques bavures.

Désinformation, mensonges et arrogance

Généticistes et nucléocrates bénéficient des mêmes facilités pour nous imposer des risques inconsidérés. Leur scénario se résume ainsi :

- Les scientifiques de laboratoires disposent de confortables moyens pour mener à bien leurs travaux. Ils estiment qu'ils ne sont aucunement responsables de l'utilisation qui en sera faite. Ce n'est pas leur affaire.

- C'est effectivement l'affaire de structures multinationales dont la seule préoccupation est de faire de l'argent.

- Ces structures sont dotées des meilleurs spécialistes en communication afin de mettre en valeur les quelques aspects positifs et utiles de leurs recherches, tout en occultant les risques, les accidents et les dégâts imposés aux populations et à l'environnement.

- Ces structures disposent de tous les moyens de pression pour diffuser une image séduisante et sécurisante des "progrès de la science" auprès des médias, des gouvernements, des universités, etc. Autant de relais actifs dans la désinformation du public.

- Face à cette désinformation, les rares citoyens lucides et critiques, ainsi que quelques associations pleines de

bonne volonté mais généralement désargentées, ont bien de la peine à faire le poids !

- Avec le temps, néanmoins, la vérité fait son chemin. Les langues se délient. Des consciences s'éveillent. Témoignages, faits, documents révélateurs ouvrent des brèches dans le mur du silence et le Secret Défense.

Mais entre-temps, le mal est fait.

Qui seront les cobayes du génie génétique?

Voici ce que déclara le Prof. Merrill Eisenbud devant une commission du Congrès américain, le 24 février 1994. Il tentait alors de légitimer les expériences sur la contamination radioactive volontaire menée dès 1956 sur les habitants des îles Marshall :

"S'il est vrai que ces gens ne vivent pas, disons, comme nous les occidentaux, les gens civilisés, il n'en reste pas moins qu'ils sont plus proches de nous que ne le sont les souris".

Edifiant. Nous ne saurons certainement jamais le nombre de cobayes sacrifiés au nom de la science nucléaire. En février 1995, un rapport de département de l'Energie (USA) faisait état de 9 000 victimes répertoriées sur 154 expériences. C'est sans compter l'URSS, l'Angleterre, la France... Car chez nous aussi, les scientifiques ont fait joujou avec le nucléaire. Civil et militaire. On le sait, aujourd'hui : en Suisse, la centrale de Lucens était essentiellement destinée à fournir le plutonium nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique helvétique !

Avec quelques années de recul, tout cela paraît incroyable, aberrant. Inhumain.

Si l'on n'y met pas de sérieux garde-fous, les fantasmes de nos apprentis sorciers en génie génétique risquent bien de conduire aux mêmes gâchis, aux mêmes tragédies. Celles que les Américains ont déjà réussi à nous imposer au nom d'un soit-disant progrès auquel on ne saurait échapper. Comme ils veulent nous imposer leur bœuf aux hormones, leur soja, leur maïs et leur blé transgéniques, ou encore leurs bananes aux pesticides.

En Suisse, nous avons le choix politique. A chacun de prendre ses responsabilités. Les bourreaux et les rescapés de l'ère nucléaire invoquent, à leur décharge, l'ignorance.

Nous n'aurons pas cette excuse.

Paul BONNY
Contratom - Genève

HUMEUR

LA CONSCIENCE EST SOLUBLE DANS L'ARGENT

Droit d'ingérence, droit à la désobéissance, clause de conscience, les gesticulations morales de nos édiles ne manquent pas. Les enfants irakiens, les transfusés, les catarrheux de l'amiante, les déportés de Bordeaux ou de partout, tous les sacrifiés de la raison d'Etat et du veau d'or doivent se réjouir dans leur néant des doctes déclarations de nos "responsables mais pas coupables".

A la Confédération paysanne, nous avons décidé qu'aujourd'hui appartient déjà à l'Histoire. Paysans, consommateurs, citoyens, tous comptables de notre avenir commun, nous ne voulons plus être les témoins silencieux de ce qui pourrait devenir l'objet des procès à grand spectacle de demain. C'est le sens fondamental de l'action menée à Nérac pour ouvrir les yeux à nos élus sur les manipulations génétiques dont les tenants du grand capital s'approprient à bourrer nos écuelles.

Serions-nous pour autant ringards, conservateurs, fermés à toute évolution scientifique ou technique ? Que nenni. Mais pour nous, elle doit être source de progrès social et humain, pas seulement d'accumulation financière. Que Novartis et autres loups économiques nous démontrent déjà réellement l'innocuité totale pour notre santé et les équilibres écologiques de leurs trouvailles. Nous exigeons simplement ce que l'expérience nous a et devrait avoir enseigné à tous : le principe de prudence et de précaution. Mais au fait, quel est le but recherché par ces professeurs Nimbus largement irresponsables : pour faire face au marché, produire toujours plus avec encore moins de paysans. Conscience, vous avez dit conscience ? Il y a longtemps qu'elle s'est dissoute dans le fric !

Michel Curade
Confédération paysanne

LE RETOUR DES SEMENCES INDIGENES

(1) La Révolution Verte a consisté à introduire des variétés à hauts rendements. Celles-ci, jusqu'à maintenant, étaient issues de recherches biologiques par sélection sans manipulation génétique. Les OGM constituent

Les agriculteurs du plateau Malwa dans l'état de Madhya Pradesh au centre de l'Inde cultivaient traditionnellement de nombreuses variétés de froment non-irrigué. A la fin des années soixante, lors de l'introduction dans cette région de l'électricité et de la technologie pour le forage de profonds puits abys-

siens, des engrais et semences subventionnés, avec en plus la garantie du gouvernement pour le rachat des surplus à des prix élevés, ont fourni des incitations supplémentaires. Comme au Pendjab, là où tout a commencé, il y avait au début une augmentation évidente de la prospérité dans le milieu rural. Les fermiers ont vite fait de lais-

ser tomber leurs variétés de froment non-irrigué et depuis trente ans celles-ci ont presque disparu du plateau de Malwa.

Raghavan montre que les principaux bénéficiaires de l'aide gouvernementale sont des grands fermiers dont les terres sont de meilleure qualité. Les planificateurs agricoles en ont conclu que ce problème ne peut être résolu que par une promotion énergique de la culture du froment VRH dans d'autres régions de l'Inde, auprès des petits cultivateurs, qui représentent encore plus de 50 % des fermes (3).

Les données économiques ne sont pas bonnes. Gulati et Sharma (4) ont calculé que le total de la subvention annuelle du gouvernement pour l'agriculture, y compris l'irrigation, les engrais, l'électricité et les crédits, augmente de 9,12 % par an (5). La tendance est évidemment "non soutenable". Ainsi, tandis qu'il se trouve face à une demande croissante pour tous ces besoins, le gouvernement découvre que les contraintes financières menacent de limiter sévèrement ses efforts d'accroître la production agricole en générale et celle du froment en particulier, par les méthodes actuelles.

L'irrigation par l'utilisation de l'eau du sol est également devenue sujet à problèmes. Un tirage excessif a nécessité des forages de plus en plus profonds et l'eau, accumulée dans ces nappes depuis des millénaires, sera épuisée en quelques courtes années, avec le résultat d'une plus grande demande d'électricité pour actionner les pompes. De plus, les exigences politiques ont nécessité la fourniture gratuite de cette électricité, ajoutant ainsi à la charge, déjà lourde, du ministère des finances. Un rapport récent d'un comité d'experts pour déterminer la meilleure façon d'optimiser le fonctionnement des services d'électricité de l'Etat de Madhya Pradesh a fortement recommandé l'arrêt de la gratuité aux agriculteurs (6). Le plateau de Malwa bénéficie d'une pluviosité annuelle de seulement 250mm, et le tirage excessif a épuisé les nappes phréatiques à un tel point que beaucoup de puits se sont as-

Au moment où les agriculteurs européens perdent de plus en plus le contrôle de leurs semences, au centre de l'Inde un contre-mouvement radical développe des solutions concrètes. Les fermiers et les militants ont recommencé la culture, avec des méthodes traditionnelles, de variétés de froment non-irriguées, et leur succès tend à confirmer que pour sa survie environnementale, sociale et économique, l'Inde devra prendre le contre-courant de la Révolution Verte.

une étape supplémentaire et amplifient l'impossibilité de produire ses propres semences et donc la dépendance vis-à-vis des multinationales.

(2) Raghavan, M., Performance of Wheat Crop in India 1952/53-1992/93, Economic and Political Weekly, June 24, 1995.

(3) Ministry of Agriculture, Twelfth Report of the Parliamentary Standing Committee on Agriculture, Government of India, New Delhi, 1995.

ser tomber leurs variétés de froment non-irrigué et depuis trente ans celles-ci ont presque disparu du plateau de Malwa.

Aujourd'hui cependant, l'effet boomerang se fait sentir. Une étude de M. Raghavan indique que les taux annuels de production et de rendement ont commencé à chuter à partir du milieu des années quatre-vingt (2). Il est intéressant de noter que cette étude révèle que, dans le Madhya Pradesh, les taux de croissance des productions et rendements du froment étaient supérieurs entre 1955 et 1965, avant l'introduction des VRH.

ser tomber leurs variétés de froment non-irrigué et depuis trente ans celles-ci ont presque disparu du plateau de Malwa.

Aujourd'hui cependant, l'effet boomerang se fait sentir. Une étude de M. Raghavan indique que les taux annuels de production et de rendement ont commencé à chuter à partir du milieu des années quatre-vingt (2). Il est intéressant de noter que cette étude révèle que, dans le Madhya Pradesh, les taux de croissance des productions et rendements du froment étaient supérieurs entre 1955 et 1965, avant l'introduction des VRH.



Paris, salon de l'agriculture : le premier mars, des militants de Greenpeace ont installé un épi de maïs géant devant l'entrée du salon de l'agriculture. Celui-ci était couvert d'un préservatif et un tract incitait les paysans à refuser d'acheter des semences transgéniques dont on ignore tout des conséquences possibles sur la santé et l'environnement (photo Greenpeace).

séchés deux ans à peine après leur mise en service. De plus, l'irrigation par inondation est peu efficace car la majorité de l'eau s'échappe par des canaux de drainage.

Des conséquences sociales et écologiques graves

La non viabilité économique de l'agriculture préconisée par la Révolution Verte représente le moindre de ses problèmes. Ses conséquences écologiques et sociales sont beaucoup plus inquiétantes, et menacent l'existence même de la vie sur cette planète. La destruction des forêts par de grands barrages, la salinisation et l'imprégnation par l'eau de terres fertiles, l'érosion de la biodiversité, l'augmentation des résidus de pesticides dans les produits alimentaires, le déplacement de petits fermiers causé soit par des dettes, soit par l'urbanisation massive, avec l'agitation sociale qui s'en suit, toutes ces conséquences ont été énumérées d'une façon frappante et détaillée, dans le cas du Pendjab, par Vandana Shiva (7): Des conditions analogues émergent dans le Madhya Pradesh, où ces méfaits se font sentir dans les régions des barrages de Tawa et de Bargi. Environ 250 000 habitants seront déplacés par le barrage de Sardar Sarovar en construction sur la rivière Narmada.

La Révolution Verte telle qu'elle a été introduite à Madhya Pradesh se résumait à la culture de la graine de soja à maturation rapide pendant les moussons, suivi de plusieurs variétés de froment irrigué pendant l'hiver. Un aspect particulièrement inquiétant de ce développement est le remplacement d'une telle variété de cultures alimentaires par des monocultures VHR. Les légumineuses comme l'udad (*phaseolus radiatus*), le lobia (*phaseolus lunatus*), et le moong (*phaseolus mungo*), des céréales tels que le makki (maïs) et le jowar (sorgho), les millets et les légumes à gousses comme le tuvar (*kajanus kajan*) et des graines oléagineuses comme les cacahuètes et le sésame, semés pendant les moussons, ont été remplacés par le soja. A part une sérieuse érosion de la biodiversité, ce processus a déjà mené à une réduction de la nourriture disponible parmi les habitants de la région, et ainsi à un appauvrissement des niveaux nutritionnels. De plus, des études ont montré que les cultures nourricières traditionnelles de l'Inde possèdent une valeur nutritive bien supérieure aux VHR(8). Dans ces circonstances, ce sont les petits paysans pauvres qui ont souffert le plus, n'ayant pas les moyens d'acheter des récoltes pour remplacer les cultures déplacées. La réponse du gouvernement et de l'organisme d'aide américaine USAID a été de promouvoir agressivement com-

me produit de substitution les nourritures fabriquées à partir de résidus après l'extraction de l'huile de soja.

Un problème relié est la prédisposition des VHR aux attaques d'insectes et organismes nuisibles et à la prolifération des mauvaises herbes à cause de la perte de la fertilité naturelle du sol. A son tour, cette situation a été contrecarrée par l'application croissante de pesticides et d'herbicides, qui augmente encore le coût. Plus grave, non seulement la fertilité de la terre est encore réduite, mais en agissant ainsi on élimine de nombreuses variétés d'insectes et herbes bénéfiques pour l'agriculture. Les agronomes ne trouvent pas de solution à cette situation inextricable. Les bactéries qui jouent normalement un rôle important de dénitrification du sol en décomposant les matières organiques, agissent maintenant sur les engrais chimiques.

A ce jour seulement quelques 35 % de la terre agricole concernée est irriguée. Dans le Madhya Pradesh, cela ne concerne que 20% du total (9). Puisqu'il est clair que l'extension de l'irrigation serait difficile, et au mieux très lente, la dernière politique du gouvernement est de réserver les surfaces déjà irriguées pour les produits à valeur, tels que fruits, fleurs, et légumes pour l'industrie agricole et l'exportation. La production de semences vivrières serait transférée à des régions nouvelles qui

(4) Gulati, A., and Svendsen, M., eds., Strategic Change in Indian Irrigation, Macmillan India, New Delhi, 1995.
 (5) Gulati, A., and Sharma, A., Subsidy Syndrome in Indian Agriculture, Economic and Political Weekly, Bombay, September 30, 1995.
 (6) Tatarao, N., et al., Report of the Expert Committee on Restructuring of the Madhya Pradesh State Electricity Board, Government of M.P., Bhopal, 1997.
 (7) Shiva, Vandana, The Violence of the Green Revolution: Third World Agriculture, Ecology and Politics, Third World Network, Penang, 1991.
 (8) Gopalan, C., et al., Nutritive Value of Indian Foods, National Institute of Nutrition, Hyderabad, 1987.
 (9) Centre for Monitoring the Indian Economy, India's Agricultural Sector, Bombay, September 1995.

(10) Bernstein, H., Crow, B., Mackintosh, M., and Martin, C., *The Food Question - Profits versus People ?*, Earthscan Publications, London, 1990.

n'ont pas encore connu la Révolution Verte. Il est clair que ce dernier espoir de sauver la Révolution Verte, est voué à l'échec, étant donné la domination du marché international de produits agro-alimentaires par une poignée de multinationales qui ont déjà porté sévèrement atteinte aux économies, et ont dévasté la sécurité alimentaire de bon nombre de pays Africains et Sud-Américains en les encourageant à cultiver pour l'exportation (10). L'Inde se trouve donc face à un problème grave d'insécurité alimentaire pour lequel les planificateurs et scientifiques agricoles ne trouvent pas de solution effective.

Retour aux sources

Voilà le contexte dans lequel les activistes et les fermiers associés avec le *Kisani Samardhan Kendra* (Centre pour la Conservation des Systèmes de Culture Traditionnelles) (KSK), d'Indore, ont commencé à travailler en 1995 pour essayer de conserver et développer la culture des variétés traditionnelles dans des régions pluvieuses. La redécouverte de la culture de variétés non-irriguées de froment dans la région de Malwa a été particulièrement soulignée. Des recherches effectuées par la KSK dans les archives au Collège Agricole d'Indore ont révélé qu'historiquement ces variétés ont été hautement productrices, ce qui explique pourquoi Madhya Pradesh avait un taux de rendement plus élevé dans les années cinquante. Ces variétés de froment de terre sèche utilisent pour leur croissance l'humidité du sol. Ceci est important car jusqu'à 40 % de l'eau de pluie est absorbé par les plantes sous

forme d'humidité du sol, mais n'est pas utilisé par les VHR, dont les racines restent à la surface. Dans une situation où l'eau devient une ressource rare, la culture de froment non-irrigué, en conservant et utilisant cette humidité, peut fournir une solution.

La tâche du Centre était difficile, car les semences traditionnelles avaient disparu de la région d'Indore. Cependant, des recherches approfondies ont finalement révélé la présence de quelques paysans, dans une région voisine, qui persistaient à cultiver le froment non-irrigué. Six variétés de semences, obtenues de cette façon, furent semées dans des terrains d'essai au village de Machla sur le campus du *Sarvodaya Shikshan Samiti*, une ONG appliquant les préceptes gandhiens. Un lopin de terre d'un hectare a été loué auprès du *Kasturba Trust*, une autre ONG fondée par Gandhi en souvenir de sa femme après son décès en 1945, pour une étude comparative, avec deux variétés populaires de VHR semées comme contrôle dans un lopin voisin.

La culture de froment non-irrigué est simple. Idéalement, on sème du jute pendant la mousson. La terre est ensuite labourée pour en faire un engrais vert. Une autre possibilité consiste à planter une variété de légumineuse à saison courte, ou un céréale à mûrissement rapide. Dans le dernier cas, une bonne dose de fumier de ferme doit être étendue sur la terre, qui sera soigneusement labourée avant la mousson. Il ne doit pas y avoir de drainage afin que toute la pluie soit absorbée par le sol. Ni la culture de la légumineuse, ni la céréale à mûrissement rapide tel que le *bajra* (millet perlé) ou le *makki* (maïs), ne font concurrence avec le froment,

dont les racines s'enfoncent jusqu'à 30 cm à la recherche d'humidité et de nutriments. Cette méthode protège le froment contre les mauvaises herbes. Celles-ci, pour la plupart des légumineuses, ont tendance à enrichir le sol en fixant l'azote. Dès que les eaux de la mousson se résorbent au début du mois d'octobre, deux labourages sont pratiqués en directions croisées, puis le froment est semé. Par la suite, le froid et la rosée de l'hiver lui assurent d'arriver à maturité fin février. Il y a ainsi des économies dans tous les paramètres comparés aux VHR. Quelquefois un préensemencement, suivi d'une irrigation à mi-saison peuvent être bénéfiques, et peuvent augmenter les rendements sans effets indésirables. Ceci dépend de la variété de froment et de la consistance du sol.

Le froment devrait être semé début novembre, mais en raison des délais de livraison des semences il n'est souvent pas possible de le faire avant décembre, et ce retard se répercute sur la production. En conséquence, le froment non-irrigué a montré des taux de production inégaux, avec quelques parcelles produisant mieux que d'autres. Le tableau ci-joint montre que le coût de production de toutes les variétés de froment non-irrigué est beaucoup moins élevé que celui du Lok-1 VHR.

Si la subvention est prise en compte, alors les deux variétés de *Pissi* (faciles à moudre, le froment *Pissi*, tendre et doux, est le meilleur froment pour la fabrication du pain Indien) montrent un avantage de coût sur la variété WH-147, et aux rendements potentiels, toutes les variétés à terre sèche le dépassent de loin en compétitivité, goût et valeur nutritionnelle. De plus, il y a des bénéfices en termes d'amélioration de la qualité du sol et une demande réduite de l'eau, devenue rare. Beaucoup de paysans, encouragés par ces résultats, optent pour le froment non-irrigué actuellement, et la culture de cette variété s'est même étendue au delà du plateau de Malwa aux régions de Jhabua, Khargone et Dhar.

Des méthodes connues depuis longtemps

La grande majorité des petits cultivateurs en Inde produisent pour subsister plutôt que pour le profit. Depuis des millénaires ils ont donc développé un système d'agriculture qui optimise l'utilisation des semences et des engrais organiques disponibles localement, l'humidité du sol, et la gestion des organismes nuisibles. Ce qui a fait dire il y a soixante ans à Sir Albert Howard, pionnier de la culture biologique qui a beaucoup travaillé à Indore, "Ce qui se passe dans les petits champs de l'Inde aujourd'hui (...) se passe depuis

Rendements et coûts des variétés de froment

	Rendement	Rendement	Coût de production	
	moyen	potentiel	(en roupis)	
	Tonnes/hectare	Tonnes/hectare	Rendement	Rendement
			moyen	potentiel
Variétés non irriguées				
Farm Pissi	1 214	2 251	2 883	1 554
Jalalia	1 150	2 000	3 043	1 750
Thigria	1 289	2 000	2 715	1 750
Pissi 306	1 257	2 250	2 784	1 555
Khabdi Pissi	1 565	2 250	2 236	1 555
Sarbati Pissi	1 688	2 250	2 073	1 555
Variétés irriguées				
Lok-1 (*)	2 044	2 800	4061 (2935)	2964 (2142)
WH-147	3 677	4 000	2474 (1849)	2275 (1700)

(*) le "coût de production" a été calculé sans la subvention entre parenthèses.

De petits lots de 10 m x 10 m ont été choisis où les rendements étaient les plus importants pour chaque variété, et leurs rendements ont été considérés comme "rendements potentiels" comparés aux "rendements moyens" pour toute la surface d'essai. Dans le cas de la variété VHR le rendement potentiel officiel a été choisi.

de nombreux siècles. Les pratiques agricoles de l'orient ont réussi l'épreuve suprême — ils sont aussi permanents que la forêt vierge, la prairie, et l'océan" (11). L'utilisation intelligente de l'assolement d'une variété incroyable de semences a toujours assuré, malgré les inondations et les sécheresses, la survie d'au moins une partie de la récolte. Les famines sont survenues non pas à cause de l'échec de l'agriculture, mais plutôt de facteurs socio-économiques tels que des taxes excessives imposées par des rois et des dirigeants coloniaux, ou à cause des intérêts excessifs et l'accumulation des richesses par des marchands usuriers (12).

Malheureusement l'agriculture moderne et la politique de développement déséquilibrée du gouvernement et de la Banque Mondiale ont détruit la base des ressources naturelles de l'Inde, et ont dégradé les terres des petits paysans, avec des résultats désastreux. En conséquence, la pauvreté les oblige à migrer de leurs terres, d'une façon saisonnière, ou bien définitivement à la recherche d'un emploi, réduisant encore plus le temps disponible pour le travail de la ferme (13). C'est le cas en particulier de la région centrale de l'Inde. Il faudra des investissements énormes à l'avenir pour la régénération écologique des terres forestières et de culture, et dans la conservation des ressources en eau (14), pour assurer le retour de l'agriculture de subsistance à ses niveaux précédents d'excellence, et à la réalisation de résultats encore meilleurs. Ceci résoudra à la fois les problèmes d'insécurité alimentaire et du chômage rural important, ainsi que la dégradation de l'environnement, toujours présente dans la campagne indienne. Actuellement les efforts dans cette direction sont infimes. Les décideurs préconisent un développement par bassin hydrique, la culture biologique étant seulement complémentaire de la culture agricole haute-technologie, faisant ainsi des provisions financières minimales pour elle. De plus, il règne une attitude condescendante envers les fermiers, et aujourd'hui même les méthodes traditionnelles leur sont enseignées par des experts citadins qui n'ont jamais labouré un champ.

Les membres du KSK affirment que l'agriculture traditionnelle n'est pas seulement une profession mais une façon de vivre dominée par la protection et la défense de l'environnement, et opposée à la culture de consommation qui a inspiré la Révolution Verte. En effet, en sanskrit, la langue classique Indienne, le mot pour "agriculture" (*krishi*), et pour "culture" (*krishiti*) ont la même racine "*kri*" ce qui veut dire "labourer". La raison en est que dans l'Inde ancienne, la culture et la production étaient intimement liées, au

Forêt transgénique

Dans la banlieue de Jakarta, en Indonésie, le complexe Monforti Nusantara (en partie contrôlé par Monsanto, le fabricant du soja transgénique) est un laboratoire génétique spécialisé dans l'agroforesterie. Il étudie comment, par des manipulations génétiques, faire pousser les arbres plus vite. Les chercheurs auraient déjà réussi à doubler la vitesse de croissance des acacias et des eucalyptus... ce qui permettrait de faire face à la demande de pâte à papier dans les années à venir, les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est ayant été pratiquement totalement détruite. Si on peut ironiser sur le futur "papier transgénique", on peut aussi s'inquiéter de la place de cette monoculture aux effets inconnus qui va essayer de remplacer une forêt qui était parmi la plus riche en faune et en flore au monde. Rappelons que toute introduction dans la nature d'organismes génétiquement modifiés est irréversible et que si une erreur est commise, elle sera irréparable.

(source : Campagnes Solidaires, décembre 1997)

Photo : plantation d'Eucalyptus non-transgénique au Brésil



point où il n'y avait pas de différence entre elles. Alors que la Révolution Verte est sur le déclin, il est absolument essentiel que les ressources rares soient dirigées vers la promotion et l'enrichissement de l'agriculture de subsistance, supérieure à la fois sur le plan écologique et le plan économique. Le problème de la production alimentaire ne peut être résolu sans abandonner la commercialisation actuelle de l'agriculture. Ce but peut être atteint seulement par un mouvement de masse des paysans pour forcer le gouvernement à réorienter l'agriculture vers une réelle "soutenabilité".(15)

Le KSK a entrepris d'élaborer des projets alternatifs à l'agriculture irriguée basée sur de grands barrages. Ce travail est complémentaire à celui du Narmada Bachao Andolan dans sa lutte contre le barrage Sardar Sarovar, en construction sur la rivière Narmada (16). La réintroduction de la culture de froment non-irriguée dans la région

de Malwa n'est qu'une partie d'une stratégie plus large de réintroduction de semences traditionnelles, et l'établissement de systèmes de fermage traditionnels comme étant les méthodes dominantes dans la région. Cette démarche est essentielle pour contrer l'agriculture à haut rendement, totalement "non soutenable", socialement et économiquement destructrice, qui a été imposée aux petits fermiers en Inde depuis près d'un demi-siècle par une alliance entre le gouvernement, les agences internationales et les corporations transnationales de l'industrie agro-chimique, et qui commence maintenant à menacer la survie même de l'humanité.

Rahul et Jacob NELLITHANAM
Sarvodaya Shikshan Samiti

Article légèrement résumé paru dans
"The Ecologist", février 1998
(Traduction de Joanna Brémond)

(11) Howard, A., An Agricultural Testament, Oxford University Press, London, 1940.

(12) Patnaik, U., Food Availability and Famine, Journal of Peasant Studies, Vol. 19, N° 1, 1991.

(13) Rao, C.H.H., Agricultural Growth, Rural Poverty and Environmental Degradation in India, Oxford University Press, New Delhi, 1994.

(14) Agarwal, A., and Narain, S., Towards Green Villages, Centre for Science and Environment, New Delhi, 1989.

(15) Rahul, Ungreening the Revolution, Down to Earth, New Delhi, April 15, 1996.

(16) Fisher, W., ed., Working Towards Sustainable Development: The Damming of the Narmada River, Cambridge University Press, Boston, 1994.



ENVIRONNEMENT

TRIBUNAL INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis 1995, Amadeo Postiglione, juge à la cour de Cassation de Rome, fait la promotion d'un projet de Tribunal International de l'environnement, qui contrairement à celui de La Haye, serait ouvert aux particuliers et aux associations. Ce tribunal serait compétent pour traiter des questions environnementales dont la dimension dans le temps échappe aujourd'hui à nos lois : déforestation, effet de serre, ozone... L'association HEP, Harmonie Environnement Progrès, lance une campagne pour relayer la demande de ce projet.

Renseignements : HEP, château des princes d'Orange, 71480 Culseaux, tél : 03 85 72 76 23.

22 AVRIL : JOUR DE LA TERRE

Comme chaque année depuis 1990, l'association du Jour de la Terre propose tout un ensemble d'actions autour de la date du 22 avril. Jour de la Terre est soutenu par un large collectif d'organisations et vous propose d'agir individuellement à changer votre quotidien selon le principe "1 + 1 = des millions". Signe de reconnaissance : s'habiller en bleu. Pour obtenir le programme des manifestations : Jour de la Terre, 76 rue de Sévres, 75007 Paris, tél : 01 47 34 49 04.

GRENOBLE : JOUR DE LA TERRE

Dans le cadre du jour de la Terre, un collectif d'associations organise le 4 avril au Summum, à Grenoble, un fo-

rum d'associations (de 14 h à 19 h), une animation musicale (16 h à 16h15 avec Olivier Cabanel), une conférence sur "le réchauffement de la planète" avec Claude Lorius et Pierre Rabhi, une soirée "le tour du monde en musique" avec des groupes de Guinée, de Tahiti, d'Amérique du Nord, d'Espagne, d'Orient, du Brésil, de Nouvelle Orléans. Cette journée s'accompagnera de différentes animations dans Grenoble.

Programme complet : Jour de la Terre, MNE, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 31 62.

ROUEN : SALON NATURE ET JARDIN

Le premier salon de la Nature et du Jardin se tiendra au Parc-Exposition de Rouen du 24 au 26 avril. Associations de protection de la nature, agriculture biologique, construction saine, économies d'énergie sont au programme.

Renseignements : Centre d'hébergement d'étude sur la nature et l'environnement, Musée de la nature, 76190 Allouville Bellefosse, tél : 02 35 96 06 54.

ARDECHE : ACTION ESCRINET

Depuis quatre ans, une milice de chasseurs-braconniers armés interdit l'accès au col de l'Escrinet durant toute la période de migration des oiseaux, violant ouvertement la loi. Plusieurs associations de protection de la nature (FRAPNA, LPO, CORA...) constatant le silence de l'Etat ont décidé d'attaquer celui-ci pour sa défaillance. Mais évidemment un tel procès coûte cher et pour le financer une souscription a été lancée.

On peut envoyer des dons à CORA/Collectif Escrinet, MRE, 32 rue Saint-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 84.

AUVERGNE : DES FOURMIS CONTRE L'AUTOROUTE

En comparant le jugement rendu par le conseil d'Etat annulant la déclaration d'utilité publique de l'A400 au dossier de l'autoroute A89 Clermont-Ferrand-Bordeaux,

L'ORIGINE DE LA FOURRURE

Les fourrures font en ce moment un retour remarqué dans la mode. Il serait peut-être bon de rappeler l'origine de la fourrure. Si la fourrure provient d'animaux sauvages, il s'agit forcément d'animaux piégés car la chasse abîmerait la fourrure. Au Canada, une commission a essayé de trouver une solution de piégeage ne faisant pas souffrir l'animal, mais y a renoncé. Les pièges existants sont sous forme de lacets ou de mâchoires et soit étouffent l'animal lentement, soit lui retiennent la patte en attendant le passage du trappeur... ce qui peut prendre plusieurs jours. Si la fourrure provient d'élevage — cas aujourd'hui le plus fréquent — la situation est pire : les animaux vivent en cage pendant 7 à 8 mois avant d'être tués. On retrouve là les conditions objectives de l'élevage intensif : espace minuscule, nourriture uniforme, puanteur des excréments, épidémies, autotomulation...

Dans le cas de l'astrakan, il s'agit d'une technique particulière : il s'agit d'agneaux de moins de trois jours qui sont égorgés à la naissance. Alors qu'ils agonisent, une entaille est faite dans une patte pour y insuffler de l'air et décoller la peau de la chair. Dans le cas du "breitschwanz" il s'agit d'agneaux tués quinze jours avant la naissance : on égorge la mère, on ouvre le ventre et on récupère les fœtus puis on procède comme pour l'astrakan.

Il existe de nombreuses alternatives à la fourrure : sans parler des fourrures synthétiques qui sont hautement polluantes, on peut avoir recours à des laines ou si l'on veut vraiment éviter toute exploitation animale, à des fibres végétales comme le coton, le lin, le chanvre... Ce qui fait qu'un vêtement est chaud n'est pas lié à la nature de la fibre mais à la capacité de celle-ci à piéger de multiples couches d'air : si vous avez froid, enflez une couche de vêtements supplémentaires.

Pour en savoir plus : Equals, 12, rue du Fief, 92100 Boulogne-Billancourt, tél : 01 46 21 08 03.

PETITES PHRASES

Le week-end dernier, les groupes de chasseurs ont réuni 150 000 d'entre eux pour manifester à Paris. A cette occasion, ils ont confirmé l'image que nombre de Parisiens ont de leurs cousins campagnards : des brutes grossières et des ivrognes. Soufflant dans des cors de chasse, presque tous vêtus de kaki, ils brandissaient des banderoles affirmant que l'objet de toutes leurs haines — la ministre de l'environnement Dominique Voynet, leader des Verts — était "une espèce non protégée" surnommée "la peste verte". Beaucoup d'entre eux buvaient de la bière et du vin. "Ils ne marchaient pas, ils titubaient" déclare le photographe Francis Apesteguy. "Quelle bande de guignols" lâche un Américain qui habite boulevard Port-Royal, sur le trajet de la manifestation. "Ils interpellaient et sifflaient toutes les filles. Quelle image du pays donnent-ils ?". Extraits d'un article de Julian Nundy, The Daily Telegraph.



PASTILLE VERTE : COUT SOCIAL ET ECOLOGIQUE

La solution de Corinne Lepage (alternance des voitures paires et impaires en cas de pollution) avait l'avantage d'être simple et socialement neutre.

La proposition de pastille verte de Dominique Voynet n'est pas du même genre : cette vignette serait donnée aux véhicules les plus récents (essence ou diesel) qui pollueraient moins. Ne s'agit-il pas plutôt d'une nouvelle forme

d'aide aux constructeurs automobiles pour inciter les gens à changer de voiture ? Relancer la croissance et donc le gaspillage des matières premières, n'est-ce pas le rêve de tout bon ministre écolo ? Favoriser les riches (qui ont des voitures neuves), n'est-ce pas le rêve de tout ministre socialiste ? Les agences de communication ont, elles, l'art de vider le sens des mots. Après les yaourts Bio qui ne le sont pas, la "moto verte", voici la pastille verte qui porte, dans le projet actuel, le slogan "voiture propre". Pitié, pas ça ! "voiture aux normes", "voiture moins sale"... mais une voiture ne sera jamais propre !



VALLEE D'ASPE : NON AUX CAMIONS INTERNATIONAUX

Les promoteurs de l'autoroute en vallée d'Aspe sont confrontés à un problème financier important : il ne dispose que de 230 millions de francs alors que le projet autoroutier se monte maintenant à 970 millions de francs. Ceci explique en grande partie l'étalement des travaux, prévus jusqu'en l'an 2010. Ce blocage financier devrait aider les opposants à faire entendre la voie de la raison : le réaménagement de la voie ferrée pour y faire passer du fret et dont le coût, chiffré par la SNCF, s'avère chaque jour de plus en plus prêt du coût de l'autoroute.

Une manifestation contre le projet autoroutier qui doit traverser la vallée d'Aspe se tiendra le samedi 2 mai avec comme slogan principal : "non aux camions internationaux".

Contacts :

- Loulsette Mayerau, Collectif Alternative Somport, BP 131, 64400 Oloron, tél : 05 59 39 41 45.
- Eric Pétefin, La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83.

ALBERVILLE : COVOITURAGE

Une association de co-voiturage vient de voir le jour à Albertville. Elle emploie des personnes en difficultés, assure du co-voiturage pour les clubs sportifs et souhaite développer deux autres formules : une navette "discothèque" pour emmener et ramener les jeunes et éviter les accidents, une aide et assistance gratuite pour les personnes isolées à mobilité réduite.

Contact : Trans-Service Association, 11 rue Georges Lamarque, 73200 Albertville.

GRENOBLE : LE TRAIN EN FETE

Parce que le train pourrait constituer une excellente alternative au projet d'autoroute entre Grenoble et Sisteron, la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, organise une journée "train en fête" le 26 avril prochain. L'invitation est destinée aux cyclistes : départ de la gare de Grenoble à 11h45 et retour dans la soirée après une randonnée cycliste dans les milieux naturels du Trièves. Pour en savoir plus : FRAPNA-Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

les opposants au projet ont constaté qu'ils avaient tous les éléments en main pour faire annuler le projet devant cette instance juridique. Tous sauf un : l'argent ! Car un recours devant le conseil d'Etat coûte abominablement cher (merci pour l'égalité devant la justice !). Ils lancent donc une opération "100 000 fourmis contre l'autoroute" en espérant collecter au moins 100 000 F. Vous l'aurez compris : votre don, aussi modeste soit-il sera le bienvenu. Reçu fiscal sur simple demande.

Chèque à envoyer à : Collectif Combronde, 19 rue Chabrol, 63200 Riom, tél : 04 73 86 56 07.

PARIS : CAISSE COMMUNE

Une association vient de se créer à Paris pour favoriser le co-voiturage : Caisse commune, c/o Loïc Mignotte, 2 passage du chantier, 75012 Paris, tél : 01 43 07 90 45. (source : Vache Folle, février 1998)

FRANCHE-COMTE : TGV FANTOME

Avant les élections régionales, il ne fallait se fâcher avec personne d'où l'annonce faite par le gouvernement concernant le TGV envisagé entre Dijon et Mulhouse pour rassurer les pro-TGV

tout en assurant dans le même texte qu'"il est urgent de répondre aux besoins réels des populations (par) le développement nécessaire des services publics du transport ferroviaire (qui) passe sans nul doute par des choix sans équivoques en faveur de ce moyen de transport et de déplacement. Pour cela, trois exigences fortes : le développement de l'offre, la qualité des services, une politique de tarif adapté". Bref de la langue de bois à grande vitesse. Les pro-trains régionaux de Franche-Comté proposent de moderniser les lignes actuelles Lyon-Strasbourg et Lausanne-Paris et d'attendre qu'elles soient à saturation avant de se lancer dans des voies nouvelles qui ne feront qu'enjamber la région.

Contact : Rail pour demain, Malrie, 70400 Trémoins, tél : 03 84 46 03 48.

LE PUY : TIRE-BOUCHON

Un collectif pour la mise en place d'une autre politique de déplacement s'est constitué au Puy-en-Velay. Il regroupe des associations de protection de l'environnement, de citoyens et des structures politiques (PS, PC, Verts) : Le Tire-Bouchon, BP 238, 43006 Le Puy-en-Velay cédex.

Grenoble Jour de la Terre

27 mars au 5 avril 1998

➔ Place de l'environnement à la foire des Alpes

à Alpexpo : information, stratégie, maison naturelle, animation...

➔ Le forum des associations, le 4 avril au Summum

de 14 h à 19 h avec à 16h20, une conférence "le réchauffement de la planète : que va-t-il se passer en Isère" avec Claude Lorius, de l'Institut Français pour la Recherche et la Technologie Polaire et Pierre Rabhi, philosophe et agro-écologue du CIEPAD, animé par Jean-François Noblet.

➔ Le tour du monde en musique, le 4 avril au Summum

20h30 : Doudoumba (Guinée),
21h : Koa Nui (Tahiti),
21h30 : Afro Gospel Choir (Amérique du Nord),
22h30 : Jean-Philippe Bruttman (Espagne),
23 h : Balkis (Orient), 23h30 : Thomy & co (Brésil).

Renseignements :

Jour de la Terre, MNEI, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 54 31 62.



PETITES PHRASES

"Dans cette période de remise en question, il faut choisir entre continuer à être partie du problème ou devenir partie de la solution"

Serge Mongeau,
"Moi, ma santé", 1994.

L'UNIVERSALISTE

S'inspirant des pensées mondialistes, distributistes, éspérantistes et pacifistes, Djémil Kessous vient de lancer un bulletin (de deux pages pour le moment) "L'Universaliste" dont le but est de militer en faveur d'une société basée sur la coopération. Le premier numéro est paru en décembre. Le prix est libre. On peut le recevoir en en faisant la demande à :

Rassemblement universaliste,
BP25 75622 Paris cédex 13.

L'ÉCOLOGIE EST UN SPECTACLE

La compagnie L'Hippo Tam Tam à deux mains vous propose un théâtre de rue comique à tendance écologique.

Pour en savoir plus : Nicolas Renaudin, Compagnie A deux mains, tél : 02 51 55 26 54.

MANGER VÉGÉTARIEN !

Prévention du cancer et des maladies cardio-vasculaires : une réponse, manger végétarien ! De multiples études médicales montrent les effets positifs sur la santé du régime végétarien, c'est pourquoi l'association Alliance végétarienne demande, via une pétition, aux autorités, d'intervenir auprès des services publics (hôpitaux, écoles, administrations...) afin qu'ils montrent leur souci du

bien-être collectif en proposant systématiquement des menus végétariens sur leurs lieux de restauration.

La pétition est disponible auprès de : Alliance végétarienne, Beauregard, 85240 Saint-Hilaire-des-Loges, tél : 05 49 06 03 87.

COMPOST DE BROUSSAILLES

Le Comité Jean Pain de Londerzeel (Belgique) organise du 6 au 10 avril à Bruxelles et chez eux, un stage de formation technique et pratique au compostage de broussaille, à la permaculture et sur les bois rameaux fragmentés.

Renseignements : Comité Jean Pain, Halle Eikstraat 25, B 1840 Londerzeel, tél : 052 30 53 65.

PARIS : ARTISANS DE L'AVENIR

L'association Témoins d'Humanité, en partenariat avec

la Fondation pour le Progrès de l'Homme, organise du vendredi 1er mai au dimanche 3 mai, au centre international "Le Rocheton", à Melun (77), une rencontre intitulée "Artisans de l'avenir".

Avec en ouverture, le vendredi "L'utopie et le droit : les actes de désobéissance et d'objection de conscience dans un Etat de droit" animé par Jean-Jacques de Felice, avocat ; puis en ateliers : "Que deviendra l'objection de conscience après la suppression du service national ?" (avec le CCSC), "Que peut signifier l'objection de conscience dans le domaine de la santé" (avec Isabelle Robard), "L'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité", "Les droits de l'enfant". Le samedi, une Journée animée par la Fondation pour le progrès de l'homme propose de multiples ateliers sur des questions concernant les valeurs, les cultures, l'art, l'éducation, la science, l'économie et la société, la gouvernance et la citoyenneté, le rapport entre l'humanité et la biosphère dont les thèmes sont choisis par les personnes qui s'inscrivent. Le dimanche, un débat portera sur "la culture de la paix et de la non-violence" animé par David Adams, responsable

DEUXIEME RENCONTRE ECO-VILLAGES

Après la rencontre au Cun du Larzac, pendant l'été 97, le réseau Eco-village organise ses deuxièmes rencontres du 29 au 31 août, dans la Creuse, au Mas Grangeas, Vassillière, 23460 Royère.

Renseignements : Marielle Anne Richard, 4, allée de Villeneuve l'Étang, 92430 Marnes la Coquette, tél : 01 47 41 92 34 ou Olivier Castelli, 36, rue Raspail, 92270 Bois Colombes, tél : 01 47 81 13 09.

PARIS : FORUMS LIEUX DE VIES

Le Réseau français d'Écovillages organise tous les Tiers Jueudis du mois à 19 h, à l'Hôtel du Monde, 15 rue Pasteur, 75011 Paris, des forums sur la question des lieux de vies. Chaque soirée se présente ainsi : une heure de présentation des participants, une table-ronde sur un sujet préparé par des porteurs de projets, des ateliers de travail sur des questions de terrain, enfin vers 22 heures, un repas pris en commun avec des plats ap-

VIVRE ENSEMBLE

portés par chacun et une discussion libre par centre d'intérêts. Quelques thèmes déjà abordés : systèmes d'échanges et investissements éthiques ; écologie, agrobiologie et énergies renouvelables ; santé et développement personnel ; habitat écosystémique et autoconstruction ; art, culture, formation et communication ; règle du jeu, partenariat et micro-entreprise ; financement et structures juridiques... Le Réseau d'Écovillages prépare également des rencontres internationales qui se tiendront cet été en Italie.

Pour en savoir plus : Marielle Anne Richard, 4, allée de Villeneuve l'Étang, 92430 Marnes la Coquette, tél : 01 47 41 92 34 ou Olivier Castelli, 36, rue Raspail, 92270 Bois Colombes, tél : 01 47 81 13 09.

LOT-ET-GARONNE : LE SET DE FLEURS

Au carrefour du Lot-et-Garonne, du Lot, du Tarn-et-

Garonne, est né un projet d'écovillage autour des enfants. L'association "le Set de Fleurs" accueille des projets de toutes sortes qui émanent de personnes intéressées par l'écovillage ou qui habitent dans les alentours. Deux chantiers internationaux sont organisés par le SCI, service civil international, l'été prochain, avec des volontaires de 5 pays différents, qui viendront bâtir en bois cordé, paille et torchis, une maison, un gîte d'enfants et d'adolescents, une bergerie en bois, un sanitaire solaire, des lagunages, un four à pain... Trois familles sont actuellement sur le site avec dix enfants. De nombreuses activités pédagogiques devraient voir le jour ainsi que des spectacles (de rue, de cirque, soirées musicales, chants).

En projet : une ferme pédagogique, une école de santé, l'accueil de jeunes en difficulté et de personnes âgées, une école différente... Cherche actuellement

d'autres familles, un enseignant, de la trésorerie, du matériel : toile de tipi, tentes, matelas, duvets, lits, couvertures, sanitaire, cuisine, vaisselle, matériel de cirque, instruments de musiques, ordinateur. L'association cherche également une grange avec du terrain dans les Pyrénées (côté français ou espagnol) pour les séjours des enfants.

Pour en savoir plus : Le Set de Fleurs, Raviole, 47370 Courbiac, tél : 05 53 40 72 24.

NORMANDIE : MAISON D'ICI ET D'AILLEURS

A l'origine achetée par une seule personne, la propriété de la "Maison d'ici et d'ailleurs", lieu communautaire, est en train de se transformer en SCI Ecoréaumont et cherche des personnes intéressées par le projet pour prendre des parts de la propriété collective (multiples de 300 F).

Pour en savoir plus : Annie Aubrun, Maison d'ici et d'ailleurs, Chemin de Calfot, Coqueréaumont, 76560 Saint-Laurent-en-Caux, tél : 02 35 56 65 53.

ECOSSE : RECONNAISSANCE DES SEL

Afin de lutter contre la désertification rurale, le gouvernement écossais vient de modifier sa loi sur la monnaie pour reconnaître l'existence légale des LETs (le nom anglais des SEL, systèmes d'échanges locaux). Lord Sewell, ministre écossais de l'agriculture, estime en effet que le fonctionnement actuel de la monnaie favorise l'évasion des capitaux en dehors des régions. Non seulement le développement des LETs devrait ainsi être favorisé, mais le gouvernement étudie comment y permettre la circulation de marchandises entre les villes et les campagnes, ou entre les producteurs agricoles et le milieu industriel. La décision du gouvernement écossais doit permettre d'expérimenter de multiples formules afin de déterminer celles qui sont les plus intéressantes pour le but recherché : vivre en milieu rural.

Pour en savoir plus : Ruth Anderson, Rural Forum Scotland, Highland House, 46 St Catherine's Road, Perth, PH1 5RY, tél : 01738 634565. (source : Positive News, n°15, The Six Bells, Bishop's Castle, Shropshire, UK, SY9 5AA, tél : 01588 630 121)

HABITAT ET HUMANISME

En complément au dossier paru dans le numéro 229, Habitat et Humanisme nous signale qu'il est également possible de placer son argent directement dans le capital de leur société fondatrice. Ce capital n'est pas rémunéré et l'intérêt est donc humain puisque cette société réhabilite — en relogant sur place autant que possible les anciens locaux — des logements sociaux. Les parts sont de 750 F. Il est possible de retirer ses parts au même montant qu'au départ. Cette société a déjà collecté plus de 54

FINANCES SOLIDAIRES



millions de francs.

Renseignements : Habitat et Humanisme, 69, chemin de Vassieux, 69300 Caluire, tél : 04 72 27 42 58.

LE CAPITAL FRATERNEL DE LA NEF

Nous avons fait une erreur dans le numéro 229 concernant le contrôle exercé par la Banque de France sur le capital de la NEF : si la Banque de France contrôle bien que le capital est existant, celui-ci reste à la disposition de la NEF qui peut donc l'utiliser pour ses prêts... Comme de plus, celui-ci n'est pas rémunéré, il contribue à favoriser des prêts à taux réduits. Ce capital est donc tout à fait solidaire et la NEF vous invite à l'aider à l'augmenter (parts de 200 F).

Contact : NEF, 46 rue de la Burge, 03160 Bourbon l'Archambault, tél : 04 70 67 18 50.

COFIDES NORD-SUD

Cofides Nord-Sud est une coopérative financière pour le développement de l'économie solidaire Nord-Sud. Elle a été créée en 1997 par Peuples Solidaires et Terre des Hommes au Nord pour se porter caution d'emprunts faits dans le Sud par

des entrepreneurs et des artisans. Cette structure se veut une réponse à la difficulté qu'ont les groupes du Sud à trouver des financements. Plutôt que de donner de l'argent, la Cofides apporte seulement sa caution à des financements qui devront être remboursés. Il s'agit d'un fonds international de garantie. Elle est gérée sous forme coopérative, c'est-à-dire que tout sociétaire ayant au moins souscrit une part dispose d'un droit d'expression au sein de la coopérative. Le capital est variable en fonction des entrées et sorties des sociétaires. Les coopérateurs peuvent être des personnes morales ou des personnes physiques, des collectivités ou des sociétés privées.

Toute demande de caution solidaire soumise à la Cofides est évaluée par un comité composé du président et de quatre personnes élues par l'assemblée générale. Ces cinq acteurs peuvent faire appel à des experts extérieurs si nécessaires. Pour qu'un projet soit proposé à la Cofides, l'entrepreneur du Sud doit se trouver un "parrain" français qui servira de lien entre le projet et la Cofides. L'obtention d'une caution bancaire, si le dossier est accepté, ne coûtera à l'entrepreneur du Sud que le coût de traitement de son dossier.

Pour pouvoir être caution, la Cofides a donc besoin d'un capital de garantie. Celui-ci est constitué par des achats de parts sociales (d'un montant de 500 F) ou par l'ouverture d'un compte "courant solidaire" qui est un compte épargne (minimum un an) dont la rémunération est comprise entre le taux d'inflation et le taux du livret A. Ce compte épargne permet d'augmenter les possibilités de garantie de la Cofides. Il est actuellement ouvert au Crédit Coopératif.

Les ressources internes de la Cofides sont actuellement de trois ordres : la facturation de ses services aux associations du Nord qui présentent des projets du Sud, des intérêts éthiques par le placement du capital dans des fonds comme ceux présentés dans le numéro de mars, enfin, des études sur les financements solidaires à la demande des associations partenaires.

Fin 1997, la Cofides comptait une centaine de sociétaires : 10 % des parts appartenaient aux associations fondatrices, 31 % à d'autres associations, 58 % à 55 personnes individuelles, 1 % à quatre comités d'entreprises. Deux premières cautions garantissant un prêt de 100 000 FF ont été apportées en 1997 : une au Burkina Faso et une au Mali. D'autres cautions sont à l'étude au Niger et au Mali. Ces cautions sont apportées de manière conjointe à celle du "parrain" et en cas d'échec, le risque serait ainsi partagé et serait alors pris sur le capital social.

Fin 1997, le montant du capital atteignait 380 000 F et les apports sur les comptes épargne 780 000 F.

L'assemblée générale de la Cofides se tiendra le 27 juin à Saint-Denis.

Pour en savoir plus : Cofides, 4, rue Franklin, 93200 Saint-Denis, tél : 01 49 33 00 51.

INDRE : SOLIDARITE-EMPLOI

Solidarité-Emploi est une association qui collecte des dons de particuliers, d'entreprises ou de collectivités pour former un capital qui sert ensuite soit de prêt, soit de caution pour aider à la création d'entreprises d'utilité sociale. Des experts bénévoles accompagnent les projets retenus.

Un groupe vient de se constituer dans l'Indre : Solidarité-Emploi, Pôle d'économie solidaire, M.Th. Jambut, 3, place de la Gare, 36015 Chateauroux cédex.

du programme "culture de la paix" à l'Unesco. Inscriptions avant le 2 avril auprès de Témoins d'humanité, BP399, 75233 Paris cédex 05.

ARIEGE : DROIT PAYSAN, DROIT RURAL

Des personnes confrontées à la difficulté de s'implanter en zone rurale organise les 10, 11 et 12 avril une rencontre sur le thème "droit paysan,

droit rural, droit à l'espace minimum" à "Les Moles", Camarade, dans l'Ariège. Le but de cette rencontre est de définir ce qu'est le droit à un espace minimum en zone rurale : "un espace pour jardiner, un espace pour bâtir son habitat écologique... et du temps pour s'occuper de la nature". Il s'agit également de réfléchir sur les différentes stratégies pour faire remonter nos revendications

et demander une loi... en prenant des initiatives pour faire avancer l'histoire et la géographie. Pour en savoir plus : (le soir) 05 61 66 56 20.

GIRONDE : FOIRE BIO DE HAUTE LANDE

La première foire bio et artisanale de Haute Lande aura lieu le dimanche 24 mai à Captieux, avec comme invi-

té Pierre Gevaert, auteur du livre "L'exode urbain est-il pour demain ?". Renseignements : Jean-Claude Honoré, Mairie, 33840 Captieux, tél : 05 56 65 60 31.

JURA : AUTO CONSTRUCTION POUR SE CONSTRUIRE

L'association Paysans pour la Paix organise du mercredi 13 au dimanche 17 mai un sta-

Pour découvrir la
LANGUE INTERNATIONALE
ESPERANTO
Lisez le bulletin trimestriel



en français
abonnement simple 25 F
abonnement de soutien 35 F

ESPERANTO - info
Hortensias II - 121 bis Bd Napoléon III
06200 NICE - Tél. 04 93 83 08 73
CCP Marseille 11 901 46 B

ge proposant : médecine de l'habitat et géobiologie, connaissances du jardin, permaculture, suivi d'un rucher, faire ses peintures naturelles, les toilettes à compost... Prix modique. Renseignements : Paysans pour la paix, Jean-Louis Rémy, 39130 Blye, tél : 03 84 48 38 26.

ANNONCES

EMPLOI - OFFRES

- La FRAPNA-Isère, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08, cherche son directeur. Ce poste à responsabilité nécessite :
 - une expérience en coordination et en encadrement du personnel (21 permanents),
 - une expérience de la vie associative,
 - une compétence en gestion financière,
 - une capacité de dialogue avec les administrations, élus, collectifs locaux, partenaires institutionnels et médias,
 - une capacité d'expertise dans des dossiers liés à la nature et à l'environnement,
 - un savoir faire en communication interne et externe.
 Emploi à plein temps exigeant une grande disponibilité et une grande mobilité. Formation en environnement indispensable et formation en droit appréciée. Poste à pourvoir au 1er juin 1998. Salaire entre 10 et 12000 F brut. Candidature avant le 31 mars.
- Constructeur de maisons écologiques cherche pour chantier personne motivée par les techniques alternatives (ossature bois, paille, chanvre, terre, bois cordé, chaux...) pour embauche. Région Jura. Ecrire à : Arcanne, 39330 Pagnoz, tél : 03 84 37 88 37.
- La coopérative des Nouveaux Robinson, membre du réseau Biocoop, installée dans 3 magasins de 250 m² en Ile-de-France (Montreuil, Boulogne, Neuilly) cherche un responsable de magasin et un responsable-adjoint de magasin. Solide expérience de la distribution, de l'encadrement d'équipe (10 à 20 personnes) et une forte motivation pour la pratique de l'économie coopérative. Adresser CV et lettre de motivation à : Nouveaux Robinson, 81-83 rue Michelet, 93100 Montreuil.

EMPLOI - RECHERCHES

- Jeune Homme, 28 ans, cherche emploi salarié agricole pour septembre 98, dans une ferme si possi-

ECOLE STEINER

La première école fondée par Rudolf Steiner l'a été en 1919 à Stuttgart pour les enfants des ouvriers de l'usine Waldorf-Astoria. Fin 1997, il existe environ 650 écoles Rudolf Steiner réparties dans une trentaine de pays, sur les cinq continents. Elles accueillent des enfants de 3 à 18 ans, sans distinction d'ethnie, de religion, d'origine sociale et celles qui solent leurs aptitudes intellectuelles, artistiques et manuelles.

L'Institut Rudolf Steiner organise en France la formation des enseignants de ces écoles. Une session pédagogique se tiendra du 2 au 5 juillet prochain et s'adresse à toute personne intéressée par le monde de l'enfant et par la pédagogie que ce soit par intérêt per-

sonnel ou professionnel. Vous pouvez en obtenir le programme détaillé dès maintenant en écrivant à : Institut Rudolf Steiner, 5, rue Georges-Clemenceau, 78400 Chatou, tél : 01 39 52 58 19.

ECOLE, EPISTEMOLOGIE, DIALOGUE SUD-NORD

"Nanduti" est un laboratoire d'épistémologie dynamique ouvert au Paraguay. L'épistémologie est l'étude de l'importance que les gens accordent aux choses, aux sciences, aux mots... Ce laboratoire s'intéresse tout particulièrement à l'éducation et à la vision du monde qui y est inculqué avec les conséquences que cela a sur les rapports Sud-Nord. Il cherche à développer une pédagogie holistique.

Si vous voulez en savoir plus, vous pouvez vous adresser à : Olivier Gallou, 15, route de Brigné, 49700 Ambillou-Château, tél : 02 41 59 73 13.

L'ENVOI

Cette revue dont nous vous annonçons la naissance depuis maintenant deux ans semble avoir du mal à se mettre en place. Un numéro zéro avait vu le jour en mars 1997. Ce n'est que début janvier 1998 que le n°1 est enfin paru. Il annonce avoir collecté 350 abonnés, ce qui est déjà bien et il lui en faudrait 600 pour fin mars pour arriver à équilibrer ses comptes. La revue démarre sous forme d'un trimestriel de 16 pages seulement. 15 F le numéro. On peut prendre un abonnement-découverte pour 60 F seulement à : L'Envoi / EDA, BP15, 44460 Saint-Jean-de-Boisseau.

sible blo, dans le département de la Drôme ou de l'Ardèche (à moins de 30 km de Valence). Toutes activités sauf viticulture ou arboriculture, BTA et BISA, expériences en agriculture, parents agriculteurs. Contact : Philippe Berard, 31 rue de Lyon, 42140 Chazelles sur Lyon, tél : 04 77 54 94 19.

OBJECTEUR - DEMANDES

- Julien Tarot, 20 rue Pierre et Marie Curie, 35300 Fougères, tél : 02 99 94 13 77, 21 ans, cherche poste d'objecteur région Ouest, pays de Loire, dans les secteurs environnement ou socio-culturel.

CONTACTS

- Nathalie-Constance Bertrand-Hardy, La Petite Briche, 37340 Hommes, tél : 02 47 24 29 95, a en vue l'achat d'une propriété de 7 hectares. Elle cherche des familles ou des célibataires ou des retraités ayant déjà fait une recherche personnelle et désirant vivre dans un lieu de vie à la campagne. Vie spirituelle et semi-communautaire. Valeurs : conscience du sacré, vie en partage, écologie, cuisine végétarienne, culture bio. Venir faire connaissance.
- Martial et Florence Gitenet, 5 Le Mail nouveau, 12 avenue de chasselas, 34290 Servian, tél : 04 67 39 11 17, ont un projet d'éco-village solidaire intégrant une pédagogie de l'enfance et un art de vivre. La solidarité s'exprime par le refus de la société de consommation ("toujours plus"), de la convulsiion et le fonctionnement sur une entité économique commune. Il s'agit de chercher en nous ce que l'on fait de mieux, l'activité utile à tous, et sortir de nous ce qu'il y a de plus beau. La pédagogie de l'enfance doit permettre à l'enfant de trouver sa place en considérant l'autre. Ceci passe par la multiplication des expériences concrètes (faire son pain, semer, construire...), affirmer des actions solidaires et vivifiantes, générer la responsabilité. Projet de production de spiruline (une algue riche en protéines) pour un projet tiers-mondiste, rencontres avec des enfants souffrant de la malnutrition. Développement des arts, facteurs d'épanouissement. Relation avec les animaux d'élevage et les autres. Le lieu recher-

ché : dans le sud-ouest. Les personnes recherchées : affranchie de ses dépendances (drogue, alcool, tabac), soucieuse de l'avenir qu'elle peut offrir à ses enfants et à ceux des autres. Toute personne habitée par quelque chose de plus grand qu'elle. Quand : Tout de suite...

- Christophe Chambaudy, 18 rue du Moulin, 21110 Varanges, tél : 03 80 47 94 74 après 15 h, 40 ans, marié, deux enfants, désireux de vivre et travailler autrement après des études de mécaniques générales et 20 ans aux PTT, cherche une ou des personnes qui puisse le former au travail des métaux. Ouvert à toute autre proposition d'activité manuelle, envisage vie en communauté.
- Cherche personnes intéressées par création d'un SEL dans la région de La Salvetat/Saint Pons (Hérault) et Lacaune (Tarn). Ecrire à Bellangier A, Mègès, 34330 La Salvetat.
- Famille de 6 personnes cherchent un lieu de vacances esprit "Silence" pour le mois d'août. Possibilité gîte, camping... Tél : Carole, 01 39 74 26 41.
- Souhaite rencontrer des lecteurs de Silence habitant Toulouse et sa proche région. Ecrire à : Gérard Maynadé, 60, rue des Chantevelles, 31650 Saint-Orens de Geneville, tél : 05 61 39 08 38.

RECHERCHES

- Habitant en Suisse, je cherche tous renseignements utiles sur des initiatives à but écologique et convivial, en Suisse Romande (équivalent des Biocoops, des SEL...). Contacts en Suisse allemande bienvenus. Je cherche également des personnes intéressées pour lancer de tels projets. Marion Bétille, rue de la Serre 28, 2300 La Chaux-de-Fonds, Suisse, tél : 032 914 30 78, bellille@span.ch.
- Je cherche des gobelets en carton et des enveloppes en papier recyclé à des prix acceptables. Qui peut m'en fournir ? Janine Lacour, 58 Côte de Confians, 58180 Marzy.
- Afin de mieux connaître la martre dans le département de l'Isère, Jean-François Noblet effectue une étude sur cet animal encore classé comme nuisible. Il cherche de la documentation sur cet animal, en particulier son régi-

me alimentaire. Jean-François Noblet, Château de Rochasson, 38240 Meylan.

- Cherche votre avis d'utilisateur de petite éolienne, de solaire (passif, thermique et photovoltaïque), de chauffage hypocautte, de vitrage blo, de pompe à eau solaire de grande profondeur, de bio bric, d'isolation au liège, de toilettes à compost, de toiture en bardoux... Christian Rome, 17 rue des Frénes, 86000 Poitiers.
- Cherche à acheter dans le sud de la France, terrain de 3-4 hectares minimum avec ferme, même à rataper, ou terrain constructible. Lieu tranquille indispensable. Etude toute proposition. Stefano Pasigatti, Les Balcons du Redon, 83390 Cuers, tél : 04 94 28 03 78 (entre 19 et 21 h)

DONNE

- Offre à qui les veut la collection de Silence du n°160 (janvier 1993) au n°210 (novembre 1996) et de Combat-Nature du n°76 (février 87) à n°115 (novembre 1996). Téléphoner pour se mettre d'accord sur le mode d'expédition : Louis et Louise Duvert, 04 93 60 24 99.

A LOUER

- Réf. 230.01. A louer exploitation (bovin + lait) 100 ha dont 30 ha en céréales et maïs. Quotas laitiers 120 000 l, de préférence à agriculteur en bio. Possibilité achat de bâtiments et de parcelle attenante. Ecrire au journal qui transmettra.

RENCONTRES

- Réf 230.02 Département 51, conseiller municipal, 42 ans, 30 ans de vie associative, cherche compagnie écologiste. Ecrire au journal.
- Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue.
- Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.
- Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

LA GUERISON D'UN QUARTIER DU CENTRE

Le soir de Noël, je faisais comme toutes les nuits mon tour du quartier. Jem, mon voisin, fumait dehors, appuyé contre sa vieille Cadillac. Je m'arrêtai pour discuter. C'est alors qu'une voiture passa en trombe, à ma grande fureur. "Sais-tu qu'hier, remarqua Jem, 183 voitures sont passées par ici en une heure, et qu'environ 75% d'entre elles roulaient à plus de 60 !

J'étais transportée d'enthousiasme à la découverte que Jem s'intéressait à ce sujet. Dans les quartiers urbains, les techniques pour ralentir la circulation des voitures sont un élément essentiel du développement d'un éco-village urbain ou d'une éco-cité. Le fait que Jem s'intéresse à ce problème signifie que d'autres vont bientôt s'y impliquer. Il s'occupe de l'immeuble de 40 logements de l'autre

Bainbridge Island, Washington, définit un éco-village comme "un établissement de taille humaine, complet, dans lequel les activités humaines sont intégrées sans violence dans le monde naturel d'une manière qui soutienne un développement humain sain, et qui peut être poursuivi avec succès dans un futur illimité".

C'est une bonne tirade à répéter à vos amis s'ils demandent: "au fait, qu'est-ce qu'un éco-village ?". Aussi avons-nous appris à raconter une petite histoire qui ne paraît pas très différente de la manière dont les habitants pouvaient décrire la vie dans toute petite ville harmonieuse ou dans une communauté intentionnelle :

"Dans un éco-village, ou dans un quartier visant le développement durable, les gens peuvent être proches des endroits où la majorité de leur nourriture est produite, et de leurs moyens de subsistance. L'environnement physique et économique est aménagé de façon à préserver un temps pour la famille, les amis, et la communauté. Les loisirs, les activités récréatives et communautaires, ainsi que le travail et la vie de famille sont accessibles à pied ou par de courts déplacements non polluants".

Plus tôt dans la journée, je discutais avec Esfandiar, le coordinateur des jardins de notre quartier, de la possibilité de recycler la pile d'un mètre trente des boîtes en carton d'épluchures de fruits et légumes pour notre compost. Il m'apprit que la ville avait commencé à ramasser le carton pour le recycler, mais qu'il fallait d'abord l'emballer.

Cela faisait des années que je conservais de la ficelle, convaincue qu'un jour ou l'autre, elle aurait son

Aux USA, les banlieues sont riches et les centres sont pauvres... au contraire de l'Europe. Profitant des aides après les émeutes de 1992, un groupe d'écologistes a réussi à développer avec succès un éco-village en plein centre de Los Angeles.

- Comment sais-tu cela ?, demandai-je, épatée.

- Je suis resté ici pour les compter, répondit Jem, et il continua à décrire la circulation dans tout notre quartier du centre-ville.

J'étais ravie : nous devons commencer à rassembler des statistiques sur le trafic automobile pour préparer les changements majeurs à venir dans les deux rues qui composent notre quartier.

- Ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'avoir du soutien pour obtenir la pose de ralentisseurs ici, dit-il en conclusion, me demandant si je connaissais quelqu'un au gouvernement local qui pourrait nous aider dans ce sens.

côté de la rue depuis le quatre-pièces dans lequel le centre de l'éco-village a sa base, et il est l'une des personnes les plus dynamiques sur le quartier. Jem connaît vraiment tout le monde et il a un grand sens de la loyauté. Nous avons de la chance. Nous pouvons être confiants sur la réalisation de ces projets de ralentissement du trafic si des gens comme Jem prennent ça en main. Il va en parler à presque tous les habitants du quartier, et il va les aider à faire entendre leurs revendications le moment venu.

Définition d'un éco-village:

Robert Gilman, du Context Institute et de la revue In Context,

utilité. L'occasion était venue ! Et de sortir ma réserve de bouts de ficelle de nylon de 1,5 à 3 mètres de long. Bientôt, Ming Gook et Dai Han, Johnny et James s'étaient rassemblés autour d'Esfandiâr et moi, curieux et désireux de nous aider. Ces enfants du quartier, âgés de 4 à 12 ans, s'amuserent à nouer les bouts de ficelle entre eux. Esfandiâr leur parla du jardinage, du compostage, de son métier, des sports, de Noël, de son Iran natal, et écouta leurs réflexions et leurs problèmes tandis que nous faisons les nœuds. En une heure, la ficelle était tendue autour de poteaux en travers de la rue, jusqu'en bas du quartier, sur environ 2 km et demi. Quand nous eûmes terminé, James, quatre ans, insista pour tout enrouler autour d'un bâton, et lui aussi s'en sortit très bien.

Une fois le travail fini, ils retournèrent tous dans la rue pour échanger des passes de football, à l'exception de Johnny, 10 ans, qui joua au tennis avec moi sur le trottoir. Puis Mary, une de nos jardinières bio, passa en nous proposant de partager une boîte de ses délicieux biscuits au gingembre.

Nous trouvons de plus en plus d'occasions pour de tels rassemblements spontanés ici, dans notre quartier. L'avant-veille de Noël, en 1992, plusieurs membres du groupe de travail de notre éco-village s'étaient réunis pour des chants de Noël. J'habite dans le quartier depuis 12 ans. Il n'y avait jamais eu de chorale de Noël. Alors que nous descendions tous les cinq la rue en chantant, nous avons rencontré de nouvelles personnes du quartier et nous nous sommes renseignés sur les compétences qu'elles pourraient proposer pour le système d'échange local que nous aidons à organiser.

Quelques ingrédients de base pour reconquérir le centre-ville

Ces événements apparemment sans aucun lien entre eux sont caractéristiques des semences nécessaires pour que grandisse un quartier ou un éco-village sur le long terme. Les rencontres spontanées et le travail collectif bâtissent une confiance réciproque et le sentiment d'appartenance à une communauté. En fait, nous sommes un quartier en voie de devenir une communauté intentionnelle à la suite de nos choix résidentiels.

S'approprier la rue permet de la revendiquer comme un espace public important, débarrassé des voitures et de la criminalité. Lorsque les voisins voient des gens de bonne volonté s'amuser dans les rues, ils sont davantage susceptibles de les rejoindre, développant un sens salutaire du jeu et du voisinage.

Les personnes qui ont plusieurs compétences et qui sont tournées vers les autres peuvent créer une présence de proximité salutaire qui, à son tour, peut inciter d'autres habitants à retrouver l'espoir et à acquérir de plus en plus d'autonomie. C'est un mode de pensée global, ou cyclique, qui reconnaît que tout est lié, qui repère les incohérences ou les lacunes des systèmes de notre communauté, et referme les boucles.

Il y a de multiples raisons de faire un tour à pied. Par exemple, attendre Dianne, afin que nous puissions traverser le quartier ensemble. Nous pouvons discuter, faire notre exercice, partager la force de notre joie d'être ensemble avec toute autre personne que nous rencontrons pendant notre promenade, chercher des "déchets" recyclables pour le jardin ou d'autres projets, et plus facilement inclure des voisins dans des discussions spontanées que nous aurions été trop timides pour initier seules.

Une approche globale de la planification et du développement durable d'un quartier est interactive et collective. Un système global de planification vise à transmettre de l'information aux personnes vivant et travaillant dans le quartier. Ce type de planification reconnaît les valeurs de la spontanéité et du chaos comme essentielles à l'innovation et à la créativité. La pensée globale encourage la sensibilité et le respect du rythme auquel chaque personne peut apprendre, prévoir, posséder et assimiler des changements.

Un quartier urbain sur la voie du développement durable n'est pas isolationniste à l'intérieur de la ville ! Il ne le sera pas non plus lorsqu'il aura atteint une importante autonomie. Les processus menant à l'éco-village se font sur le ton de la participation. Nous incitons les quartiers voisins et la ville toute entière à nous rejoindre dans ces processus et à partager nos ressources le moment venu.

Par exemple, le groupe de travail de l'éco-village de Los Angeles se concentre sur notre quartier de

deux flots pour organiser le système d'échange local (SEL). Mais nous accueillons avec joie les habitants des environs qui entendent parler de l'éco-village et qui veulent nous rejoindre. Nous offrons notre assistance technique à tout quartier voisin qui la demande, et nous invitons ceux qui vivent hors de notre quartier à participer à nos groupes de travail ou à nos réunions de quartier.

Un quartier ne s'inscrit dans un développement durable que si son système économique, social et physique est dans une logique de développement durable. L'accent est toujours mis sur les gens et la façon dont ils prennent soin d'eux-mêmes et de leur environnement de manière saine — de manière à ne pas mettre en danger la possibilité pour les générations futures de faire de même.

Parmi ceux qui prévoient et qui prônent des quartiers de développement durable, l'accent est mis sur les relations de coopération, la pensée globale, et la qualité de vie. En plus de notre besoin élémentaire d'un niveau de vie décent, à savoir, la nourriture et le confort matériels, la notion de "qualité de vie" reconnaît le besoin élémentaire des gens d'avoir de bonnes relations entre eux et avec leur environnement : le lieu où ils vivent, la communauté qui les entoure, et surtout les moyens de survie en terme d'air, d'eau et de sol.

Tout d'abord, la pensée du développement durable doit être pratiquée en conscience. Par exemple, faire ses courses devient une épreuve, car l'on s'interroge constamment sur la façon dont un produit est fabriqué, transporté, commercialisé, sur où vont les emballages une fois jetés, sur la nature de ses sous-produits, et sur ce qu'il advient de tout ceci ! Si l'on s'exerce nous-mêmes à penser ainsi, globalement plutôt qu'analytiquement, automatiquement nous réduisons nos achats superflus. La majorité du temps qui était auparavant passé à faire ses courses, et à conduire sa voiture jusqu'au magasin, est alors disponible pour des activités collectives comme le jardinage, le compost, le dialogue, les échanges de savoirs au sein de la communauté, les restaurations, les activités économiques écologiques, et l'entraide. C'est ainsi que sont créés les éco-villages, en rassemblant une masse critique de personnes qui régulièrement pensent et agissent dans un contexte global.

Les actions réciproques fondées sur la bonne volonté et le sens de l'entraide bâtissent un sentiment de confiance et attirent les énergies orientées vers l'action. Les opportunités de tisser des relations saines et la confiance sont privilégiées : plus la confiance est grande, moins la bureaucratie sera nécessaire, et plus il y aura de temps et d'énergie pour le développement et la socialisation de la communauté.

Un exercice :

L'automobile et la pensée globale

Comme dans la nature, tout est en évolution permanente dans un éco-village. Conçus pour un développement durable, les systèmes sociaux, physiques et économiques d'un éco-village sont tous en constant réajustement, car ils sont entendus comme étant interactifs.

Par exemple, si nous sommes dans le centre-ville de Los Angeles et que nous voulions respirer un air pur (ici, les enfants du centre-ville ont la capacité pulmonaire la plus faible de la nation), nous devons repenser notre rapport à nos véhicules privés. Si nous le faisons à l'échelle d'une communauté, un certain nombre de solutions et d'initiatives vont émerger, qui toutes auront des impacts sociaux et économiques.

Certains propriétaires de voiture vont complètement renoncer à leur véhicule. Cela leur économisera, en moyenne, entre 5 000 et 8 000 \$ par an (30 à 50 000 F), qui serviront à autre chose, ou qui leur donneront tout simplement un sentiment de liberté par rapport à cette somme qu'ils devaient gagner. Leurs vies vont changer de manière significative au fur et à mesure que le travail et les activités sociales seront de plus en plus centrés sur le quartier. Et l'économie locale sera à son tour renforcée. D'autres propriétaires de voiture vont organiser des mises en commun de véhicules, afin d'en réduire le nombre total, et de partager les dépenses de transport. D'autres encore vont simplement réduire leur kilométrage en réorganisant un peu leur vie. Certains vont changer leur véhicule fonctionnant à l'énergie fossile pour des voitures électriques ou moins polluantes, et quelques-uns vont préférer l'option du vélo ou des transports en commun. Tous ces choix ont des effets sociaux et économiques positifs.

Les buts d'intérêt général des éco-villages

- * Faire la démonstration de styles de vie de faible impact et de grande qualité,
- * Réduire les charges du gouvernement par l'augmentation de l'autonomie des quartiers,
- * Renverser les impacts environnementaux, sociaux et économiques négatifs de l'actuelle croissance et des pratiques de développement,
- * Elaborer un modèle des principes de développement durable dans le monde industrialisé, en particulier aux Etats-Unis, encourager les communautés qui grandissent aujourd'hui à dépasser nos principes de développement non durable,
- * Etre la vitrine des talents et des savoirs-faire de ceux qui travaillent pour un avenir durable.

A mesure que les membres de la communauté en savent plus sur le rôle de la voiture dans la dégradation de la vie dans notre ville, certains vont devenir actifs dans des associations comme l'Alliance pour un moratoire de la construction routière et le Conseil des éco-cités. Ils vont aider les autres à comprendre pourquoi des changements sont nécessaires, et comment créer des changements allant dans le sens de l'amélioration de la qualité de l'air pour toutes les espèces qui vivent dans ou autour de cette ville et d'autres cités.

Si les habitants d'un quartier commencent à réfléchir, à faire des projets et à agir dans d'autres domaines de leur vie, ils seront de plus en plus nombreux à apprendre comment s'impliquer dans la reconstruction de notre communauté. S'occuper des enfants, par exemple, constitue avant tout un système social, mais qui a des liens évidents avec les systèmes économiques et physiques de notre quartier.

Apprendre à penser et à agir dans un système global est amusant. C'est comme un puzzle, un défi plein de surprises. A partir du moment où une vision, un engagement et une action sont communs même à un petit groupe de trois ou quatre personnes, alors les pièces commencent à se mettre en place. Il y a là une certaine magie. Par exemple, l'éco-village voulait acquérir un immeuble pour entamer un processus de propriété communautaire sans but lucratif. Juste au même moment, un des quatre-pièces de notre rue était offert sur le marché à un prix abordable.

Puis nous prîmes la décision à plus long terme de restaurer les Bains Bimini, la source d'eau chaude minérale qui coule à 600 m de profondeur sous notre quartier. Nous pensions qu'il nous faudrait entre cinq et dix ans pour acquérir le bâtiment indus-

triel que nous envisagions de restaurer en bains publics. Et maintenant il est probable que nous achetions ce bâtiment cette année ! A mesure que notre conscience communautaire émerge, de nouvelles opportunités d'édifices communautaires vont apparaître, comme par magie !

Les techniques

de développement des éco-villages

Nous avons expérimenté une grande variété de techniques pour planifier et développer des éco-villages. Par exemple, dans un cas, nous commençons à tenir tous les mois des réunions communautaires. Des descriptions du projet et des feuilles d'inscription étaient amenées à chaque réunion. Nous emmenions ces listes avec nous lors de nos promenades quotidiennes dans la rue pour encourager d'autres personnes à se joindre à un groupe de projet. Nous avons tenu des réunions dans des lieux très visibles comme le trottoir au croisement de nos deux flots, ou le hall d'un des immeubles, ou la pelouse devant un immeuble résidentiel. A chacune de ces réunions, nous avions un grand panneau qui indiquait quel était le groupe qui travaillait. Ceci a établi une présence croissante en faveur du changement dans le quartier, et a conservé à notre projet son caractère ouvert et accessible à tous.

Les gens deviennent de plus en plus amicaux dans nos deux flots à mesure que nous commençons à bien nous connaître les uns les autres, et à partager un état d'esprit amical avec les autres personnes du quartier qui n'ont pas encore commencé à participer. Les groupes de travail actuels reposent sur les intérêts personnels et le consensus. Les groupes changent régulièrement en fonction de l'engagement des voisins et des volontaires.

Au moins un membre du groupe de travail qui connaît bien le système des éco-villages participe avec des voisins et d'autres volontaires à chaque groupe de projets. De cette manière la culture de l'éco-village peut se répandre avec plus de force parmi les habitants.

Un échantillon des groupes de projets lors de la première année de l'éco-village de Los Angeles comprend la préparation aux tremblements de terre, des activités pour les enfants et les jeunes, le compost et le potager biologique, la plantation d'arbres fruitiers et leur entretien, un système d'échange local (SEL, avec une monnaie locale), le ralentissement du trafic, le développement d'activités économiques et écologiques locales, des réunions conviviales tous les mois et des groupes de discussion.

Des étudiants d'une école d'urbanisme installée dans une église du quartier ont travaillé avec nous sur plusieurs enquêtes. Des étudiants diplômés en urbanisme, paysagisme et architecture de plusieurs universités locales ont élaboré des plans de l'éco-village pour leur projet universitaire. Nous travaillons également en étroite collaboration avec le White House Place Primary Center, une école primaire communale située à côté de notre centre de l'éco-village. Les jeunes de l'éco-village et des environs immédiats y apprennent à penser globalement dans un contexte communautaire avec deux des éminents enseignants de la ville. Il commence à y avoir une réelle continuité entre l'école et la vie du quartier.

Nous avons encouragé des ateliers et fait venir des personnes-ressources sur le quartier pour parler d'un grand nombre de questions, en particulier la préparation aux tremblements de terre, la réduction du trafic automobile, les différentes formes de circulation de l'eau, les éco-cités, le compost, les arbres fruitiers et le jardinage biologique, les communautés intentionnelles, l'habitat coopératif, et la résolution des conflits. De nombreux arbres fruitiers ont été plantés et sont entretenus par des jeunes qui, à leur tour, invitent d'autres enfants à travailler avec eux pour continuer à prendre soin des arbres. Lorsque ces nouveaux enfants deviennent prêts à prendre soin de leur propre arbre, ils choisissent la variété, trouvent un endroit, le plan-

tent et lui donnent un nom. Ainsi les arbres entrent dans le "cercle d'amis" des enfants. L'engagement des jeunes enfants du centre-ville dans le soin des arbres fruitiers et leur entretien était le rêve d'un des premiers membres de notre équipe de projet, Maria Davalos. Cela fait chaud au cœur de voir son rêve devenir réalité.

Facteurs de superficie, de population et autres éléments

Dans notre quartier se trouvent quatre immeubles d'appartements, 184 maisons, sept quatre-pièces, deux appartements familiaux, et un centre de cure pour drogués et alcooliques. Nous avons discuté avec d'autres personnes dans la ville qui s'efforcent de créer des quartiers agréables à vivre. Certains ont pensé inclure des espaces beaucoup plus vastes. Los Angeles, même notre centre-ville, s'étend souvent au-delà de toute raison pratique. Nous incitons les groupes de développement de quartiers à en réduire la superficie, en commençant par définir des limites de 1 à 3 blocs, et une population maximum de 500 personnes.

Notre population est ethniquement diversifiée, la proportion d'Asiatiques, d'Afro-américains, de Latino-Américains et de Blancs restant stable. Plusieurs générations se côtoient, avec un grand éventail de revenus, allant du très faible au moyen, bien qu'en moyenne les habitants aient plutôt de faibles revenus. Les fonctions sont largement mixtes, avec quatre centres commerciaux dans un des blocs d'immeubles de la communauté, et d'autres commerces et zones industrielles non loin de là. Nous sommes à un pâté de maisons du meilleur réseau de transport en commun de Los Angeles, à quelques minutes à pied de deux des stations d'un nouveau métro.

Les sources minérales d'eau chaude qui circulent sous notre quartier étaient à l'origine d'une station thermale internationale jusqu'au début des années 1950. Nous avons l'intention de prendre part à la restauration de ces sources chaudes pour leur ouverture au public. Les Bains Bimini, ainsi étaient-ils connus, attireraient des gens du monde entier. Bimini signifie "lieu sacré de guérison", ce qui correspond tout à fait à notre vision de l'éco-village.

Des études anthropologiques indiquent que 500 habitants est un nombre maximum pour une communauté du type éco-village. C'est à peu près la taille maximum d'un groupe pour que ceux qui s'y impliquent puissent connaître et être connus de chacun, de nom et de visage, et pour que chaque individu ait le sentiment qu'il peut avoir une influence sur l'évolution de la communauté. Cinq cents personnes en accord sur les questions de fond et concentrées en un lieu géographique peuvent également être une force économique et politique puissante.

Le Groupe de conseil et de planification de l'éco-village

Ce groupe est composé de 25 membres, et une centaine d'autres personnes y ont participé d'une façon ou d'une autre durant ces dernières années. Après les émeutes de Los Angeles en 1992, il a décidé de choisir le quartier du centre-ville comme site du futur éco-village, quartier où se trouve le CRSP, Cooperative Resources and Services Project, une association à but non lucratif créée il y a 14 ans, engagée dans les petites communautés écologiques.

Quelques membres du noyau dur habitent dans l'éco-village, certains pensent y déménager, d'autres veulent simplement prendre part au processus et aider à sa réalisation. Parmi ceux qui vivent déjà à proximité, certains ont assuré une présence régulière dans le quartier. Ils peuvent même éventuellement commencer des activités similaires sur leur propre quartier et sur d'autres — pour eux, il s'agit d'un véritable laboratoire d'études. Le Groupe de conseil et de planification se réunit sous de multiples formes. Des repas et des réunions de discussions ont lieu deux fois par semaine, avec parfois des intervenants spéciaux. Nous avons un tableau d'affichage électronique grâce auquel nous partageons informations et discussions, nous cherchons des conseils, et nous construisons notre communauté. Pour plus de partage des informations et pour la construction de la communauté, certains d'entre nous participent à des réseaux de télécommunications plus étendus, comme ceux mis en place par l'Institute for Global Communications, le Fellowship for Intentional Community, et

d'autres groupes. Nous avons des petits-déjeuners conviviaux le samedi matin, des points de rencontres le vendredi soir devant un porche d'entrée, et des réunions informelles le lundi soir. Un noyau dur de sept personnes met presque tous les jours en contact les uns avec les autres.

Le Groupe de conseil et de planification comprend les organisateurs de la communauté, des professionnels, des étudiants diplômés ou non, des architectes, des urbanistes, des professionnels de l'environnement, des éducateurs, des personnes actives dans le changement social, des spécialistes de la gestion des déchets, des artistes, des écrivains, et d'autres personnes aux centres d'intérêt tout à fait éclectiques.

Une brève histoire de l'éco-village de Los Angeles

Avant le mois de décembre 1992, toute l'énergie de l'éco-village était concentrée sur un terrain vacant de quatre hectares et demi possédé par la municipalité, et sur les quartiers voisins du nord-est de Los Angeles. Ce site est à environ onze km de l'actuelle localisation. Ce terrain avait un caractère rural, même s'il n'était qu'à huit km du centre-ville. Le Groupe de planification a tourné toute son énergie sur ce site pendant plus de cinq ans. Quatre plans prévisionnels et un important travail de politique publique ont été élaborés, y compris l'entrée des concepts d'éco-village dans les politiques de logement de la ville.

Le Groupe de planification a beaucoup appris à propos des terrains ; mais quand l'heure fut venue, aucun de ses membres ne se sentaient l'envie de déménager là-bas. Le Groupe a essayé, au fil des années, de créer une présence dans les environs du terrain. Bien que de nombreux voisins aient exprimé leur intérêt, aucun d'entre eux ne s'est engagé activement, et d'autres se sont fortement opposés à nos propositions.

Après les violentes émeutes d'avril 1992, nombre d'entre nous ont commencé à sérieusement réévaluer nos priorités pour le centre-ville de Los Angeles. Comment pouvions-nous aider à guérir notre ville ? Comment pourrions-nous introduire le plus efficacement des systèmes de planification globale dans la "reconstruction" de nos quartiers ? Dans le

même temps, comment pouvions-nous repenser nos positions sur le développement urbain et le problème des espaces libres ? Comment pouvions-nous protéger, restaurer, et préserver les espaces ouverts qui nous restent ? Après mûre réflexion, nous avons réalisé que nous n'avions plus envie de créer encore de nouvelles constructions. Le terrain devait demeurer un espace ouvert.

Tout s'est enchaîné ! Vers la mi-décembre 1992, nous nous sommes mis d'accord avec enthousiasme pour transposer notre projet du terrain à ce quartier. A cette époque, nous étions présents ici depuis 12 ans, et il y avait eu quatre incendies graves à deux pâtés de maisons de notre quartier lors des émeutes. Nous avons réalisé que c'était là où le besoin s'en faisait le plus sentir que l'éco-village pourrait avoir le plus grand impact, dans notre propre quartier urbain.

Un éco-village n'est pas un concept standard qui peut être pensé puis projeté n'importe où. Qu'il s'agisse de nouveaux développements ou de la reconquête d'un quartier existant (urbain, suburbain ou rural), un éco-village est un ensemble complexe de processus interactifs. Ces processus sont inextricablement liés à un noyau de personnes qui travaillent à concilier l'intérêt général et les besoins, désirs, ressources et réseaux individuels.

Rien n'a été perdu en déplaçant l'énergie de l'éco-village sur le nouveau site. En fait, le progrès s'accélère maintenant grâce à ce que nous avons appris en travaillant sur l'ancien site.

Eurêka : l'éco-village est un état d'esprit ! Partagez-le !

Aujourd'hui, de nouvelles personnes viennent habiter ici parce qu'une dynamique commence à naître de la reconquête de notre éco-village. Ceux qui entament des processus similaires dans d'autres quartiers commencent par partager la dynamique de changement ici aussi. Il y a tant de personnes qui ont une telle réserve de connaissances et de savoir-faire, des personnes isolées dans leur effort pour faire changer les choses, et frustrées de ne pas avoir un lieu ou une communauté appropriée où leurs talents et leur énergie pourraient être utilisés et reconnus. Heureusement,

cette décennie va voir un nombre croissant d'entre nous se rencontrer et créer les synergies d'accélération des transformations planétaires.

De nouvelles façons de voir s'affirment pour beaucoup d'entre nous à mesure que nous prenons conscience que nos transformations doivent commencer là où nous sommes. Nous avons en nous les compétences et savoirs pour nous guérir, guérir nos quartiers, nos villes, notre planète, et nous avons la responsabilité publique de le faire. Nous n'avons plus le temps d'attendre et de chercher "l'endroit où je vivrai éternellement heureux".

L'éco-village est la forme de communauté que nous avons choisie pour transformer ou reconquérir notre quartier. Récemment, Dianne Herring, membre du noyau dur de l'éco-village et paysagiste, faisait ce commentaire enthousiaste lors d'une réunion de nos groupes de conversation :

"L'éco-village est un état d'esprit. Vous pensez, vous jouez, vous discutez et vous travaillez sur tous ces systèmes d'interactions ; et alors d'autres personnes viennent vous rejoindre. Aussitôt, ça vous saute juste aux yeux, et vous commencez à tout ramener au système de l'éco-village".

Nous croyons que notre ville, notre région de vie, et le monde dans son ensemble ont désespérément besoin de modèles de développement durable pour des quartiers de centre-ville. Dans le Groupe de planification, nous partageons un profond désir de communauté et d'un travail qui ait du sens, en réponse aux maux de notre ville, et aux souffrances que Los Angeles a apportées à la planète à travers sa géante machine médiatique. Nous sommes heureux de répondre par l'action à ceci.

Lois ARKIN
(traduction Anne Bénard)

Lois Arkin est la fondatrice et la directrice du CRSP qui est l'association de coordination pour l'éco-village de Los Angeles. Elle est co-éditrice de *Sustainable Cities: Concepts and Strategies for Eco-City Development* (Eco-Home Media, 1992) et de *Cooperative Housing Compendium: Resources for Collaborative Living* (U.C. Davis, Center for Cooperatives, 1993) (tous deux disponibles au CRSP). Lois est membre du conseil du Fellowship for Intentional Community. Vous pouvez la joindre au 3551 White House Place, Los Angeles, CA 90004, 213-738-1254.



PETITES PHRASES

"Il faut de tout cela... des arbres bien portants et des livres malades, des choses luxuriantes et des esprits désolés. Il faut que ce qui ne pense pas demeure éternellement beau et jeune pour prouver que la prospérité a des lois absolues, en dehors de nos lois relatives et factices qui nous font vieux avant l'heure. Il faut que ce qui pense souffre pour prouver que nous vivons dans des conditions fausses en désaccord avec nos vrais besoins et nos vrais instincts. Ainsi, toutes ces choses magnifiques qui ne pensent pas donnent beaucoup à penser".

George Sand, "Impressions et souvenirs".

TIBET : RANDONNEE CYCLISTE

Une randonnée cycliste destinée à protester contre l'invasion chinoise au Tibet partira de Genève le 10 mars 1999 pour se rendre jusqu'à la frontière entre le Népal et le Tibet (arrivée le 12 octobre). Les organisateurs cherchent pour le moment des volontaires pour participer à cette manifestation. Renseignements : *Mother Earth International, Lange Steenstr 16/D, 9000 Ghent, Belgique, tél : 00 32 9 233 84 39.*

BIRMANIE : PAIX ET DEVELOPPEMENT

La dictature au pouvoir en Birmanie a dû faire sérieusement travailler les agences de communication. Elle s'appelle désormais SPDC, State Peace and Development Council, ce qui signifie : Conseil national pour le développement et la paix. Une campagne pour la démocratie en Birmanie est actuellement en cours, animée par Info-Birmanie, sous forme de cartes postales que l'on peut obtenir auprès de : *Info-Birmanie, 14 passage Duball, 75010 Paris, tél : 01 40 38 01 80.*

VERTS : NOMBRE D'ADHERENTS

Sur la foi d'une discussion avec Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national, nous annonçons à l'automne que les Verts avaient doublé leur nombre d'adhérents passant de 3500 à 7000 environ. Dans *Politis*, Jean-Luc Bennahmias annonçait même que les Verts seraient plus de 10 000 avant la fin 1997.

Malgré les annonces nombreuses des Verts sur les ralliements (400 personnes du Parti Ecologiste, 150 de Convergence-Ecologie-Solidarité, 50 d'Ecologie-Autogestion-Vendée, 15 du MEI, quelques centaines de l'AREV, etc), il semble que le compteur soit bloqué aux environs de 5500, chiffre avancé dans *Verts-Contact* du 20 décembre 1997.

Jean-Luc Bennahmias prédit 10 000 adhérents en juin. Contact : *Les Verts, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris.*

CUMUL DES MANDATS

Dans la "Tribune des Verts", revue de réflexion interne aux Verts, Gilles Maistre, maire vert d'Entremont, propose de réfléchir au cumul des mandats non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps : il propose que non seulement on limite les possibilités de cumul entre différentes zones géographiques (commune, département, région, pays, Europe), mais également que l'on limite — à deux par exemple — les possibilités d'élection sur le même mandat — comme c'est le cas pour le président des Etats-Unis. Cela favoriserait d'autant mieux le débat politique et les dérapages des élus professionnels. Il propose une règle simple : deux mandats au choix dans l'espace et dans le temps.

VOYNET : DIRIGEANTE DU FUTUR

Le Forum de Davos en Suisse réunit chaque année les plus gros capitalistes du monde

entier. Ceux-ci s'amuse à décerner des titres les plus divers... comme la liste des 100 personnalités qui seront les "leaders de demain". Dans cette liste de 100 personnes figurent ainsi cette année quatre Français : trois banquiers... et Dominique Voynet ! (*source : Politis, 26 février 1998*)

AUTO-DEFENSE NATURALISTE

A l'heure où bon nombre de formations écologistes s'affichent en membres conformistes de l'establishment politique, et adoptent la vision anthropocentrique (centrée sur l'être humain) de la civilisation industrielle, l'ADN, auto-défense naturaliste, désire développer une vision du monde basée sur la valeur intrinsèque de chaque composant de la Nature, et sur l'interdépendance et les interactions qui existent entre tous les êtres vivants, végétaux, animaux et humains. Par opposition à l'écologie "humaniste" qui n'engendre qu'un simple "environnementalisme" moutonné, l'ADN s'affirme comme défenseur d'un écologisme "naturaliste", et se revendique de l'écologie radicale.

La discussion sur l'avenir de la planète ne peut se cantonner au domaine politique. Il faut aussi l'amener sur le terrain social, mais également au niveau philosophique et religieux.

L'ADN est un réseau fondé en 1996 qui se place en dehors de toute structure rigide de "parti", favorisant la libre entente par le biais d'une fédération de groupes autonomes. L'ADN refuse tout compromis politique ou économique dans la défense de la Terre-Mère, revendique l'implication active dans les luttes de défense de l'environnement, se positionne en faveur des "frères animaux", rejette le système capitaliste, revendique l'autodétermination des peuples et des communautés. L'ADN se veut écologiste, païenne, libertaire, fédéraliste, identitaire, régionaliste, autonomiste et propose de chercher à vivre en harmonie avec la nature.

Pour en savoir plus : *ADN, Andras-ta, 7 rue Saint-Georges, 35000 Rennes.*

PARIS : ROLE DES ASSOCIATIONS EUROPEENNES

Le laboratoire politique et communication du CNRS organise le jeudi 2 avril, dans

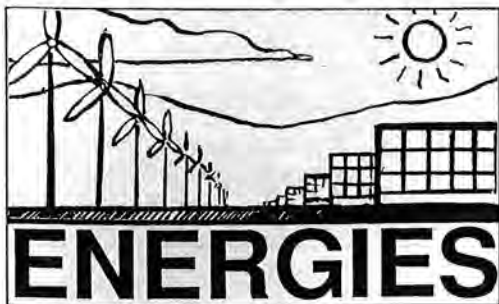
LES COPAINS DE JOSPIN

Dès le début des négociations avec le patronat sur la question des 35 heures, le gouvernement s'est heurté aux revendications de Gandois. Comment le contourner ? En le remplaçant par un autre patron plus compréhensif. Mais il ne fallait pas que ce soit trop évident pour le patronat et pour le "bon peuple", c'est pourquoi le nouveau président du CNPF est arrivé sur la scène médiatique avec des phrases assassins... Mais dans les faits, Ernest-Antoine Seillière de La Borde est un copain de Jospin : ils ont fait l'ENA ensemble et même joué dans le même orchestre de jazz. Ils se connaissent très bien et cela devrait permettre les "petits meurtres entre amis" ou, si vous préférez, les 35 heures assaisonnées de la flexibilité avec comme conséquence le maintien du chômage à un haut niveau, ce qui est un bon moyen de mettre la pression sur le secteur syndical. Ainsi Dominique Strauss-Kahn est rassuré : les 35 heures ne pèseront pas sur la croissance, nécessaire pour diminuer le chômage, hups, pardon, pour alimenter les comptes en banque de nos dirigeants. (*source : Réseau Voltaire, note d'info 145 du 24 novembre 1997*)

ses locaux, un séminaire sur le thème "le rôle des associations dans la constitution d'un espace public européen" avec Eric Dacheux, Bernard Dréano (Assemblée européenne des citoyens), un représentant du Mouvement européen France, B. Cassen, du Monde Diplomatique, S. Gonzales, responsable des associations et fondations au parlement européen, J.P. Worms, ancien député et chercheur au CNRS. Programme complet : *Laboratoire Communication et politique, 27 rue Damesne, 75013 Paris, tél : Eric Dacheux, 04 77 63 54 81.*

NORD : CAMP'ANAR

La revue belge *Alternative Libertaire* passe la frontière pour organiser sa quatrième édition de Camp'Anar, le samedi 18 avril, à Lille, avec le soutien de la Fédération anarchiste du Nord. Renseignements : *Alternative Libertaire, BP 103, B 1050 Ixelles 1.*



ERRATUM

Dans l'article "Toits solaires, un voie d'avenir" paru dans le numéro de février, il fallait lire "chaque mètre carré orienté vers le sud peut fournir 90 kWh par an" et non 900.

STERILISATION SOLAIRE DE L'EAU

Des études ont montré que les principaux agents infectieux présents dans l'eau sont détruits lorsque la température de l'eau est portée à plus de 55°C pendant environ une demi-heure. Cette température est extrêmement facile à atteindre avec l'énergie solaire, par exemple en mettant une bouteille

fermée au soleil avec une surface noire à l'arrière de la bouteille. Différentes méthodes basées sur le solaire ont ainsi été développées pour des applications simples dans les pays du Sud.

On peut en savoir plus en écrivant à : *Water & Sanitation in Developing Countries*, SANDEC, Institut fédéral suisse pour l'environnement, la science et la technologie, CH 8600 Dübendorf, Suisse.

ALLEMAGNE : GAZ OU NUCLEAIRE

Un des arguments utilisés par les nucléocrates est qu'il faut mieux utiliser les centrales nucléaires qui sont déjà construites que de faire un énorme gaspillage en les arrêtant avant leur fin de vie. En Alle-

magne, une étude montre que la construction d'une centrale au gaz permet d'obtenir, en y intégrant un amortissement sur quinze ans de la construction, un kWh à 20 centimes alors qu'en utilisant les centrales nucléaires supposées déjà amorties, on obtient un kWh à 24 centimes. Si l'on doit construire une nouvelle centrale nucléaire, toujours amortie sur quinze ans, le coût du kWh grimpe alors à plus de 27 centimes.

Autre argument en faveur du gaz : le temps de construction. Il faut moins d'un an pour construire une centrale au gaz contre huit à dix ans pour une centrale nucléaire (la construction de Civaux en France a même duré douze ans).

En conclusion — déjà appliquée aux USA et au Canada — quand les centrales nucléaires nécessitent de gros entretiens, il faut mieux penser à les fermer le plus vite possible et prévoir d'autres sources d'énergie à la place. (source : *Tam-Tam*, janvier 1998).

COUT DE L'EMPLOI

Dans le cadre d'une étude sur "le développement durable au service de l'emploi", réalisée pour le compte de la région Rhône-Alpes, l'INESTENE, institut indépendant, a révélé quelques chiffres dérangeants. Si l'on divise le coût de Superphénix par le nombre d'emplois créés, on obtient — avant démantèlement — 26,5 millions de francs. Par comparaison, un emploi créé dans une chaufferie-bois ne coûte que 2,5 millions de francs et un emploi créé dans un site de tri sélectif ne coûte que 0,3 million de francs. De même dans le domaine des transports, concernant l'A51, un emploi créé sur l'actuel projet d'autoroute coûterait 6,5 millions de francs alors que le même emploi créé selon la proposition alternative des opposants ne coûte plus que 0,52 million de francs. Ces chiffres sont calculés en prenant le coût total d'une installation pendant l'ensemble de sa durée de vie, divisé par le nombre d'années, divisés par le nombre de salariés. (INESTENE, tél : 01 45 65 08 08)

FORMATION ENERGIES RENOUVELABLES

L'université scientifique Paul Sabatier - Toulouse III vient

POTENTIEL DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le savez-vous ? Les photopiles fonctionnent en fonction de la lumière et non de l'ensoleillement. Ceci fait qu'elles produisent de l'électricité même avec un ciel nuageux. Le World Watch Institut de Washington a ainsi fait une étude sur le cas des îles britanniques où la couverture nuageuse est importante. Il en résulte que si l'ensemble des toits étaient convertis en toits solaires (photopiles à la place des tuiles), la puissance atteinte par journée claire, sans soleil, pourrait atteindre 68 000 MW soit la moitié de la puissance électrique installée actuellement dans le pays.

Concernant les éoliennes, le même institut estime qu'en développant des éoliennes en série dans seulement trois Etats du Middle West américain, il est possible de fournir l'électricité à l'ensemble des Etats-Unis.

Rappelons que l'énergie solaire disponible représente plusieurs milliers de fois notre consommation d'énergie actuelle : la question du recours à cette énergie et le choix des techniques utilisées (photopiles, capteurs, éolienne — le vent provient des différences de température —, bois — l'énergie solaire est stockable via la photosynthèse —) n'est donc pas un débat technique, mais un choix politique.

(source : *Tribune de Genève*, 6 décembre 1997).

de créer un diplôme universitaire de niveau bac+3 intitulé "thermique et électricité des énergies renouvelables" en collaboration avec le CIEN, centre international des énergies nouvelles, de Tarbes. Cette formation professionnelle s'adresse en priorité à des demandeurs d'emploi motivés, des salariés d'entreprises en reconversion ayant un projet professionnel. La première formation durera du 8 octobre 1998 au 28 mai 1999.

Pour en savoir plus : IUT, mission formation continue, BP1624, 65016 Tarbes cédex, tél : 05 62 44 42 06.

SE PASSER DU CHAUFFAGE ELECTRIQUE

Une mesure pour "sortir du nucléaire", serait de supprimer le chauffage électrique dans l'ensemble des maisons individuelles et de le remplacer par n'importe quel autre moyen de chauffage (bois, gaz...). Comme il y a 2,5 millions de maisons individuelles chauffées ainsi, cela peut sembler atteindre un coût élevé et certains prennent prétexte de ce prix pour dire qu'il ne sera pas possible de sortir du nucléaire rapidement (l'ensemble de la conversion se chiffre en dizaines de milliards de francs) : c'est en tout cas ce que le représentant des Verts a expliqué lors de la dernière réunion du Réseau Sortir du nucléaire.

Il existe pourtant un moyen sans douleur : le mode de financement utilisé par les entreprises pour faire des économies d'énergie.

Le coût des travaux est couvert par le prêt d'une banque ou d'un organisme public avec un taux d'intérêt classique. Comme tous les autres modes de chauffage sont moins chers pour l'utilisateur, celui-ci va faire des économies de chauffage, mais au lieu de voir baisser sa note, la différence provoquée par l'économie sert à payer le prêt. Quand le prêt est totalement remboursé, l'utilisateur ne paie alors plus que le coût réel de sa facture de chauffage.

Tout le monde y gagne : l'Etat n'a rien à déboursier, les banques engrangent les intérêts, l'utilisateur baisse — après remboursement — ses frais de chauffage. Et nous pouvons ainsi fermer plusieurs réacteurs nucléaires.

Ce scénario, applicable dans bon nombre de domaines favorisant des économies d'énergie, montre que si la volonté politique existe (l'Etat pouvant par exemple favoriser l'opération par une déduction d'impôts pour accélérer les choses), il est possible de sortir du nucléaire extrêmement rapidement.



PREVISIONS (1)

"La part de l'énergie atomique mondiale ne sera plus en 2015 que de 11 % contre 17 % actuellement" prédit Jim Mac Kenzie du World Resources Institute. Son étude s'appuie sur les commandes et les chantiers en cours (il faut entre 8 et 12 ans pour construire un réacteur), sur l'évolution des prix du combustible (le gaz coûte aujourd'hui 2 à 3 fois moins cher que le nucléaire) et sur l'âge des réacteurs existants. (source : Tam-Tam, déc. 1997)

PREVISIONS (2)

Selon le très pro-nucléaire Dominique Vignon, PDG de Framatome, les réserves mon-

diales d'énergie, au taux actuel de consommation, sont les suivantes : pétrole 43 ans, gaz naturel 63 ans, charbon 230 ans et uranium 40 ans ! Selon le principe de l'offre et de la demande, on peut penser que les prix seront liés à la rareté et donc prévoir que c'est l'uranium, déjà le plus cher, dont les prix vont augmenter le plus vite, ce qui gênera d'autant plus l'avenir du nucléaire.

(source : Tam-Tam, déc. 1997)

BELGIQUE : TOUT NUCLEAIRE...

Le livre de Perlne, "Tout nucléaire, une exception française" est disponible en Belgique (contre 83 FB frais de port inclus) auprès de Tam-

Tam, route de Rénipont 33, B 1380 Chain, tél : 02 633 10 48.

LA HAGUE : POUBELLE EUROPEENNE

La loi française indique que les déchets radioactifs reconditionnés à l'usine Cogéma de la Hague doivent ensuite retourner dans leurs pays respectifs. Dans les faits, très peu repartent et les stocks autour de l'usine ne font que s'accroître.

Le 22 février dernier, lors d'une question du parlement, le gouvernement belge, par la voix du ministre de l'économie et de l'industrie, Elio di Rupo, a déclaré que les déchets nucléaires belges de classe A (basse activité) resteraient en France après les opérations de retraitement. Cela signifie que la Cogéma a dû faire des propositions en ce sens au gouvernement belge, en totale contradiction avec la loi française. Et si cela est révélé pour la Belgique, on peut penser que cela doit également se négocier pour d'autres pays. Qui dirige : le gouvernement ? le peuple ? les nucléocrates ? (source : Greenpeace, tél : 01 53 43 85 85)

SUPERPHENIX : HORIZONS LOINTAINS

Tel le Titanic, Superphénix devait être insubmersible. Tant et si bien que l'on découvre qu'aujourd'hui rien n'avait été prévu pour l'arrêter. Peu à peu les études sur son démantèlement volent le jour. Ainsi, le plutonium pourrait commencer à être sorti du cœur seulement en 1999, l'opération durerait jusqu'en 2002, puis il serait stocké sur place jusqu'en 2020, avant que ne soit envisagé un "retraitement" dont on ignore aujourd'hui en quoi il pourrait consister. Pour le sodium, ce n'est pas mieux : il devrait être vidangé sous forme liquide (donc à haute température) puis maintenu sur le site sous une température basse (ce qui diminue les risques de réaction accidentelle) puis progressivement et par petite dose neutralisé sous forme de sel... après construction d'une usine adéquate. Tout cela devrait également nous entraîner vers 2020... Une partie des bâtiments annexes pourraient être démontés dans cette période, mais la destruction du bâtiment réacteur ne sera probablement pas possible avant 2050.

Si vous avez connu le site avant la construction du réacteur... il est peu probable que vous le connaissiez après son démantèlement.

MULHOUSE : JEUNE POUR TCHERNOBYL

Pour marquer le 12ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, un jeûne de 48 heures est organisé le vendredi 24 et le samedi 25 avril à Mulhouse, en présence de Théodore Monod, Solange Fernex, Albert Jacquard... On peut y participer... ou soutenir même si on ne jeûne pas. Renseignements au 03 89 49 62 99 (Chantal).

CIVAUX : 57 % CONTRE

Le 17 décembre dernier, le quotidien Centre-Presse réalisait un sondage, au moment même où le réacteur de Civaux, dans la Vienne, était mis en route. Ce sondage indique que, malgré la propagande éhontée, malgré les milliards investis, malgré les emplois locaux créés, 57 % des sondés étaient contre la mise en route du réacteur. Démocratiquement, celui-ci a produit ses premiers kilowattheures la semaine suivante. Contact : Stop-Civaux, 20 route de Bonneuil-Matours, 86000 Poitiers, tél : 05 49 01 84 64.

PHENIX NE DOIT PAS REDEMARRER !

Début février, le gouvernement a annoncé, en même temps que l'arrêt de Superphénix, la remise en route prochaine du réacteur Phénix, construit à Marcoule. Dominique Voynet a immédiatement annoncé qu'elle ne signerait aucun décret dans ce sens : légalement, une installation nucléaire qui ne fonctionne pas depuis plus de deux ans perd ses autorisations de fonctionnement et doit se soumettre à une nouvelle déclaration d'utilité publique (DUP).

La DSIN, direction de la sûreté des installations nucléaires, service du Ministère de l'Industrie, a répondu que cela ne serait pas nécessaire car si depuis 1990 le réacteur n'a effectivement pas produit d'électricité, elle estime que le simple fait d'avoir maintenu la circulation du sodium en permanence peut être considéré comme un fonctionnement. Or entre 1992 et 1994, Super-

phénix s'est retrouvé dans le même cas et malgré les tentatives des nucléocrates, il a bien fallu refaire une enquête publique. Le problème — déjà soulevé pour Superphénix — c'est qu'une nouvelle

transformer en une pratique, il faudrait 200 surgénérateurs de type Superphénix pour englober les déchets radioactifs de haute activité. Ce n'est donc pas une solution.

A l'arrêt, le chauffage du sodium (1500 tonnes) coûte un million de francs par jour. Actuellement des travaux coûteux sont menés pour essayer de le remettre aux normes : amélioration de la résistance sismique, changement de tuyaux qui fuient, système de sécurité complémentaire...

Ce qui intéresse le CEA, commissariat à l'énergie atomique (militaire propriétaire du réacteur), ce n'est pas la transmutation, c'est la possibilité de mettre au point une nouvelle génération de surgénérateurs... et de poursuivre ainsi la politique du tout-nucléaire quand l'uranium sera épuisé.

Contact : Forum Plutonium, Jean-Pierre Morichaud, Les Oliviers, 26110 Les Venterol, tél : 04 75 27 97 67.



enquête nécessite d'être en accord avec les lois existantes. Or vu l'âge de Phénix (mis en route en 1973), il y a peu de chances qu'ils puissent respecter les obligations actuelles de sûreté.

De plus, Phénix, pas plus que Superphénix ne peut répondre à la question des déchets nucléaires. Le calcul a déjà été fait : en supposant que les théories sur la transmutation puissent se

CITOYENS EN ETAT DE MORT CIVILE

Le nucléaire est-il l'ennemi de la démocratie ? Voici un cas d'école. En 1994, quelques habitants de la Meuse et du Gard présentent un recours devant le Conseil d'Etat pour non respect de la loi de 1991 (art.6) par l'Etat lui-même. Cette loi prévoit en effet que soient consultés les élus et les populations, clairement dissociés, avant toutes recherches préliminaires. S'estimant non consultés par

- qu'à aucun moment M. Bataille ne s'est chargé de prendre l'avis des habitants,

- que beaucoup d'élus ont longtemps estimé que les populations n'avaient pas été consultées, allant jusqu'à demander des référendums,

- que lors de l'enquête publique de 1997, soit trois ans plus tard, la population a abondamment témoigné de sa frustration de n'avoir jamais pu s'ex-

Rejeter les recours des citoyens est un bon moyen pour le Conseil d'Etat de ne pas examiner les défaillances des procédures engagées par l'ANDRA pour essayer d'imposer ses "laboratoires" d'enfouissement sur les déchets nucléaires.

M. Bataille, député PS, chargé de la mission de médiation (de novembre à décembre 1993), ces trois personnes, qui en représentent beaucoup d'autres, demandent une annulation de la décision du 6 janvier 1994 autorisant les recherches de l'ANDRA sur 3 sites (4 départements). L'affaire embarrasse le Conseil d'Etat, et traîne.

En octobre 1997, quatre habitants de la Vienne, qui en représentent aussi beaucoup d'autres, déposent une requête en intervention en faveur de ce recours, et demandent à leur tour l'annulation du permis de recherche. Leur dossier montre, preuves à l'appui, que pour leur département aussi :

- la population et la majorité des élus ont été tenus dans l'ignorance de la candidature des sites,

- que la mission de "médiation" de M. Bataille a consisté en une visite éclair à la Préfecture, à laquelle la population n'a pas été conviée,

primer (20 pages des dossiers d'enquête le montrent).

L'argumentation est, semble-t-il, convaincante puisque, lors du jugement, le Commissaire du Gouvernement admet, admet la requête, reconnaissant que la loi n'a pas été suivie au pied de la lettre et demande aux juges **d'annuler la décision ministérielle** autorisant l'ANDRA à effectuer ses recherches sur les trois sites. D'après lui :

- lorsque la loi stipule une concertation avec les populations, l'Etat "s'oblige à une consultation de la population", c'est-à-dire qu'il doit respecter la lettre du texte législatif,

- les populations qui ont lu cette loi, ont cru cela, s'attendaient à une consultation et "en son absence, il s'exprime le sentiment d'une manœuvre et d'une tromperie : l'Etat, législatif et exécutifs confondus, aurait menti. Il n'aurait pas fait ce qu'il avait dit, et pas dit ce qu'il entendait faire",

- affirmant en outre que M. Bataille "va même jusqu'à revendiquer... ce qu'il appelle le "principe de démocratie" et qu'il s'appuie sur le système de représentation en consultant les représentants élus de la population et des différentes catégories économiques" (et non directement les citoyens), le Commissaire du gouvernement estime que ces libertés prises avec la lettre de la loi "ruinent lentement le crédit de la parole publique", "alimentent tous ces poisons de la vie démocratique que sont le scepticisme à l'égard de la loi, le scepticisme sur la volonté qu'aurait l'administration de l'appliquer, le scepticisme sur le vigilance du juge à en être le gardien". Rien de moins.

Il en appelle donc aux juges : "la seule chose que vous puissiez faire, c'est d'assurer le respect des procédures. C'est votre rôle ; l'opinion ne vous en imagine pas d'autres" et il demande l'annulation de l'autorisation des recherches.

Epilogue : les juges rejettent le recours des habitants de la Meuse et du Gard, ce qui les dispense de prendre en compte la requête des habitants de la Vienne. Cela les dispense également de dire si la consultation Bataille a été régulière.

En ordre de Bataille...

La méthode Bataille, dans son interprétation restrictive, a balayé ni plus, ni moins, d'un revers de main la moitié de l'énoncé d'une loi qui porte son nom.

Ce faisant, elle a privé de l'exercice de leur citoyenneté et de leur droit les populations qui devaient être consultées. Grave, non ?

Peut-on rédiger la loi en ayant l'air d'un démocrate, pour ne pas la respecter ensuite ?

Que Bataille puisse être approuvé dans cette démarche par les membres du gouvernement, et par ses amis politiques, qui localement affirment fonctionner suivant les grands principes de responsabilité, de transparence, démocratie, nous apparaît comme une tromperie au goût amer.

Chauffards, quand vous grillerez un feu rouge sous prétexte qu'il n'y a pas de voiture au carrefour, vous pourrez toujours utiliser ce précédent unique, puisqu'il paraît que désormais, on peut interpréter la loi à sa guise.

La guerre c'est la paix, l'amour c'est la haine, le nucléaire c'est écolo et Bataille est honnête.

Jean-Marie RIVAUX
Françoise LECUIR
Stop-Civaux

LA CHRYSALIDE

Qu'est-ce que cette Chrysalide ? Comment a-t-elle vu le jour ? Qu'a-t-elle proposé aux femmes ? A partir des témoignages des femmes reçues, nous découvrirons les raisons de leur venue, ce qu'elles cherchent, et peut-être ce qui leur manque, bref trouver des éléments de réponses à cette grande question : comment les femmes peuvent-elles, ou pas, prendre en charge leur santé ? Enfin, nous avons objectivé leurs savoirs, si elles en ont, ou si elles ont conscience d'en avoir, d'où elles les tiennent et comment elles peuvent, ou pas, les utiliser. Nous nous sommes attardés, plus précisément, sur les facteurs favorisant cette prise en charge afin de **déterminer les conditions nécessaires à une démarche de santé**, à l'heure actuelle.

Elles étaient trois à partager un même lieu tout à la fois militant et professionnel : elles travaillaient toutes trois dans un centre de planification du Mouvement Français pour le Planning Familial à Villeurbanne avec la perspective féministe commune de contribuer à l'évolution de la position des femmes dans la société et plus spécifiquement de choisir d'être mère ou pas.

Phi était médecin et faisait des vacations de permanences médicales dans le centre, Francine (2) était assistante sociale et recevait des femmes en entretiens individuels ou collectifs pour une contraception ou un avortement, Françoise était infirmière et outre son travail typiquement infirmier (prise de sang pour surveillance de pilule, ou diagnostic de grossesse et gestion de la pharmacie...), elle recevait également les femmes.

Francine apportait sa longue démarche féministe, et Françoise son expérience du self-help puisqu'elle avait participé au groupe "Femmes pratique Santé."

Peu satisfaites de la prise en charge trop morcelée, pas assez réfléchie et aussi trop médicalisée des femmes reçues, elles feront une **proposition de démarche plus globale** auprès du conseil d'administration... sans grand succès, elles se heurteront à des a priori, étrangement développés par des hommes, essentiellement. Elles proposaient des temps de consultations plus long (1h la première fois) pour permettre aux femmes de dépasser le seul sujet gynécologique, d'aborder la connaissance du corps plus globalement et ainsi de faire évoluer les champs d'action d'un centre de planification. A ces trois arguments leur furent opposés des jugements tels "médecine de riche", "quel intérêt ?", "démarche isolée" qui furent sans appel.

Elles quittèrent alors le MFPF et se mirent à rêver d'un lieu où les femmes pourraient **"poser" leurs problèmes de santé, de manière moins morcelée, sans jugement, avec une écoute** compréhensive exercée par des femmes, si possible formées à une **démarche de santé globale**. Elles créent en 1987, l'association *La Chrysalide*, appellation mûrie longuement qui comporte bien des aspects :

"symbole du lieu des métamorphoses, à rapprocher de la chambre secrète des initiations, de la maîtrise des transformations. Plus encore qu'une enveloppe protectrice, elle représente un état éminemment transitoire entre deux étapes du devenir, la durée d'une maturation. Elle implique le renoncement à un certain passé et l'acceptation d'un nouvel état, condition de l'accomplissement. Fragile et mystérieuse comme une jeunesse riche de promesses, mais dont on ne sait exactement ce qui en sortira, la chrysalide inspire respect, soin et protection. C'est l'avenir imprévisible qui se forme, un symbole de l'émergence en biologie" (3).

Tout l'esprit, tout le contexte, tous les mots clés sont contenus dans cette définition déterminant un véritable "bouillon de culture" pour une association dont l'objectif se définit comme suit : *"recherche et promotion de la santé globale des femmes"*.

Depuis l'inquisition, la santé en général et celle des femmes en particulier est prise en charge par des spécialistes. Depuis les femmes cherchent à se prendre en charge bien que n'ayant pourtant jamais vraiment quitté le domaine des soins qu'infirmières, aide-soignantes et mères de famille continuent d'occuper de manière efficace. Quelques mouvements ont contribué à faire évoluer la situation... Nous avons vu le Planning Familial et le Self-Help (1). Nous relatons aujourd'hui une initiative lyonnaise expérimentale et limitée dans le temps (89-96), celle de la Chrysalide.

Le contexte

Petite soeur, née sur le tard, d'un mouvement qui se délitait, à la différence de tous les groupes cités jusqu'ici, la Chrysalide est née d'initiatives individuelles... et d'une grande utopie.

Outre ces trois professions couvrant trois domaines complémentaires (médical, social et sanitaire), nous retrouvons chez ces trois femmes les différentes tendances ou sensibilités à l'initiative des groupes précédemment évoqués. Phi apportait sa pratique d'une médecine globale, l'acupuncture,

(1) Cette série d'articles est publiée à l'occasion de la publication du livre "Femmes et santé" aux Editions Chronique Sociale. Nous avons déjà publié : "Des sorcières aux médecins" (n°216), "Mouvement français pour le planning familial" (n°219), "S'aider soi-même" (n°222), "Groupes femmes en France" (n°225)

(2) Nous l'appellerons ainsi pour une meilleure compréhension du texte car en réalité, il y a deux Françoise.
(3) Dictionnaire des symboles.

L'association créée, elles recherchent une formation commune et vont dans un premier temps se former dans une école de phytothérapie (4) à Montpellier dont elles ne font que la première année : l'école aborde la botanique, la connaissance des plantes médicinales, l'initiation à l'homéopathie et la philosophie de l'énergétique chinoise.

L'idée était d'**avoir un langage commun** pour pouvoir travailler avec d'autres femmes sur la santé, se donner des atouts pour comprendre et pouvoir se soigner. Insatisfaites, elles abandonnent pour une autre école, lyonnaise celle-ci, l'école d'énergétique chinoise de Robert Courbon, formation plus pratique et plus rapidement utilisable...

Avec le temps, les activités diverses, professionnelles, personnelles... le fait aussi (encore une fois) qu'il faut bien vivre et que cette activité si bénéfique soit-elle, si passionnante soit-elle ne nourrit pas, les trois femmes s'éloignent peu à peu. Françoise continuera avec l'opportunité inespérée d'un lieu : un petit appartement sur le haut des pentes croix-roussiennes.

Dès lors, et pendant quelques années, il ne s'agit pas à franchement parler d'une activité associative au sens strict, puisque le conseil d'administration est composé d'amies qui lui font confiance, mais bien de ce qui se passe dans ce petit lieu suspendu sur les pentes croix-roussiennes : toutes les paroles, tous les sentiments de ces femmes qui viennent et qu'elle aura la chance d'entendre seule au début puis avec d'autres...

Sur la Croix-Rousse, quartier des canuts, quartier résolument solidaire même s'il a bien changé, le bouche à oreille fonctionne bien : d'abord ce sont les amies, puis les amies des amies, puis d'autres femmes plus éloignées viennent à la Chrysalide.

Les actions

Seule, au début, Françoise recevra les femmes individuellement et leur proposera selon leurs envies d'**énumérer les problèmes de santé**, notera toutes leurs demandes, tous les manques, cherchant avec elles, un "bon sens" à leur démarche, proposant également des soins basés sur le rééquilibrage énergétique, la respiration, les conseils d'hygiène de vie.

Une petite carte avec la phrase "**la mal-a-die ? parlons en**" sera le seul support, dans un premier temps, pour faire connaître le lieu ; mais aussi et surtout ce que les femmes en disent quand elles remettent cette carte...

On peut imaginer sans peine que ce qui fait venir les femmes, c'est plutôt leur vécu dans ce lieu : il leur est proposé à la fois un **mélange de dire et de faire** au gré de leur envie. **Pouvoir parler sans retenue, permettre d'y voir plus clair, prendre du temps,**



comprendre ce qui se passe, retrouver la logique. Elles viennent seule ou à plusieurs, parfois avec leur(s) enfant(s).

L'année 1992-93 verra l'intervention de trois autres femmes sollicitées, pour deux d'entre elles, pour leur pratique de techniques globales permettant d'ouvrir concrètement les horizons de la santé : la pratique de l'énergétique chinoise (avec une expérience plus solide) et du yoga de l'énergie. Intéressée par une démarche sur la santé des femmes et donc sur sa propre santé, une troisième femme se joindra au petit groupe : elle mettra au point toute la documentation et la bibliothèque afin que les femmes qui viennent, puissent également se faire une idée par elles-mêmes à travers leurs lectures.

Cette année là, un atelier yoga est donc mis en place, il durera deux ans et concernera une quinzaine de femmes venues plus ou moins régulièrement. Cet atelier est animé par une enseignante de yoga de l'énergie possédant une solide expérience (20 années de pratique). Une journée hebdomadaire de pratique de l'énergétique chinoise comportant également des conseils de respiration et d'utilisation de plantes médicinales sera animée par une enseignante en éducation physique et sportive, énergéticienne et professeur de yoga de l'énergie : une grande difficulté, elle vient de Grenoble. Françoise continue de recevoir les nouvelles de-

mandes une journée par semaine. Lydie, infirmière psychiatrique de formation avec une expérience d'éducatrice de jeunes enfants et d'écoute parent-enfant assurera elle, une permanence le vendredi matin.

Le contenu et l'objectif des activités est exposé dans le programme 1993-94 :

* **Ateliers yoga** : Ils furent proposés pour *mettre à la disposition des femmes un moyen simple* et qui peut s'avérer efficace *pour répondre aux petits maux du quotidien* liés essentiellement à l'anxiété, comme les problèmes de sommeil, de digestion, d'élimination... Le manque de coordination entre l'intervenante et l'action de la Chrysalide n'a pas permis de faire le lien direct avec la santé.

* **Groupe de parole et d'échange sur la santé** : Ce fut une proposition pour *impulser un travail plus collectif*, d'échange d'expériences, de connaissances, une façon de quitter l'aspect individuel de la santé et de tendre vers un aspect plus communautaire : des femmes qui se retrouvent entre elles sans objectifs précis, au départ.

* **Permanences d'accueil le vendredi matin** de 9h à 12h : Elles s'adressent plus particulièrement à celles qui voudraient *prendre contact, passer, se renseigner, se documenter*, respirer un peu l'atmosphère du lieu même si ce n'est qu'un contact téléphonique ! Il est difficile de prendre un

(4) "traitement des maladies par les plantes"
Petit Larousse.



rendez-vous avec un lieu inconnu et non répertorié : ce n'est pas un lieu de soin, ni un lieu de prévention...

* **Les permanences d'accueil individuel** : C'est cette dernière activité qui a rencontré le plus de suffrage à raison d'une ou deux journées par semaine.

Un week-end fut organisé en juin 1993, dans le Pilat. Il s'intitulait "Yoga et santé des femmes : à la découverte de nos sensations". Les quatre intervenantes d'alors y ont participé. Une dizaine de femmes étaient présentes et si le prétexte était de faire du yoga, ce fut l'occasion pour toutes de prendre du temps, se promener, redécouvrir des plaisirs simples, celui de manger, parler, et chanter aussi car elles étaient reçues par une chanteuse.

En deux ans et demi, la Chrysalide a reçu une centaine de femmes, mais toutes ne participèrent pas aux activités. La pratique proposée permit d'être le **support objectif d'une démarche de santé alternative**.

Les usagères

Après deux années de fonctionnement, elles sont plus d'une centaine à avoir pris contact avec l'association, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont toutes venues.

Une trentaine d'entre-elles peuvent être considérées comme des "relais" ; elles travaillent dans des lieux accueillants des femmes (femmes victimes de violence, centre d'informations féminines, centres de planification, groupes femmes ou féministes...) elles travaillent sur des sujets précis (sexualité, nouvelles techniques de procréation, violence...) ; elles appartiennent à des groupes militants.

Une vingtaine d'entre-elles sont thérapeutes et s'intéressent de plus ou moins près à ce qui se passe ou va se passer et sont dans l'attente de voir si une éventuelle collaboration avec l'association sera possible.

50% de ces femmes sont concernées soit par le sujet des femmes, soit par celui de la santé. Ces femmes ont simplement demandé à garder le contact avec l'association et à être mis au courant de son évolution. Elles ne furent pas concernées directement par l'action de la Chrysalide.

Reste 72 femmes directement concernées par l'action de la Chrysalide, elles sont passées au moins une fois discuter de leur santé, prendre un avis, réfléchir.

Elles sont venues par connaissance ou envoyées par "Réseau Santé" (5) pour quelques unes. Le fameux "bouche à oreille" fonctionne beaucoup dans la connaissance de l'association. Ce qui se dit induit probablement une représentation de la "Chrysalide" dans l'idée des femmes : un lieu où l'on peut "se dire" mais aussi un lieu où l'on se sent protégé, où tout semble possible...

Curieusement, elles n'ont pas toutes des "problèmes" de santé à résoudre, en tous cas, elles ne sont pas venues nécessairement pour cela. Quelques unes viennent pour comprendre, découvrir leur corps, l'une d'elle reconnaît d'emblée qu'elle vient pour arriver à prendre une décision. Beaucoup ont en commun le mal-être, le stress... Ce qui les pousse à venir ? La curiosité, l'envie d'autre chose, une certaine insatisfaction, le désir de rompre avec les médicaments, les spécialistes.

Elles ont entre 25 et 65 ans, la moitié d'entre-elles a entre 30 et 50 ans, période pendant laquelle les femmes sont amenées à beaucoup fréquenter les structures médicales (6).

La majorité habite le Rhône et une cinquantaine habite Lyon (le 1er et 4e arrondissement essentiellement : la Croix-Rousse). Quelques unes viennent de départements éloignés. Le réseau de femmes a donc un fort enracinement local.

Elles ont toutes en commun une longue histoire, faite d'un savoureux mélange... de problèmes de santé plus ou moins importants ou difficiles à résoudre pour elles ou pour leur entourage (mari, parents, enfants), une culture plus ou moins prégnante, la richesse de toute une vie de femme faite de travail, de relation, de sexualité, de conception ou de non-conception, tout un savoir-faire ou non.

Les apports de la Chrysalide

La démarche de santé dit Pascale c'est un **cheminement**, nous allons donc tenter de le retrouver. Mais, comme le précise Claire, c'est également un

"puzzle" à reconstruire : certaines ont trouvé toutes les pièces, d'autres pas. Certaines ont réussi à les assembler mais il faut beaucoup de temps. Ainsi donc voici les pièces du puzzle :

L'histoire de vie : faite d'événements de différents ordres, professionnel, social, familial, affectif... susceptibles de déclencher des maladies. Dans cette histoire, les femmes peuvent trouver des prétextes d'évolution, des moteurs de changement : **les facteurs déclenchants**.

Ces derniers peuvent amener à des déclics de différents ordres :

- qu'est-ce que j'ai à ma disposition pour résoudre ce problème ?
- pourquoi une telle maladie ?
- où trouver des solutions ?
- à qui s'en remettre ?

Il est alors possible de réintroduire ou **développer ses propres savoirs** fruits de toute une vie (expériences, échecs, rencontres, culture, habitudes maternelles, travail collectif...) afin de mettre en place des outils indispensables à la gestion de sa santé : **la pratique mais aussi la vigilance**, une des probables clés de la prévention.

Cette démarche de santé engage à chercher des **lieux de référence** et change le **rapport à la médecine** lequel évolue vers l'autonomie.

La santé peut enfin remplir son rôle premier : **illustrer notre rapport à la vie** et donner les indicateurs nécessaires pour l'adapter à ce que nous voulons en faire individuellement et collectivement.

L'aptitude à gérer sa santé est alors directement en lien avec l'aptitude à gérer sa vie, à la transformer pour nous permettre de prendre notre place dans la société. Nous pouvons la résumer comme dans le tableau-ci-contre.

Cette démarche de santé est en route mais elle est très aléatoire. Toutes ces femmes l'ont amorcée d'une manière ou d'une autre à des niveaux différents. Pour reconstituer ce puzzle et réintroduire leur santé dans leur vie, ces femmes sont venues chercher de l'aide à plusieurs niveaux.

Une quête d'apprentissage

Ces apprentissages vont du plus technique ou pratique au plus humain, au plus philosophique.

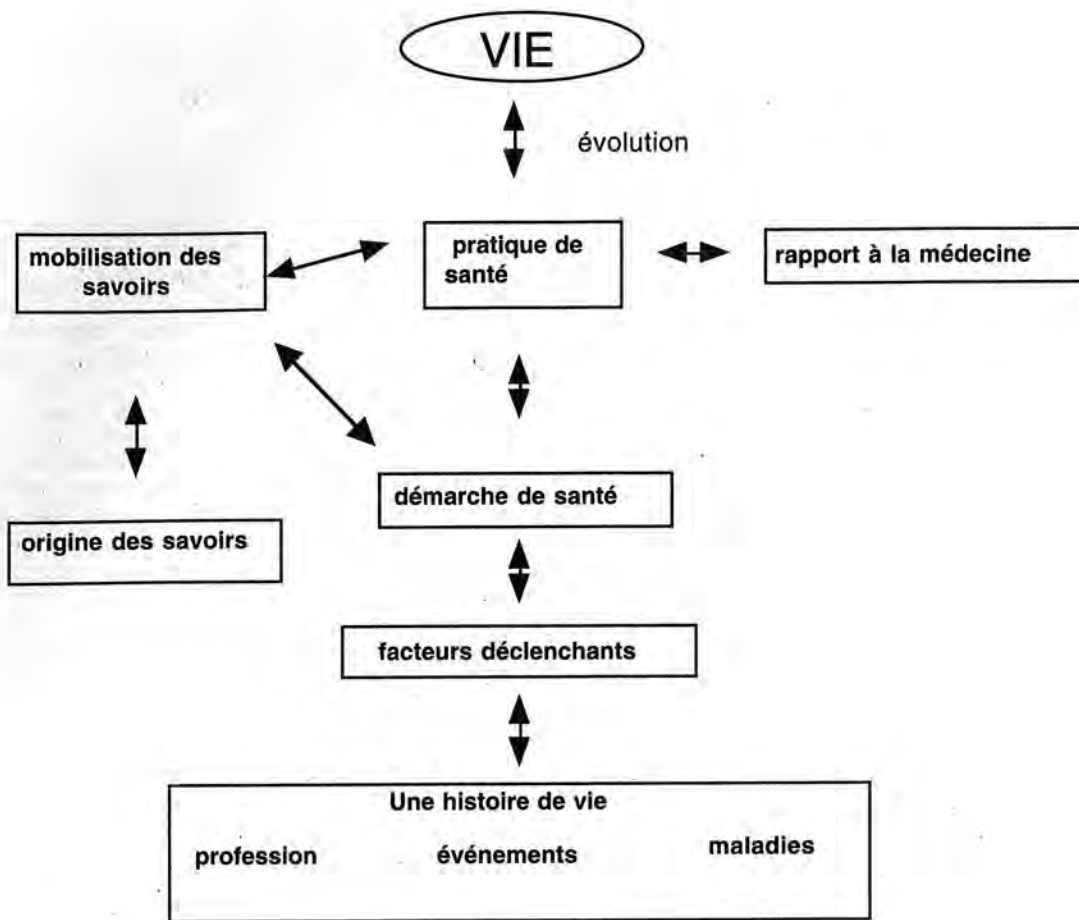
* celle du corps humain, tant physique que psychique et sensitif, apprendre à sentir, à se sentir.

Sentir les liens entre le poids du passé et l'état psychologique, entre le physique et le psychique.

* celle d'une autre approche de la santé

Cette quête d'apprentissage peut revêtir différents aspects, différents niveaux. Ce peut être à la fois un soutien dans un domaine encore mal exploré ou peu connu. Il faut tout de même souligner ici, que la démarche de santé glo-

(5) Association lyonnaise d'usagers de la santé" présenté dans Silence n°189.
(6) INSEE et Droits des femmes "Les femmes" Contours et caractères 1995 p 69.



bale n'est pas une démarche majoritaire, qu'elle se situe plutôt en marge de la démarche classique actuelle et qu'elle vient nécessairement remettre en cause le fonctionnement de la médecine dominante, c'est pourquoi, nous parlerons ici de soutien.

Pour certaines, c'est un choix délibéré et leur passage à la Chrysalide ne fait que conforter leur démarche. Précisons que le niveau d'apprentissage n'est pas le même pour toutes.

Ce lieu devient lieu de référence pouvant rassembler les savoirs et les pratiques, les expérimenter et ainsi développer la confiance en soi. Il permet d'encourager la démarche vers la connaissance, de l'accompagner. Les médecines dites alternatives sont ainsi des outils de compréhension et de pratique nécessaires à l'évolution de la démarche de santé.

Claire en fait même un lieu initiatique de transmission aux enfants.

Un besoin de référence à une communauté de femmes

Ce besoin n'est pas toujours exprimé directement, il est identifiable à la façon de parler des femmes et aux sujets abordés.

Dans le soin :

Rose parle de son long parcours d'hospitalisée, d'opérée, interventions rénales et greffes : une envie d'être enfin soignée par des femmes.

Sophie préfère être soignée par des femmes qui peuvent mieux comprendre, selon elle.

"d'abord, je préfère me faire soigner par des femmes, pour moi, même un très bon médecin homme, il y a des choses qu'il ne pourra pas comprendre parce que ça ne lui arrivera jamais mais même une femme qui est jeune, qui n'a jamais eu de bouffée de chaleur, c'est quelque chose qu'elle peut comprendre."

Dans la parole et les sujets abordés :

Pour beaucoup, il est question de problèmes de femmes et il est important pour elles de venir en parler dans toutes les dimensions (physiques, psychiques, sexuelles parfois) et sans limite et l'appellation "Chrysalide" favorise ces confidences. Pour Anne, c'est clair, elle évoque le "cocon".

Elles viennent souvent déposer des "charges mentales" parfois trop lourdes pour elles. Plusieurs d'entre elles parlent de "Cocotte-minute et de soupape", "de furoncle qui perce".

La référence à la communauté des femmes est pour elles d'autant plus importantes qu'elles sont souvent "débranchées" du réseau familial, voir en rupture. Leur mère était déjà elle aussi dans cette solitude, cet isolement cette rupture par rapport à la communauté des femmes. Pour Claire et Malika toutefois, la culture (arabe dans ce cas) est suffisamment prégnante pour laisser des souvenirs.

Cette recherche de référence à une communauté induit la notion également de solidarité, de soutien qui passe par un échange d'expériences, de pratiques, de connaissances, de références ; l'échange de savoirs rassure, relativise, tranquillise et permet de consolider, de se consolider.

La référence communautaire, plus qu'un soutien peut devenir une solidarité de femmes mais cet aspect a été peu développé, tout au moins à l'époque. Il n'y a pas eu assez de possibilités collectives, de groupes.

Un espace pour exister

Débordées, elles ont besoin de se sentir exister dans leur vie quotidienne : "Un travail à temps plein, 4 enfants, une éducation au devoir" pour Pascale : "C'était la première fois que je partais en week-end seule depuis mon mariage". Béatrice : "Parler de moi pendant une heure, c'était comme un furoncle qu'on venait de percer". Cécile : "C'est une question d'emploi du temps, si dans ma semaine je ne peux pas caser un truc, c'est foutu pour l'année". Julie : "Je pense que quelque part, je ne veux pas couler complètement donc de temps en temps, je tends une main pour qu'on m'aide. Il y a eu 2 mains, 2 jolies sorcières..."

Elles ont besoin d'exister face à une médecine scientifique dominante. Pouvoir dire que l'on a des doutes...



voire que l'on refuse : c'est flagrant par rapport aux médicaments : elles notent souvent l'aspect dépendance et aussi les effets secondaires. C'est aussi pouvoir dire ses réactions, ses colères...

Malika : *"Il m'est arrivé une bonne oïte mais je regrette amèrement d'avoir pris des antibio, je pense que ça aurait été plus long, (j'avais des problèmes de surdité) mais je pense que c'était pas le bon truc du tout ; ce qui est dommage c'est qu'un médecin me le dise aussi après "vous n'auriez pas dû en prendre"  a vous assoit, on peut essayer de faire confiance mais encore une fois, je devrais plutôt suivre ma première idée."*

Elles ont besoin de faire le point. C'est comme une parenthèse nécessaire dans le tourbillon de la vie Elles posent tout en vrac "De la réflexion naît l'action". Quand elles ont réfléchi, argument , envisagé des solutions, trié, alors elles peuvent se décider et prendre soin d'elles : *"se penser et se panser"* comme le dit Malika.

Ainsi permettre d'exister c'est aussi permettre de choisir.

Les femmes venues à la Chrysalide ont toutes eu un vécu diff rent. L'écoute, la neutralité leur ont permis d'exprimer leur niveau d'évolution. L'enveloppe protectrice de la Chrysalide a fait son œuvre : mise ainsi en confiance elles ont pu se dire, se découvrir, exister dans leur entité, leurs questionnements, leurs doutes, mais aussi leurs espoirs, leurs projets.

L'intervention de la Chrysalide semble respecter, rendre complémentaire voir systématiser les niveaux de pratique évoqués plus haut.

Le vécu à la Chrysalide a permis d'exprimer, de consolider les différents niveaux de savoirs, tant dans l'attention que dans l'action.

Il permet aux femmes d'exprimer la difficulté à se retrouver dans son corps même, avant de se retrouver dans une société au regard du travail, de la famille, du partenaire.

"Si nous revendiquons tant la liberté c'est que nous nous sentons esclave... Mais comment en serait-il autrement puisque nous ne sommes même pas maître de notre première maison, de la maison de notre corps" (7).

Il permet également de découvrir une absence de taille : la dimension communautaire des femmes au regard de la santé n'existe plus.

Toutefois, n'oublions pas que la Chrysalide s'est adressée, du moins sur la période étudiée à un public privilégié. Nous l'avons vu, il s'agit de femmes globalement insérées, socialement d'un haut niveau de formation ou d'expérience. D'autre part le nombre de femmes concernées ne peut constituer une base suffisante pour établir un réel projet.

C'est un public qui a fait la démarche de venir dans un lieu non "référencé", donc suffisamment détaché des valeurs traditionnelles.

Qu'en serait-il pour des femmes ayant des problèmes d'insertion ? Il est probable que la démarche ne serait pas la même, peut-être faudrait-il concevoir une autre forme d'accompagnement, peut-être plus éducatif. Mais, si l'on considère le travail d j  alis  auprès de ce public, nous pouvons imaginer tout ce qui reste à faire pour que les femmes puissent prendre en charge leur santé !

Dans ce que nous retenons de l'aventure-Chrysalide, tout se passe comme si les femmes devaient refaire le chemin en sens inverse. D'une médecine empirique, essentiellement gérée par des femmes, la société est passée à une médecine scientifique essentiellement gérée par des hommes. Entre temps les sources de savoirs ont été perdues. Les femmes font les frais de cette médecine scientifique et voudraient retrouver plus d'harmonie entre les deux tendances et pour cela passer par un lieu m diant qui ferait le lien entre les deux tendances.

C'est une recherche de liens : "du latin *ligament* -ce qui sert à attacher cordon, ce qui attache, unit dans un rapport logique ou de dépendance" (8).

Reste à déterminer le type de liens et si elles cherchent à retrouver une logique c'est dans la réciprocité et non pas dans la dépendance, le fléchage des schémas en est la preuve. Pour ce faire, elles doivent tricoter un parcours "mailles envers" A la Chrysalide ce parcours a été assisté, encouragé afin de rétablir la place de chaque éléments, la place de chacune.

Les femmes cherchent à faire la liaison entre le passé et le présent, entre le physique et le psychique, entre les maladies et leur histoire. Elles cherchent le rapport avec leur environnement, social, affectif, communautaire. Enfin elles cherchent à rapprocher leurs savoirs de la connaissance.

Curieusement, cette recherche de liens est à opposer avec le fonctionnement de la Chrysalide qui au contraire a été très fermé et nous retrouvons le cocon qui isole et protège mais nous pouvons nous demander s'il n'était pas indispensable au départ, comme une expérience dans le secret d'un laboratoire.

La Chrysalide pour prendre son envol devra probablement tisser des liens avec son environnement à elle : la santé, l'apprentissage et les femmes.

Françoise DESAILLY

Le questionnaire innocent
endormi dans votre
numéro de février
serait plus utile rempli
entre les mains folles
de notre sociologue !

(7) Thérèse Bertherat
-Le corps à ses raisons- 1976 p 10 et 11.
(8) définition du Petit Larousse.



FEMMES

BRESIL : JEUNES MERES

En 1997, 30 000 filles de 9 à 14 ans sont devenues mères. 50 000 autres, âgées de 10 à 19 ans ont dû être hospitalisées à la suite d'un avortement. Les viols sont la principale cause de ces grossesses. (source : *Courrier International*, 19 février 1998)

POURQUOI IL N'Y A PAS DE FEMMES PRETRES

Dans un courrier à Ouest-France, de décembre 1995, la communauté chrétienne La Traversière, à Nantes, écrit : "Nous chrétiens catholiques, membres du peuple de Dieu, sommes prêts à accepter que l'accès au ministère presbytéral soit refusé aux femmes, puisque le Christ Jésus n'a choisi que des hommes pour constituer le groupe des apôtres. Mais en vertu du même principe de stricte fidélité, nous demandons :

- 1 - que le nombre d'évêques soit réduit à douze,
- 2 - que ces douze évêques soient tous d'origine juive,
- 3 - qu'ils se fassent circoncire ;
- 4 - que le successeur de Pierre ait le droit d'avoir une belle-mère (même malade) et que les onze autres, comme l'apôtre Philippe, le droit d'avoir des filles.

Enfin, comme notre ancêtre la vieille Sara, nous revendiquons le droit de rire à gorge déployée. Surtout quand on nous dit n'importe quoi et en nous prenant pour des imbéciles".

(source : *Alternatives Non-Violentes*, premier trimestre 1998, spécial "féminitude, féminin, femmes").

LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE

A un moment où l'économie est devenue un électron libre, où le marché est devenu le Veau d'Or, où des milliards circulent librement, où la misère gagne, au Nord comme au Sud, suscite la peur, la méfiance, le rejet, la haine, le racisme et l'exclusion : à un moment où les blocs militaires sont renforcés et élargis pour défendre les intérêts financiers d'une minorité de plus en plus isolée, il est temps de remettre la personne humaine dans toutes ses dimensions et sa dignité au premier plan, de redonner à la politique sa prédominance sur une économie qui doit être remise à sa place.

Une première action est de rappeler que les décisions politiques doivent être prises par tous et par toutes.

C'est pourquoi, la Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté a décidé de mener campagne pour qu'on en finisse avec les "droits de l'Homme" : 50 % de la population ne sont pas des hommes. Les déclarations des vieillards de l'Académie Française sur les "barbarismes et solécismes" de celles qui exigent d'être appelées "Madame la ministre" ont mis la question du langage sexiste à la une de l'actualité. Il y a plusieurs années, le sommet de la Francophonie de Dakar a consacré le terme "Droits de la personne" (*Menschenrechte*, human rights...). Il est grand temps d'exiger l'application de cette décision en France et de nous y habituer dans nos conversations de tous les jours.

Pour en savoir plus : *Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté*, 114, rue de Vaugirard, 75007 Paris.

CHASSEURS SEXISTES

Le 14 février, plus de 100 000 hommes ont manifesté à Paris. Pas une femme ! S'agissait-il comme aux Etats-Unis d'un mouvement religieux intégriste ? Presque : les Fédé-

ration de chasse, avec l'argent public qui leur est versé, ont organisé les voyages gratuits de plus de 100 000 chasseurs pour manifester contre les misères qu'on leur fait en leur interdisant de toucher à leur fusil toute l'année et partout.

Les psys ont du travail sur la planche quand on voit le niveau des slogans utilisés contre Dominique Voynet, une écologiste, mais en plus une femme. Brandissant des poupées gonflables, les slogans sexistes ont animé la manifestation. Au lieu de s'inquiéter de la prolifération des sangliers, il serait peut-être temps de s'inquiéter de celles des porcs.

A noter que les mêmes slogans sexistes anti-Voynet avaient été entendus à Grenoble lors de la manifestation organisée par les partisans de Superphénix à l'automne. Dans les deux manifestations, les mêmes catégories d'élus : le Front National, des élus très à droite, et des élus du Parti Communiste.

CONDUITES DE FEMMES

Dans l'imagination popula-

re, les femmes sont de mauvaises conductrices. Pourtant, les chiffres des assurances sont là pour la démentir : le sinistre auto moyen par conducteur est de 29200 F contre seulement 18000 F pour les conductrices

(source : 60 millions de consommateurs, mars 1998)

LILLE : RENCONTRES LESBIENNES

Le collectif Les Dé-généreées organise à Lille, les 11 et 12 avril, une rencontre internationale de lesbiennes féministes, pour prendre des initiatives de femmes, rencontrer d'autres structures, associations, collectifs..., pour échanger réflexions et modes d'actions contre le sexisme, l'homophobie et le patriarcat, pour alimenter le réseau lesbien et féministe international, pour s'exprimer esthétiquement, sonoremment et spectaculairement et laisser la place à la culture des femmes.

Contact : *Les Dé-généreées*, 19 rue du Cirque, 59000 Lille, tél : 06 08 49 43 46.

CALVADOS : LA VOIX DES FEMMES

Près de 70 nationalités cohabitent à Hérouville-Saint-Clair, dans le Calvados. La commune se caractérise par une politique d'intégration volontaire et novatrice : reconnaissance locale et valorisation de la diversité culturelle, commission extra-municipale, fête des communautés, classes d'accueil pour les arrivants. C'est dans ce cadre qu'existe depuis 1991, l'initiative "La voix des femmes".

Cette association veut permettre aux femmes de maîtriser leurs actions, redonner aux familles le sens de la citoyenneté, permettre aux individus de redevenir de véritables acteurs de la ville. Elle offre aux femmes d'origine étrangère un lieu de parole, d'échanges et d'apprentissage avec comme activités : la connaissance de la langue française, du code de la route, une épicerie sociale, de la gymnastique, du bricolage, de l'aide administrative, des conférences, des expositions, des rencontres avec des artistes issus des communautés culturelles.

L'association a mis en place "L'assiette au soleil", un restaurant géré par quatre femmes, qui propose des plats typiques. Le restaurant sert de lieu d'exposition. Il a permis d'ouvrir le lieu aux femmes d'origine française. Il est situé dans le quartier du Grand Parc, l'un des plus défavorisés de la commune.

"La voix des femmes" développe actuellement une réflexion sur la médiation avec la mise en place de femmes-relais, qui cherchent à désamorcer les conflits : entre familles, entre communautés, entre population et administration...

Contact : *La voix des femmes*, 209 quartier du Grand Parc, 14120 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 30 70. (source : *Hommes & Migrations*, janvier 1998)



AMIANTE INTERDITE EN BELGIQUE

Depuis fin janvier 1998, le gouvernement belge a enfin interdit l'usage de l'amiante dans ce pays soit 18 mois après la France.

SUISSE : CENTRE PREVENTION SANTE

Le Centre Prévention Santé de Colombier organise des cours et des conférences sur différents sujets tout au long

de l'année. A signaler une série sur "les maladies de civilisation" avec le jeudi 5 mars les pollutions électromagnétiques, le 19 mars, la pollution de l'air et le bruit, le 3 avril, le génie génétique, le 15 mai, les pollutions de l'eau, du sol et des aliments. Un atelier de cuisine sur le thème "manger moins de viande" se tiendra le 27 avril et le 4 mai, en soirée.

Programme complet : *Centre prévention et santé, rue Haute 21, CH 2013 Colombier, tél : 032 841 36 08.*

DANGER DES FIBRES MINERALES

Après l'amiante, ce sont les fibres et laines de verre, les fibres et laines de roche, les fibres céramiques qui inquiètent les milieux médicaux. Selon un rapport de l'OMS, organisation mondiale de la santé, de juin 1997, les informations épidémiologiques sur les lieux de fabrication de ces fibres ou laines sont significatives sur les risques posés à l'homme pour des expositions relativement importantes : des maladies professionnelles, style cancer des poumons ont été relevées.

L'OMS précise que dans ces entreprises on trouve 0,05 à 0,7 fibres par cm³ d'air contre 0,003 à 0,02 dans les bâtiments utilisant ces fibres (isolation généralement) et 0,00007 dans l'air extérieur.

Ces fibres cassent perpendiculairement à l'axe de la fibre contrairement à l'amiante qui le fait parallèlement à l'axe. Les fibres sont de plus souvent soudées entre elles par des résines.

Le rapport de l'OMS conclut que les fibres de céramique ont des applications très particulières (freins spéciaux par exemple) et ont donc peu d'impact sur le grand public. Concernant les fibres de verre, le taux de cancer dans les usines est légèrement supérieur mais pas de manière significative, quelques expériences sur des rats ayant été significatives, le produit a été classé comme "possible cancérigène".

Pour les fibres et laines de roche et de fonderie, plusieurs études ont déjà montré leur nocivité dans le monde du travail (fabrication, mais aussi et surtout installation). Une étude portant sur 22000 travailleurs européens conclut à une hausse des cancers de 34 %. Elles sont aussi classées comme "possible cancérigène".

Il faut bannir ces fibres des pièces d'habitation et surtout porter des masques respiratoires si on doit en manipuler (lors de travaux d'isolation par exemple). Si possible, choisir des fibres liées par des résines.

Il existe de nombreuses alternatives à partir de fibres végétales (chanvre, cannes de maïs...), mais ces dernières ont un inconvénient : si elles ne sont pas protégées correctement, elles attirent les petits rongeurs.

(source : Groupe des Verts, conseil régional Rhône-Alpes)

LOIRE-ATLANTIQUE : MEDICINE INDIENNE

Une conférence sur la médecine ayurvédique (médecine traditionnelle indienne) aura lieu le 28 avril à Ancenis, animée par Dominique Touillet, praticien depuis 10 ans. Renseignements : *Blocoop Mauges, 49 rue Charcot, 44150 Ancenis, tél : 02 40 83 19 25.*

HAUTE-LOIRE : ERADICATION DU VARRON

Le varron est une larve de mouche qui perce le cuir des vaches, peut la rendre malade, mais surtout rend la peau impropre à son utilisation commerciale. C'est pourquoi des traitements sont effectués pour éradiquer cette mouche. Or, le produit utilisé, placé sur la colonne vertébrale pourrait être lié à la maladie de la vache folle. Des associations demandent la vie sauve pour cette mouche et ... probablement pour la vache. Une réunion publique est organisée le mercredi 8 avril à 20h30, au centre Roger Fourneyron, salle 208, au Puy pour en parler.

Renseignements : *Association du libre choix de sa médecine, BP184, 43005 Le Puy-en-Velay cédex.*

JURA : FLEURS DU DR BACH

L'association "Paysans pour la paix" organise du jeudi 28 au dimanche 31 mai, un stage sur "les fleurs guérisseuses du Dr Bach". Possibilité de repas biologique pendant le stage sur demande. Camping sauvage, prix modeste. Renseignements : *Paysans pour la paix, Jean-Louis Rémy, 39130 Blye, tél : 03 84 48 38 26.*

LYON : DICTATURE MEDICO-SCIENTIFIQUE

Sylvie Simon, auteure du livre "La dictature médico-scientifique" donnera une conférence à Lyon, le mardi 28 avril à 20 h au Palais de la Mutualité, place A. Jutard (Lyon 3e). Entrée : 50 F. Etudiants, chômeurs : 40 F. Renseignements : *Réseau européen pour une politique de vie 04 78 47 74 31 ou association Kenkao CDIC 69, tél : 04 78 75 39 95.*

TRANSGENIQUE

NESTLE PROVOCATEUR

Alors que la Suisse se prépare à voter sur l'autorisation ou non du transgénique, Nestlé a invité la presse à une dégustation de toasts... dont le pain était à base de maïs transgénique.

SOJA ENVAHISSANT

En 1997, 180 000 tonnes de soja transgéniques ont été importées des Etats-Unis vers l'Europe. Aucun emballage ne mentionnant la présence de ce type de soja, nul ne sait dans combien de produits différents il a été utilisé. Rappelons que la lécithine de soja est employée dans 70 % des produits transformés et que même dans le chocolat bio, il est toléré 5 % de non-bio et précisément, si vous lisez attentivement les étiquettes, vous verrez que la lécithine de soja n'est pas toujours garantie bio.

ENGAGEMENT

Trois marques de transformateurs se sont pour le moment engagés à contrôler l'origine de leurs produits et à garantir des produits sans transgéniques. Il s'agit de Lima, Milupa et Nutricia (source *Consommateur Actif, février 1998*)

PARIS : DEBAT PUBLIC

L'association Action Santé Environnement organise le samedi 11 avril à 14h30, 94, rue J.P. Timbaud, 75011 Paris (M^oCouronnes), un débat public sur les plantes transgéniques avec Yves Chupeau, de l'INRA, Pierre-Henri Gouyon du laboratoire d'écologie systématique de Paris-Orsay, Patrick Legrand, environnement-INRA, Arnaud Apoteker de Greenpeace, Jacques Frings, du groupement des agriculteurs biologiques d'Ile-de-France, Etienne Vernet, d'Ecoropa, Eric Avril de FO-Consommateurs, un représentant de la Confédération paysanne et un autre de la FNSEA. Entrée libre. Renseignements : *Action Santé Environnement, 53, avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris.*

CONDAMNATION DES PAYSANS... PAS DU MAIS

Le tribunal d'Agen a condamné José Bové et René Riesel à huit mois de prison avec sursis, Francis Roux à cinq mois avec sursis. Il leur demande de verser une provision de 500 000 F en vue de dommages et intérêt pour les dégâts commis chez Novartis et accorde 1 F symbolique... à la CFDT ! (quelle honte !). Quelle réserve doit-on demander à Novartis pour provision en cas d'épidémie provoquée par le maïs fou ?



EUROPE : FECONDITE EN BAISSÉ

Le nombre moyen d'enfants par femme en Europe est en baisse rapide : il n'est plus que de 1,44, ce qui est largement en-dessous du seuil de renouvellement. Si la population ne baisse pas, c'est parce que les personnes vivent plus longtemps. Le record du minimum est détenu par les régions de l'ancienne Allemagne de l'Est (0,8 enfant par femme) et celui du maximum par l'Irlande (1,91). La chute la plus brutale est observée dans les pays du Sud : Italie (1,22), Grèce (1,31), Espagne (1,15). La France est proche du maximum (1,72). Cette dénatalité n'est pas inquiétante : elle permettra dans un premier temps de résorber le chômage et dans un deuxième temps d'accueillir ceux qui ne demandent qu'à venir payer nos cotisations sociales.

(source INED, décembre 1997)

PRESSE ET TARIFS POSTAUX

Au nom de la liberté de la presse, l'Etat versait des subsides à la Poste pour lui permettre d'offrir des tarifs préférentiels aux journaux bénéficiant d'un numéro de commission paritaire. Ces tarifs de "routage" ont été remis en cause sous le gouvernement Balladur au nom de l'équilibre budgétaire de la Poste (avant privatisation ?). Finalement sous le gouvernement Juppé, ils n'ont pas été remis en cause sous le gouvernement Jospin. Ceci provoque l'annulation de l'aide sur cinq ans avec des hausses de 20 % à 30 % par an. La grande presse a protesté et obtenu un abattement de 28 % pour les quotidiens et hebdomadaires. Ce sont donc les revues sortant moins souvent qui font les frais de la réforme... Est-ce un hasard quand on sait que c'est dans cette catégorie que se trouve la presse "dissidente" de tous bords ?

PUBLICITE DANS LES BOITES AUX LETTRES

En 1994, une proposition de loi contre la publicité dans les boîtes aux lettres avait été déposée successivement à l'Assemblée nationale (Michel Hannoun) et au Sénat (Jean Bosson et Bernard Hugo), laquelle prévoyait la possibilité d'interdire sa boîte à la publicité avec un code "vert, orange, rouge" comme cela se fait par exemple en Suisse. Vert : j'accepte tout, Orange : je n'accepte que les tracts d'associations, de partis politiques, de la municipalité. Rouge : je n'accepte rien du tout. Cette loi proposait également une taxe sur les dépliant publicitaires. Le 21 octobre dernier, le député Jean-Louis Masson a déposé une nouvelle proposition de loi, mais celle-ci ne reprend que la proposition de taxes. Donc si tu paies, tu peux continuer à polluer : ce n'est pas ce que nous demandions !

RHONE-ALPES : POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

La PAC, politique agricole commune, a été la première mesure prise au niveau européen, dès 1957. Il s'agissait à l'origine de satisfaire les besoins alimentaires de l'Europe. Ce qui a été obtenu, non sans de multiples autres conséquences. Actuellement, une réforme de la PAC est en cours et des associations agricoles, écologistes, consommateurs, tiers-mondistes... ont décidé de mettre en place un groupe de réflexions et de propositions. Comment assurer un revenu décent aux agriculteurs (alors que les gros céréaliers accumulent les subventions, 45 % des paysans vivent avec moins que le SMIC), comment maintenir le nombre des exploitations (280 000 exploitations agricoles ont disparu en France depuis 1992), comment produire de manière à respecter l'environnement (pollution de l'eau par exemple), comment maintenir la cohésion sociale dans les milieux ruraux, comment respecter les peuples du Sud... Un collectif PAC s'est mis en place dans

ALGERIE : POUR UN MORATOIRE DES EXPULSIONS

Alors que les massacres continuent jour après jour en Algérie, plusieurs milliers d'Algériens continuent à être reconduits en Algérie par le gouvernement français. La Commission nationale consultative des droits de l'homme recommandait le 1er octobre 1997 l'établissement d'un moratoire visant à suspendre les reconduites en Algérie. Or aujourd'hui, elles se poursuivent à un rythme soutenu. Par ailleurs les visas pour les Algériens ont été sérieusement revus à la baisse : de 800 000 par an au début de la crise algérienne, on est passé à seulement 50 000 pour l'année 1997. Tout ceci fait que l'on assiste à une recrudescence des tentatives de suicide dans les centres de rétention : 29 en 1997 dans le seul centre du Mesnil Amelot, à Paris (12 en 1995, 17 en 1996). Les tentatives d'auto-mutilation se multiplient également. Enfin, si la personne refuse de monter dans un avion, elle est mise en prison pour "refus de quitter le territoire" et encourt une forte peine de prison. Plusieurs associations lancent une campagne pour un moratoire des renvois en Algérie sous forme de lettres adressées aux Préfets et au premier ministre.

Cette campagne est coordonnée par la Cimade, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris, tél : 01 44 18 60 50.

UN CAS CONCRET

En 1993, Abdelkader Mehani, âgé de 24 ans, commence son service militaire en Algérie. Au bout de six mois, il décide de désertir et de rejoindre son père qui vit en France de manière légale et auprès de qui il a vécu dix ans. Il bénéficie d'un visa de six mois. Il est arrêté en 1994 lors d'un contrôle d'identité : son visa n'est plus valable. Il est condamné à une interdiction de séjour. Il fait une tentative de suicide, est hospitalisé puis libéré. Il essaie d'obtenir le statut de réfugié politique en Allemagne : en vain, faute de passeport. Il revient en France et est de nouveau arrêté en juin 1995. Il fait quatre mois de prison pour sa présence illégale en France, mais ne sera pas expulsé grâce à la mobilisation de ses amis et des associations. Les procédures d'expulsion ne cessent pourtant pas et en février 1998, il a épuisé tous les recours. Le 24 février dernier, les autorités l'embarquent de force sur le *Napoléon* dans le port de Marseille. Deux militants essaient d'entraver l'hélice du bateau, en vain. Les marins refusent de le surveiller... Il partira quand même. Aujourd'hui, personne n'a plus de ses nouvelles. Qui a dit que la peine de mort avait été abolie en France ?

Contacts :

- MOC Rhône, 39 rue Courteline, 69100 Villeurbanne.
- APOC Marseille, BP2402, 13215 Marseille cédex 02.



la région Rhône-Alpes, il se réunira le jeudi 2 avril à 19h30 à la MJC de Vienne.

Renseignements : Collectif PAC, CEIPAL, 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 95 07 Etienne Cénet.



RUSSIE : CONSCRIPTION NON MERCI

Une vingtaine de militants de l'association anti-militariste radicale de Moscou ont été arrêtés, en novembre, au centre de la ville alors qu'ils portaient un maillot avec l'inscription "conscription non-merci" et qu'ils étaient couchés par terre en formant le sigle 59.3 qui est l'article de la constitution russe qui reconnaît le droit à l'objection de conscience. Cette loi n'a pas été mise en application pour le moment. Trois d'entre eux ont été inculpés pour manifestation illégale. Une nouvelle manifestation, deux jours plus tard, a provoqué l'inculpation de deux nouvelles personnes.

Contact : *ARA, Trubjana 25-2-49, 103051 Moscou, Russie, tél/fax : 7 095 92 39 127. (source : Peace News, décembre 1997)*

USA : AUTO-PUNITION

Treize militants antinucléaires ont été arrêtés à la suite d'une manifestation de blocage de l'entrée du centre d'essais du Nevada. Le juge les a condamnés à une amende de 200 dollars ou à 40 heures de travail d'utilité sociale chacun. Mais, a ajouté le juge, "comme vous avez raison de dénoncer les risques de la radioactivité pour l'eau, le sol et les personnes, vous pouvez verser cette amende ou faire ces heures de travail au profit de l'association Shundahai Network" qui n'est autre que l'association qui avait organisé la manifestation !
(source : *Peace News, janvier 1998*)

KOSOVO : RENCONTRE NON-VIOLENTE

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente appelle à une rencontre sur la question du Kosovo, le samedi 18 avril, à Paris, pour rassembler des idées constructives à apporter au Kosovo

pour éviter que ce pays ne sombre dans la violence.
Renseignements : *MAN, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 79 79 85.*

SUISSE : PREMIERS OBJECTEURS

Au cours des dix premiers mois de l'année 1997, première année où l'objection

de conscience est autorisée en Suisse, 2191 demandes ont été faites, 883 seulement ont été traitées par l'administration (40 %) qui ne s'attendait pas à une telle demande, 670 demandes ont été acceptées, 84 demandes ont été renvoyées devant la justice, 129 (14,5 %) ont été rejetées.

(source : *Centre Martin Luther King, octobre 1997*)

USA ET IRAK : QUI EST CONDAMNABLE ?

Quel est le premier et seul pays à avoir osé se servir de bombes nucléaires pour détruire son ennemi ? Quel est le pays qui a utilisé une arme chimique, un pesticide — l'agent orange — à haute dose au Vietnam, au Laos, au Cambodge, pour détruire la végétation et les ennemis qui s'y trouvaient réfugiés ?

Quel est le pays qui a le plus gros stock d'armes atomiques, armes considérées comme illégales par le tribunal international de La Haye ?

Quel est le pays qui a probablement le plus gros stock d'armes chimiques alors que celles-ci sont interdites par les conventions internationales ?

Quel est le pays qui impose à Cuba, depuis plusieurs décennies, un blocus économique, uniquement pour des raisons de divergences politiques ?

Quel est le pays qui entend interdire aux autres tout commerce avec l'Iran, la Libye... ?

Quel est le pays qui vend le plus d'armes dans le monde ?

Quel est le pays qui se prend pour le maître du monde et au nom de "frappes chirurgicales" a tué des dizaines de milliers d'Irakiens en 1991 de manière totalement inutile ?

Réponse : les USA.

Si nous voulons faire la morale à l'Irak, commençons par traiter le cas de celui qui actuellement viole le plus la loi internationale. Pourquoi aucun gouvernement n'ose-t-il demander à ce que les USA passent devant le Tribunal international de la Haye ?



OBJECTEURS SANS POSTE

Conséquence du choix du gouvernement de faire payer aux associations 1700 F par mois par objecteur : le nombre de places disponibles a chuté de manière vertigineuse. Les nouveaux objecteurs ne trouvent donc plus de place. Le nouveau gouvernement ne veut pas changer la formule mais le Ministère des affaires sociales a décidé de "prendre en compte comme temps de service la période comprise entre la date d'incorporation et la date réelle d'affectation". Comme celle-ci atteint déjà six mois en moyenne, encore un petit effort et on ne fera plus de service du tout. Seul petit problème : il est interdit pour un objecteur de travailler pendant cette période et il ne touche à ce moment là que la part versée par l'armée soit environ 500 F par mois. Étonnez-vous que certains travaillent au noir.

(source : *Non-Violence Actualité, janvier 1998*)

MANIFESTATION CONTRE EUROSATORY

Le salon de l'armement d'Eurosatory aura lieu du 2 au 6 juin 1998 au Bourget, au nord de Paris. Plus de 800 fournisseurs d'armes seront présents pour vendre leur marchandise à des représentants de plus de 130 pays. Le Réseau européen contre les transferts d'armements et une coalition de groupes anti-militaristes et pacifistes appellent à une manifestation contre ce salon international du 1er au 3 juin. La manifestation demande l'arrêt des ventes d'armes vers des régimes répressifs, la fermeture de ce salon, la conversion des emplois de l'export militaire dans la production civile. La manifestation, sur trois jours, comprendra une veille pacifique, une grande manifestation et une action non-violente directe.

Pour en savoir plus : *Eco-Action, 95 rue de la Marine, 62224 Equihen-Plage, tél : 03 21 31 18 62.*

LILLE : MONDIALISATION ET CITOYENNETÉ

Le groupe de Lille du MAN organise le 26 avril à Lille, une journée de formation sur le thème "mondialisation et citoyenneté".

Renseignements : *MAN-Lille, 4 rue de la Vieille Cour, 59223 Roncq, tél : 03 20 03 15 88.*

LE CINEMA, VECTEUR DE LA MEMOIRE...

Les connaisseurs du cinéma helvétique apprécient la vitalité des documentaristes dont beaucoup allient sobriété stylistique et profondeur d'analyse. Des œuvres majeures, programmées lors des 33èmes Journées cinématographiques de Soleure, du 20 au 25 janvier 1998, abordent quelques pages d'Histoire.

Bien avant que l'or nazi et les fonds en déshérence n'occupent le devant de l'actualité (1), des cinéastes, à l'instar d'intellectuels, avaient fustigé certains agissements de la Confédération lors de la Seconde guerre mondiale.

Pour *Das Boot ist voll* (*La barque est pleine*), long métrage fictionnel lauréat de l'Ours d'argent à Berlin en 1981 et repris en hommage au producteur et mécène George Reinhart, décédé le 24 octobre 1997, Markus Imhoof avait voulu "aborder les problèmes de l'histoire et leur donner un écho fertile au présent" en montrant les réactions et les évolutions de la population face à l'afflux d'étrangers après l'interdiction de pénétrer sur le sol suisse sans visa. Le 30 août 1942, le conseiller fédéral Eduard von Steiger avait émis ses craintes quant au devenir "d'un petit bateau de sauvetage déjà bien rempli"... Du petit groupe arrivé une nuit dans le village de Siblingen, seul Maurice, le petit Français, sera autorisé à rester. Ceux qui ne mourront pas des suites de ces pénibles vicissitudes aboutiront à Treblinka...

Terrible dilemme

Avec *L'exécution du traître à la patrie Ernst S.* (1976), d'après un récit du regretté Niklaus Meienberg, Richard Dindo avait sérieusement remis en cause "le mensonge suisse". L'ouvrage du journaliste Stefan Keller (2) l'avait sensibilisé au cas de Paul-Ernst Grüniger. Entre août 1938 et début mars 1939, le capitaine de police, outrepassant les directives, permit à quelque 3 000 juifs autrichiens de trouver refuge dans sa circonscription. Après deux enquêtes diligentes contre lui, le procès débuta le 1er octobre 1940 au tribunal cantonal de Saint-Gall. Pour son film de 100 minutes, *Grüniger's Fall* (*L'affaire Grüniger*), Richard Dindo, qui s'attache à revenir sur les "lieux de la mémoire" (cf. *Ernesto Che Guevara - Le*

journal de Bolivie en 1994 et *Une saison au paradis* (3) il y a deux ans consacrée à l'écrivain sud-africain Breyten Breytenbach), planta sa caméra dans la salle d'audience où avait comparu le haut gradé pétri d'humanisme et donna la parole à ceux qui ne l'avaient pas eue au moment des événements. Suspendu de ses fonctions le 3 avril 1939 et licencié le 12 mai suivant, Paul-Ernst Grüniger fut condamné le 23 décembre 1940 pour "falsification de documents et transmission d'informations erronées aux autorités allemandes" à une amende et radié de la fonction publique. Il n'interjeta point appel. Hormis l'approbation tacite de quelques-uns de ses subordonnés, il ne bénéficia d'aucun soutien. A partir de 1968, les voix requérant sa réhabilitation s'amplifièrent. La Cour de Saint-Gall rouvrit le dossier et prononça, le 27 novembre 1995, l'acquiescement de ce juste au regard empreint d'une douce mélancolie, vingt-trois ans après son décès...

"On se demandait parfois dans le calme de la nuit si on n'était pas complices des gens qui déportaient". L'infirmière bâloise Friedel Reiter exprime le terrible dilemme auquel ses compatriotes affectées au Secours suisse aux enfants et elle-même furent confrontées dans le camp de Rivesaltes (Pyrénées orientales). Du 11 novembre 1941 au 25 novembre 1942, elle avait rédigé son *Journal de Rivesaltes 1941-1942*, disponible en français (4). Pour son long métrage de 75 minutes, aussi sobre que bouleversant, au titre éponyme, Jacqueline Veuve (5) avait interrogé des survivants et inséré dans sa bande 35 mm des photographies du reporter Paul Senn publiées à l'époque dans le journal *Schweizer Illustrierte*. Dans un premier temps, le camp, sous administration militaire française comme tous ceux situés en zone libre, n'hébergeait que des Espagnols fuyant la tyrannie franquiste. En septembre 1940, le gouvernement de Vichy ordonna le regroupement des Israélites à Agde puis à Rivesaltes où des milliers d'entre eux passèrent en transit avant leur transfert vers leur destination finale, tout comme leurs coreligionnaires allemands et des tziganes acheminés par les nazis... Friedel Reiter parle de "la saleté repoussante..." ainsi que de "la négligence insupportable des gardiens français qui oppriment des gens qui ont droit à la liberté". Après le débarquement des alliés en Afri-

que début novembre 1942, les troupes allemandes investirent le sud de l'Hexagone et il fallut évacuer les lieux. Aujourd'hui, les maisonnettes et les baraquements sont en ruines. Mais sur une aire de 50 hectares cédée par l'armée au Conseil général des Pyrénées orientales, un centre de rétention administrative, érigé il y a quelques années, abrite, avant leur refoulement, des requérants d'asile déboutés...

Récusations

A l'automne 1989 éclata en Suisse le scandale des fiches : durant des décennies, les autorités avaient collecté des renseignements de tous ordres sur environ 60 000 personnes estampillées comme subversives et dangereuses pour la sécurité étatique. Ainsi, entre 1964 et 1977, la police avait placé dans sa ligne de mire Claude Muret, militant dans diverses organisations d'extrême-gauche romandes. Le happening d'une poignée d'antimilitaristes turbulents lors du défilé du 16 mai 1964, place Saint-François à Lausanne, se trouve consigné dans les rapports tout comme les tribulations au sein de la "commune" de Préverenges dont les initiateurs désiraient "porter la révolution dans la vie quotidienne, questionner le couple, les rapports homme-femme". Pour *Connu de nos services*, Jean-Stéphane Bron a interrogé des protagonistes des deux bords. Si François Nordmann est aujourd'hui ambassadeur de Suisse en Grande-Bretagne, Claude Muret demeure inflexible : "Ça ne m'intéresse pas de me situer dans une hiérarchie sociale que je récuse...". Pour Ernest Hartmann, l'inspecteur de la sûreté urbaine, "la jeunesse actuelle me paraît manquer d'enthousiasme... Aux temps que j'ai connus, ça vivait, ça vivait...".

Hommage (1968) de Kurt Gloor, lequel a mis fin à ses jours le 20 septembre dernier, est une parodie grinçante du *Livre du soldat suisse*. Pendant que la voix off décline les commandements, les symboles de "la saine conscience nationale" occupe l'écran : le drapeau à la croix blanche, le gruyère, le coucou... Les champs de bataille jonchés de cadavres indexent les horreurs des guerres et la finalité de la "chose militaire".

Tupamaros de Heidi Specogna et Rainer Hoffmann recueillit le plus d'applaudissements. Les deux auteurs y retracent l'itinéraire d'un des plus célèbres groupes de guérilleros d'Amérique latine en nous familiarisant avec quelques fondateurs et activistes du Mouvement de libération nationale, qui refusèrent toujours le terrorisme aveugle, car ils se préoccupaient de ne jamais se couper du peuple. Aussi attachant et plein d'humour que ses compagnes et compagnons, José "Pepe" Mujica (62 ans) siège depuis le printemps 1995 au Parlement uruguayen sous les lambris duquel il avoue s'ennuyer. Mais "je n'ai pas trahi le jeune rêveur en moi".

René HAMM

(1) *Silence* de septembre 1997.

(2) *Déli d'humanité : L'affaire Grüniger*, Editions d'En-bas à Lausanne (1994).

(3) *Silence* d'avril 1997.

(4) Aux Editions Zoé de Genève (1993).

(5) La Payernoise reçut dans sa catégorie le Prix du cinéma suisse, décerné pour la première fois.



LIVRES

TIURAI

de Patrick Pecherot
Ed. Gallimard / Série Noire
1996 - 166 p. - 37 F

Voici un vrai polar avec tous les ingrédients nécessaires : cadavres, intrigue, lettre anonyme, filc "pourri", entraîneuse de bar, journaliste qui mène l'enquête, adultère, pratiques mafieuses et manipulations politiques... Mais la particularité de ce bon polar est qu'il a comme toile de fond Moruroa et le Centre d'Expérimentation du Pacifique.

Thomas, un gratte-papier du journal "Les Nouvelles Dépêches" s'ennuie à Papeete. Les soirées aux cocktails exotiques pour touristes et les courses de scooter de mer ne le branchent pas vraiment. Alors il traîne, regarde, fouine, prend des contacts. Il commence à s'intéresser à la mutinerie de la prison locale, puis à l'assassinat du directeur de la même prison, à une agence intermédiaire qui a la particularité d'embaucher des habitants de l'île comme ouvriers d'entretien au centre d'essais atomiques, puis à un groupe de militants du Front de libération polynésien, et encore à son patron, magnat minable de la presse locale, enfin à un filc grand manipulateur. Il découvre que tout est organisé pour couvrir le secret de la contamination radioactive et des conséquences des essais nucléaires sur la santé des habitants. Tahiti est réputé pour sa mer bleue, son splendide lagon, son soleil, ses hôtels de luxe, ses belles vahinés aux colliers de fleurs, ses senteurs exotiques... A travers ce roman, Patrick Pecherot nous fait découvrir l'envers du décor : l'immense pauvreté de la population qui vit entassée dans des baraques en tôle, le chômage, la délinquance, l'alcoolisme, la désespérance des habitants, cette lourde chape de plomb qui entoure le silence des essais nucléaires, l'immense responsabilité des gouvernements et des militaires français.

"Tahiti a connu 25 ans d'énormes bouleversements dont on ne sort pas indemne. La

vie y était communautaire et conviviale. Lorsque le Centre d'expérimentation du Pacifique est arrivé, tout a explosé. Papeete a grossi, les atolls aux alentours se sont vidés. Tout le monde est venu se brûler les ailes aux lumières de la ville. Aujourd'hui Tahiti vit de subventions versées par le CEP et les Polynésiens sont un peu les Indiens d'Amérique du début du siècle qu'on abreuve d'alcool, de drogue et de dépendance au modèle occidental" (p.31). Beau plaidoyer contre les essais nucléaires et contre toute forme de colonialisme. Ceux qui aiment lire les polars savent que quelle que soit l'horreur décrite, la réalité bien souvent dépasse la fiction. Voilà pourquoi il faut lire "Tiurai". Yvette Bailly.

TRAVAILLER, MOI ? JAMAIS !

de Bob Black
Ed. Dagorno
1997 - 62 p. - 10 F

"La gauche modérée dit que nous devrions abolir toute discrimination dans l'emploi. J'affirme pour ma part qu'il faut en finir avec l'emploi. Les conservateurs plaident pour une législation garantissant le droit au travail. Dans la lignée du turbulent genre de Marx, Paul Lafargue, je soutiens le droit à la paresse. Certains gauchistes jappent en faveur du plein-emploi. J'aspire au plein-chômage (...) Les



sectes trotskistes militent au nom de la révolution permanente. Ma cause est celle de la fête permanente". Citant de nombreux auteurs, Bob Black part en guerre contre le travail salarié : "Cicéron dit que quiconque échange son labeur contre de l'argent se vend lui-même et se place dans les rangs des esclaves". Un pamphlet qui fait réfléchir sur notre passivité par rapport aux aliénations du travail, qui montre ce que pourrait être une société sans emplois, mais qui malheureusement ne se pose pas la question de savoir comment y parvenir. Nous sommes toutefois d'accord avec la conclusion : "prolétaires du monde entier, reposez-vous !", MB

DEFENSE D'INTERDIRE

Almanach (nostalgique)
de mai 1968
de Benjamin Lambert
Ed. Méréal (Paris)
1997 - 320 p. - 120 F

Si vous avez plus de cinquante ans et êtes donc un ex-soixante-huitard, vous pourrez découvrir dans ce livre ce que sont devenus les acteurs de l'époque, plus ou moins connus, à travers une série de portraits, vous pourrez vous plonger, comme l'auteur, avec quelque nostalgie, dans les débats de l'époque...

Si vous êtes plus jeune — et c'est mon cas — vous n'avez que peu ou pas de souvenirs personnels de cette (ré)évolution qui agita la France. Et voici un livre qui peut servir à remettre à jour des slogans qui finalement ont assez peu vieilli tant il est vrai que le système a eu la capacité de ce remettre en route après avoir été mis en déséquilibre pendant un bon mois.

Bien sûr, mal 68, ce n'est pas la non-violence : il y a eu au moins 4 morts (un lycéen, deux ouvriers et un policier) et des milliers de blessés. Mais du côté du cerveau, cela a été une énorme bouffée d'oxygène qui comme le dit l'auteur ne suscite aucun remords.

Le livre est conçu comme un agenda avec une rubrique par jour alternant l'actualité de 68 avec des définitions, des slogans, des extraits de textes et des photos qui se renvoient l'info entre eux... et vous ne mettez sûrement pas un an à le lire.

On ne résiste pas au plaisir de ressortir quelques petites phrases parmi les centaines qui figurent dans ce livre où souffle un esprit libertaire rafraîchissant :



"la liberté d'autrui étend la mienne à l'infini" Bakounine.
"Oubliez tout ce que vous avez appris, commencez par rêver"

"Ne vous emmerdez plus, emmerdez les autres"
"Céder un peu, c'est capituler beaucoup"

"Nos désirs sont désordres"
"Enragez-vous, renragez-vous"
"Seule la vérité est révolutionnaire"

"Rêve + évolution = révolution"
"Fais attention à tes oreilles, elles ont des murs"

"Exagérer, c'est commencer d'inventer"

"J'emmerde la Société, elle me le rend bien"

"Campagne électorale : des veaux dévots, des votes"

"Contestez-vous vous-mêmes"
"Exagérer, voilà l'arme"

"Il faut s'endurcir mais ne jamais se départir de sa tendresse" Che Guevara
et la dernière, spéciale pour nous :

"la liberté, c'est le droit au silence", puisqu'on vous le dit !
Ce livre est aussi une très bonne explication des courants politiques présents à l'époque (anarchistes, trotskistes, maoïstes, situationnistes, communistes...) et de leur rôle (ou le plus souvent non-rôle) dans le soulèvement des étudiants puis des ouvriers (jusqu'à 10 millions de grévistes, record non battu à ce jour).

L'auteur a été manifestement très intéressé par les situationnistes (Debord et Vaneigem, ce dernier toujours actif aujourd'hui), ce qui permet de se replonger dans leur approche de la politique de l'époque : "la compréhension de ce monde ne peut se fonder que sur la contestation. Et cette contestation n'a de vérité et de réalisme qu'en tant que contestation de la totalité".

Un livre pour s'agiter les neurones. FV.

LES FILS DE MAC DO

La McDonaldisation du monde

de Paul Ariès
Ed. L'Harmattan
1997 - 222 p.

Avec un découpage assez humoristique (tous les intertitres sont sous la forme MacTruc ou MacChose), l'auteur nous fait pénétrer dans le monde impitoyable des hamburgers. Et alors que l'on pourrait s'attendre à voir évoquer les luttes qui opposent la firme aux associations de consommateurs, pas du tout : "Nous ne nous intéresserons pas à ce qui ne va pas, mais à ce qui fonctionne. Il est en effet beaucoup moins grave de vendre un hamburger conservé trop longtemps que de créer les conditions qui font que 30 millions de consommateurs mangent tous les jours, exactement la même chose de la même façon ou de contraindre 500 000 équipiers à accomplir partout dans le monde les mêmes gestes strictement définis, minutés et contrôlés" (p.12). Pour arriver à cela, la base est de bien communiquer : "MacDonald investit chaque jour plus de deux millions de dollars dans la seule publicité télévisée" (p.13). Il se crée un MacDo par jour en Europe. Il y en a déjà plus de 2200 en Europe et la marque espère atteindre, au niveau mondial, les 20000 magasins en l'an 2000. Il y a plus de 300 MacDo en France, mais l'objectif annoncé est d'en ouvrir 2200 ! L'ouverture de MacDo Moscou a provoqué un phénomène sans précédent : 40 000 candidats à l'embauche et les entretiens ont nécessité la location d'un stade ! Pour arriver à s'imposer partout, les produits sont identiques dans n'importe quel magasin mais le personnel est lui ciblé : "MacDo a su essayer en autant d'établissements "ethnifiés" appropriés par telle ou telle communauté" (p.19). A Los Angeles, on a un MacDo black, un MacDo gay... La publicité ne suffisant pas, la firme a créé un personnage : le clown Ronald qui a réussi aux USA à pénétrer partout dans les écoles : on y apprend à compter avec des hamburgers ! on ne joue plus à l'épicière mais à l'équipier MacDo, on finance les voyages scolaires... "Le secret du système MacDo repose entièrement sur sa capacité à standardiser tout ce qui peut l'être" (p.21) et cela comprend non seulement la bouffe, mais également les salariés. Si MacDo a compris qu'il devait acheter sa nourriture dans chaque pays où il s'implante, il le fait mais avec ses normes. La firme cherche à avoir le minimum de fournisseurs : Elle n'en compte que 300 dont 75 seulement pour toute l'Europe. En France, tous les hamburgers sont fabriqués dans une seule usine près d'Orléans, tous les pains sont fabriqués dans une seule usine près de Paris. Si une critique surgit, il essaie d'y répondre tout de suite : dès que des associations ont critiqué l'usage de graisses animales pour les frites, MacDo a annoncé son passage aux huiles végétales. Pour uniformiser encore plus, chaque équipier doit répéter les mêmes phrases, avoir le même regard, au même moment, et la même façon de proposer des produits plus chers ou complémentaires. Non contente d'ouvrir de simples MacDo, la firme essaie de s'implanter dans les endroits les plus divers : restaurants dans les universités (11 aux USA), les hôpitaux (29 dans le monde), les casernes (62), les entreprises (7). L'Université d'Amiens est la première en France. Celle de Jean Moulin à Lyon n'a pas de restaurant : un MacDo se trouvant à côté de l'entrée, MacDo commence à s'implanter

dans les gares (Marseille, Lille), sur les aires d'autoroutes (vers Valence). Il ouvre des MacDrive où l'on peut manger dans sa voiture (le premier à Mantes-la-Jolie en 1986)... ce qui lui permet de bénéficier d'une TVA plus faible sur les ventes à emporter. Des MacSatellite ont vu le jour dans les communes de moins de 20 000 habitants : la nourriture y est préparée dans la ville voisine. A Romans, dans l'Isère, un MacBus fait du ramassage scolaire entre midi et 14 h pour emmener les enfants au MacDo. Des MacSeniors ont ouvert aux USA destinés aux plus âgés, servis par des personnes plus âgées. Accusé de ne pas être bon pour la santé, MacDo répond qu'il faut savoir varier ses menus... parmi ce qu'il propose.

MacDo ne reconnaît pas les mauvais traitements subis par les animaux... bien qu'il soit l'un des plus gros consommateurs de viande au monde. De même, il ne reconnaît pas son sexisme alors qu'il engage d'abord des femmes pour être équipières et des hommes pour les diriger.

L'important n'est pas dans le produit mais "de tout mettre en œuvre pour impressionner le client" reconnaît un document de la maison. MacDo est ainsi devenu le 10ème annonceur publicitaire au niveau mondial. "L'objectif est que les clients commandent d'avantage, mangent vite et quittent rapidement l'établissement" (p.88). Cela passe par un marquage au sol qui conduit aux caisses, des sièges inconfortables, un fond sonore, l'absence d'intimité, une luminosité trop forte... Les enfants sont une cible privilégiée car facilement influençables d'où les spots à la télé, les cadeaux offerts, les "goûters d'anniversaire"... Le but étant de maintenir l'enfant dans un rôle immature le plus longtemps car un adulte se désintéresserait rapidement d'une nourriture aussi monotone. Le rôle du clown est central : aux USA, il est plus connu que le Père Noël ! MacDo tisse tout un tas d'histoires de "solidarité" pour attirer les jeunes (un gala pour Handicap International, une maison des parents pour accompagner les enfants cancéreux à Villejuif...), MacDo communique sur ses emballages "récupérés, recyclés et réutilisés" visant à "économiser l'énergie" : une goutte d'eau pourtant dans une chaîne de fabrication qui consomme, elle, énormément d'énergie mais que le consommateur ne voit pas. Il a offert pendant un moment un jeu des sept familles "Les petits écolos", avec le soutien des ministères de l'environnement, de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ! Concernant l'écologie, MacDo est responsable de l'appauvrissement génétique des plantes cultivées car il impose ses variétés de pommes de terre, sa salade (une variété qui résiste plus longtemps à la chaleur)... Enfin, MacDo aime à se donner une image de créateur de "job", ce qui n'est pas difficile quand on sait que le personnel d'un magasin se renouvelle en moyenne intégralement tous les dix-huit mois ! L'auteur développe la raison de ce "turn-over" du personnel par les méthodes de management mises en place et qu'il qualifie d'une "forme particulière de prostitution" et de "viol manifeste de l'intériorité" (p.145) : cela passe par le prénom sur les badges, le tutoiement obligatoire entre équipier... ce qui incite les clients à en faire autant... l'uniforme qui comprend une casquette ridicule, etc. L'auteur fait une longue analyse psychologique des rapports entre les équipiers, les managers et la maison-mère, une analyse peut-être un peu trop épicière. Reste que ce livre est à dévorer : à la différence du hamburger, il est fort digeste, a du goût et n'engendre pas la monotonie. MB.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

A LA VIE, A LA MORT
de Claude Guillon
Ed. Noésis (Paris)
1997 - 200 p. - 120 F

L'auteur de "Suicide monde d'emploi" (1982) et de "Gare au TGV" (1993) revient là sur un sujet proche du premier livre cité : la souffrance avant la mort. Pourquoi, alors que nous connaissons des drogues capables soit de faire disparaître la souffrance, soit de mettre fin en douceur à la vie de ceux qui ne veulent plus vivre, continue-t-on encore à tolérer la douleur ? C'est parce que notre morale soi-disant laïque est encore inspirée des idées religieuses selon lesquelles nous sommes sur Terre pour souffrir. Il s'intéresse donc à la souffrance au cours de la vie depuis la conception (droit à l'avortement), jusqu'à la mort (droit à l'euthanasie). Il montre le recul du religieux. Mais le combat n'est pas terminé. Une histoire de la lutte en cours extrêmement bien documenté.

POURRONS-NOUS VIVRE ENSEMBLE
Egaut et différents
d'Alain Touraine
Ed. Fayard
1997 - 396 p. - 140 F

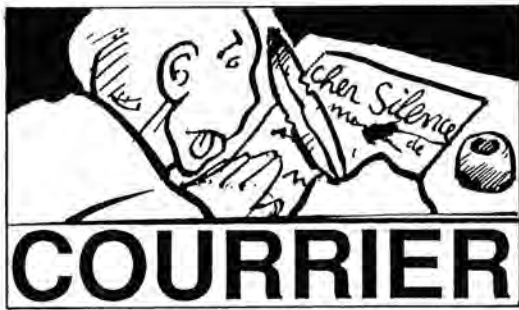
Poursuivant son observation de l'évolution de la société depuis de longues années, l'auteur s'interroge sur la redéfinition du Sujet vis-à-vis de l'Autre dans une société où l'individu ne veut ni être noyé dans un moule "multiculturel" mondial et informe, ni être confiné dans un repli communautaire. A travers l'analyse des mouvements sociaux, peut-on voir se dessiner une nouvelle approche de notre comportement vis-à-vis de l'autre et les technologies ont-elles un rôle à jouer dans cette démarche ? L'ouvrage se termine sur l'observation du décalage permanent entre les politiques, les intellectuels et les institutions d'un côté et la réalité quotidienne de tous les jours. Une analyse qui ouvre de multiples voies de réflexion.

EN FINIR AVEC LE TABAC
de Jean-Luc Nicoud
Ed. Chronique Sociale (Lyon)
1997 - 122 p. - 75 F

Ecrit par un ex-fumeur, une présentation des différentes méthodes et éléments à prendre en compte destinés à ceux et celles qui veulent finir avec cette drogue. La conclusion : ce n'est pas la méthode qui compte, c'est d'abord la volonté du fumeur.

ITINERAIRE D'UN FUYARD
de Patrick Mercado
Ed. Alpha bleue littérature
1998 - 220 p. - 61 F

Neuf mois de déambulation à Madagascar pour digérer une rupture amoureuse, le tout raconté dans un style très argotique. Aux antipodes d'une belle histoire d'amour, l'auteur nous plonge dans la déprime de son héros. Madagascar, sa pauvreté, ses plages. Le héros, ses lambeaux de vie, ses sursauts. Quand rien ne va plus, reste l'amour de la nature, la dénonciation des absurdités du monde et la lourde solitude. Ça se lit, mais ce n'est franchement pas gai.



LOI NATURELLE

Le contenu de votre article sur l'alternative au maïs transgénique me paraît très intéressant, mais la référence à Harmonie-Environnement-Progress me révulse ! Mes craintes sont nées le jour où l'un des membres de cette association m'a distribué un tract sur les dangers du transgénique. Au début de la lecture, j'approuvais

le contenu du tract, jusqu'à ce que je lise "tract diffusé par le Parti de la Loi naturelle" !

Ce parti est connu pour la pratique de la méditation transcendante. Mais j'ai entendu dire que c'est une secte d'écologistes cachant derrière ce parti. D'ailleurs, l'appellation "Loi naturelle" me fait penser aux adeptes de l'"ordre naturel", aux "races supérieures" et autres visions élitistes... mais je fantasme peut-être ?

PHILIPPE VAL ET LES SEL

Le citoyen Philippe Val aurait dû prendre un peu plus de temps et un peu moins d'espace pour réfléchir, car réfléchir ce n'est pas dire ce qu'on croit, mais se poser des questions (thèse, anti-thèse, prothèse). Le rêve américain, c'est Hollywood, Disney-World, Mac Donald et le rock obligatoires pour toute la planète et aujourd'hui, c'est une réalité. Thoreau, c'est de la littérature, je ne pense pas qu'il ait travaillé dans la charpente ou milité contre l'économie de marché. La fin ne justifie pas les moyens. D'accord. Alors condamner à une amende en monnaie des gens qui cherchent à s'en passer, ça justifie quelle fin sinon celle de monétariser tous les rapports humains et de fiscaliser toutes les activités économiques ? A quand la TVA sur la vaisselle faite à la place d'une "employée de proximité" ?

C'est quoi l'éthique républicaine ? Par exemple dans les affaires Tapie, Elf, Crédit Lyonnais... Depuis quand "ce qui reste de gauche dans le monde" est seul à la défendre. Même les ultranationalistes se disent républicains (aux mains propres) en France.

L'égalité devant la loi ? La République (et la cinquième en particulier) pour employer les gros mots du citoyen Philippe Val, non contente d'accepter de déroger à sa devise, organise elle-même le racket sur toutes les activités humaines sans le moindre scrupule. D'accord pour appliquer la loi à tous, mais seulement des lois faites pour tous et par tous et non par une élite ultra minoritaire à son usage. Il n'est pas de droits sans devoirs, ni de devoirs sans droits. La révolution, c'est quand les gens se rencontrent, se parlent et prennent leurs affaires en mains, la politique c'est pour empêcher ça.

(...) Assimiler les SEL (tolérables s'ils sont folkloriques et marginaux, comme les chapeaux ronds des Bretons et les polyphonies corses) à des pratiques ultra-libérales et un retour à la barbarie (il ne manque plus que l'insulte suprême de "petites bourgeoises") révèle le côté "stralinien" que je ne m'attendais pas à trouver dans MON Charlie-Hebdo, acheté légalement chez le marchand de journaux du coin qui paie les NMPP, les impôts, le loyer de sa boutique, ses charges et à qui la République laissera les miettes qui lui sont destinées. Ce que le citoyen rédacteur en chef ne peut pas com-

prendre, c'est que l'économie n'est pas une pensée, mais comme la démocratie, une pratique. Pour Philippe Val, le commerce, c'est comme pour les passes, il y a des maisons pour ça. Ce qu'il oublie — peut-être ne l'a-t-il jamais su — c'est que tout acte économique est nécessairement politique et obéit à des déterminismes étrangers à toute idée morale.

Selon le citoyen Philippe Val, ne pas faire gagner de fric au contribuable patenté serait antirépublicain, donc ultra-libéral (et pourquoi pas facho). Par contre, maintenir l'économie de marché par des lois de finances, voilà qui est républicain. Edouard Leclerc, Marcel Dassault, le CNPF et Bouyghes ne disent pas autre chose. Vous entrez dans un SEL, ça veut dire que vous êtes un exclu, et que, grâce à l'institutionnalisation, l'acceptation et la viabilisation de ce système, vous le resterez à jamais... Ben oui, justement, si on ne l'était pas et si la République assurait ce pourquoi elle a été établie, on n'essaierait pas de construire des systèmes parallèles et on se contenterait de ce que les institutions républicaines et démocratiques mettraient dans nos auges (maïs transgéniques et vaches folles comprises) sans se plaindre et sans revendiquer. Ce qui n'empêcherait pas la société de se développer inégalement (comme c'est le cas partout d'ailleurs). La monnaie émise par les SEL serait de la fausse monnaie. Mais elle est basée sur la confiance et bien plus sûre que celle émise par les banques centrales, bien qu'il n'y soit pas écrit dessus "In God we trust".

Le SEL est-il une lutte légitime ? Les "lutes de crasses" actuelles sont dérisoires et vouées à l'échec parce que précisément ce sont des lutes menées par des bureaucrates politiques et syndicaux. Dans une lutte, il faut un gagnant et un perdant. Dans les SEL, il n'y a pas de perdant, tout le monde y gagne, car un SEL est un jeu non-violent où se passe un contrat entre des volontés convergentes (comme le disait si bien le bon Pierre Joseph) et c'est peut-être cela qui gêne tous les tenants de la pensée unique.

La liberté ne se demande ni ne s'octroie, elle se prend. L'égalité ne se revendique pas, elle se construit et la fraternité ne s'impose pas, elle se constate dans le partage.

TOITS SOLAIRES TROP CHER ?

La politique d'incitation en France manque cruellement, car l'investissement est dissuasif et pas à la portée de tous. Par exemple, suivant un devis d'août 1997, une centrale solaire Phébus pour 1000 kWh par an revient après déduction des aides européennes à environ 40 000 F (kit solaire + support des modules + parefoudre) en réalisant soi-même le montage. C'est une dépense excessive en comparaison des 900

F par an de factures EDF que coûte une consommation électrique annuelle de 900 kWh. Philippe BOISLEVE Vaucluse

Silence : il faut en effet onze ans pour rembourser l'investissement initial. C'est pourquoi aujourd'hui c'est essentiellement un choix militant (antinucléaire), mais les prix ont été divisés par dix en dix ans et ce sera donc de moins en moins cher.

Il est également possible que Harmonie-Environnement-Progress ait distribué ce tract sans chercher à se renseigner sur ce parti.

Il n'y a qu'une loi naturelle chez moi : un examen minutieux des groupes avec lesquels je milite. Si vous avez des renseignements bien fondés sur ce PLN, je vous remercie d'avance de nous les communiquer. Christian David Saône-et-Loire

Silence : nous recevons des courriers de ce parti... Nous avons rencontré son représentant à Lyon : les explications sur ce qu'ils font sont pour le moins floues et ésothériques. Dans le doute, on s'abstient de parler d'eux. Harmonie-Environnement-Progress nous a indiqué avoir diffusé ce tract simplement parce qu'ils le trouvaient clair.

(Ndlr : Charlie-Hebdo ne passant pas les courriers qu'il reçoit sur les SEL nous continuons à les passer)

J'ai personnellement cotisé pour la retraite Sécurité Sociale pendant 115 trimestres, payé la TVA sur le chiffre d'affaires de mon resta, payé 18 % de droit de licence sur le prix d'acquisition. J'ai fait pendant 40 ans partie de l'"autre monde", je n'ai pas abandonné mes droits, la République (à moins que ce ne soit l'Etat, les gouvernements, le pouvoir ou la loi) m'en ont privé.

(...) Ces initiatives marginales sont justement une réaction salutaire aux dysfonctionnements sociaux et le refus de la déroute du politique. Ce n'est pas seulement laisser la richesse aux riches, mais c'est surtout ne plus en produire pour eux. C'est dire "nous n'exploiterons plus sans contrôle les ressources de la planète" pour votre compte, mais nous nous démerderons entre nous avec nos bouts de ficelle car de toutes façons, vous ne nous laissez que ça (...).

C'est justement entériner l'absence de droit des individus, mais surtout ne pas s'y résigner, c'est accepter de vivre sans livres bien rangés sur des bibliothèques, mais pas sans lectures, c'est se satisfaire d'une justice immédiate et proche (qualités qui font particulièrement défaut à l'institution judiciaire qui ne règle aucun conflit mais les sanctionne) qui n'aura pas de conflits économiques à résoudre puisqu'il n'y a pas de perdants dans les échanges économiques des SEL. C'est dire aux riches que nous ne sommes pas envieux de leurs richesses, qu'ils se les gardent, qu'ils s'en gavent et qu'ils s'en étouffent.

Si M. le rédac-chef connaissait mieux ce sur quoi il écrit dans MON Charlie-Hebdo, il saurait que les SEL ne répondent pas à des défaillances inacceptables de la société libérale, ils répondent à un besoin que cette société libérale (en fait le totalitarisme de la marchandise) ne solvabilise pas et à l'incapacité de les résoudre. (...) La République doit jouer le rôle de régulateur et de redistributeur. Toutes les institutions inventées pour cela ont échoué car la République utilise une monnaie théorisable, capitalisable, qui s'épargne et se prête à intérêt donc une monnaie inflationniste et qui s'érode avec le temps. Dans un échange marchand, la monnaie permet de différer un des termes de l'échange et de le remplacer par un pouvoir d'achat futur. La monnaie n'est qu'une promesse de pouvoir d'achat.

Et si dans les SEL on trouve une volonté politique de dissidence, c'est qu'on n'y veut plus de cette ineptie de la société de marché anonyme et codifié des technocrates. Ces "communautés qui produisent de la richesse" ne cherchent pas à détruire une République (qui se prétend une et indivisible, mais qui divise son peuple en catégories sociales, en groupes humains, en corporations, en classes d'âge...) mais à abolir la "dictature du marché" en se passant des services des intermédiaires parasites. (...) Il est significatif que la diatribe — aussi violente que préemptoire — du citoyen Philippe Val, soit dirigée contre les SEL (dont la généralisation et le développement inéquité), la semaine où les élus de son cœur sont bousculés par les chômeurs (surtout chômeuses), précaires, SDF, sans papiers, étudiants, fonctionnaires et autres retraités créve-la-faim, traîne-savates folkloriques et marginaux "déchets humains abusifs par leur isolement, sans droits, primitifs, coupés du monde". Si tous ces gens-là sont sans droits, c'est que la République du citoyen Philippe Val les en a privés. Si la République du citoyen Philippe Val avait la maîtrise entière et démocratique de la monnaie nationale, les choses seraient peut-être différentes, mais ce n'est pas le cas.

Si Philippe Val espère que nos républicains (caviar, saumon, matraque) démocrates et fiscalistes nous feront des lois pour nous partager le "gâteau" qu'ils conservent à la Bourse, qu'il continue à rêver. Nous, nous nous partagerons nos bouts de ficelle entre "copains d'abord". (...) Que le citoyen Philippe Val ne se tourmente pas trop au sujet des SEL, ils disparaîtront rapidement dès que les gens auront un revenu garanti généralisé pour permettre aux familles Auchan, Dassault, Mac Do et Disney de faire du commerce et à leurs larbins de payer des impôts. Mais grâce aux SEL, le vulgaire aura compris que ce qu'il offre n'a pas plus de valeur que ce qu'il cherche, car dans les SEL il y a bien plus d'offres que de demandes. Le vulgaire comprendra que ce qu'il paie à prix d'or sert à payer les flics, les juges et les matons qui le condamneront pour avoir vécu quelques instants de convivialité économique bien plus émancipateurs que toutes les "lutes légitimes" préconisées par le citoyen Philippe Val. Fernand REAL Val-de-Marne

BOXE EDUCATIVE

Nous sommes en conflit avec l'école de "notre" garnin. Celle-ci a intégré dans ses programmes l'apprentissage de la boxe française pendant les heures de cours. Nous sommes, pour des raisons de conscience, opposés à cet enseignement. De fait, et en protestation, nous refusons d'envoyer le gosse à l'école aux heures où ont lieu ces prétenus cours.

Une association d'enseignants locale nous argue que nos convictions personnelles outrepassent de loin nos droits et que cette "discipline" serait enseignée par ordre ministériel. Ce dernier point mérite vérification. Nous lançons un SOS à soutien et invitons tous ceux qui seraient victimes de tels agissements à se joindre à nous pour résister. Si c'est la volonté du ministère d'endocliner ainsi "nos" enfants, nous souhaitons l'émergence d'un mouvement hexagonal pour contrer la volonté de l'Education nationale de transformer les enfants en bêtes de combat. Michel et Véronique MARSIAULT IVONINE 22, rue Jules-Ferry 77000 Melun

Silence : voici les propos de Claude Allègre dans le Monde du 4 février 1998 : "Si nous ne préparons pas bien nos jeunes à vivre dans ce monde (...) où ils devront faire face à une compellition sans merci (...) la France perdra progressivement sa place et son influence dans le concert des nations". Donc effectivement pourquoi pas la boxe. Ceci étant dit, rappelés que seule l'éducation est obligatoire et non l'école et que — sous réserve de remplacer les cours de votre choix par une formation personnelle, vous êtes parfaitement libre d'envoyer vos enfants aux seuls cours que vous choisissez avec lui. Nul doute que les enseignants feront pression au nom de l'intégration sociale de l'enfant, mais légalement, vous êtes dans votre droit. Pour en savoir plus, vous pouvez contacter Les Enfants d'abord, Danielle Truchon, 13 bis impasse Loiseau, 76130 Mont-Saint-Aignan. Vous pouvez également lire les articles publiés sur l'éducation et la non-violence publiés par nos confrères de Non-Violence Actualités, BP241, 45202 Montargis cédex.

NE PAS CONSOMMER PLUS, CONSOMMER MIEUX !

Votre objection à mon courrier (n°229, mars 1998) suscite de ma part une réponse car il trahit le fond de ma pensée par le clivage manichéen qu'il opère. En opposant le partage des richesses à la relance de la consommation, il peut laisser supposer au lecteur que cette dernière s'assimile au productivisme et à l'accumulation capitaliste. Mon idée est tout autre, et je viens éclaircir mon argumentation, peut être un peu obscure, d'une autre lumière. Loin de faire l'impasse sur le partage des richesses, je le pose en préambule en insistant sur la redistribution des revenus du capital et de la finance vers le travail et le social. Partager les richesses sans en partager les revenus ne résoudrait pas les inégalités. De plus, si les richesses dont vous parlez, sont créées sans changer les modèles économiques actuels, inspirés du plus pur libéralisme mondial, elles accélèrent l'épuisement des ressources naturelles, la précarisation des travailleurs et l'appauvrissement des pays en développement.

Il faut instaurer une autre société de consommation car il est entendu qu'à revenu national constant la structure de la consommation est fondamentalement différente si 80 % des richesses sont partagées ou obtenues par 20 % des ménages que si 70 % des ménages détiennent 90 % des richesses d'un pays ! Loin de moi l'espoir d'accroître le productivisme mais au contraire de repenser les modes de consommation. Les ménages aux revenus "étriqués" opèrent naturellement la substitution du prix sur la qualité. L'injection de revenus dans l'économie permet aux ménages bénéficiaires de se réapproprier une partie des richesses jusque là thésaurisées, placées en bourse (redistribution obligatoire). La réorientation de la consommation peut s'opérer, si la volonté politique existe, car les ménages peuvent pratiquer des arbitrages au profit de la qualité, de l'éthique, de la valeur sociale de leurs dépenses : renouvellement des appareils ménagers en faveur de matériel plus économique en énergie, moins polluant (frigidaire, ampoules basses consommation...), achat de produits biologiques, consommation de... loisirs et de services (le fameux tiers-secteur cher aux écologistes), tout ceci en créant des emplois nouveaux, des richesses (pas toutes matérielles !) en réissant du lien social sans détruire l'environnement. Ces méthodes

induites de productions et d'échanges contribueraient à la préservation de l'équilibre biologique, à une prise de conscience écologique, aux développements de nouvelles activités et techniques. Je terminerai par un exemple que vous pourrez aisément confronter à la réalité. Si en continuant à faire partager les richesses de Silence à mon entourage, je suscite un besoin nouveau de consommation et par là même des achats et des abonnements à la revue, je relance votre production et votre consommation d'un produit "sain" et "éthique" (édition sur papier recyclé, diffusion des valeurs écologiques, non-violentes, alternatives...) qui peuvent entraîner par leur développement la création d'emplois (journalistes, graphistes) et la création d'autres "richesses" qui à leur tour, une fois partagées, permettront... Vous pouvez voir que nos points de vue peuvent se rejoindre, se compléter ou tout au moins ouvrir le débat. Vincent LAGARRIGUE Hauts-de-Seine

Silence : ouvrir le débat, on ne pense qu'à ça. Donc allons-y. Vous nous dites que le tiers-secteur est cher aux écologistes. Nous avons déjà écrit dans un article sur le dernier livre de Lipietz que nous ne partageons pas du tout cette idée qui consiste à mettre dans le secteur marchand des activités non salariales jusqu' alors (n°214). Au contraire, nous pensons qu'en repensant la consommation (dans le sens de toujours moins... mais mieux effectivement), en repensant les échanges qui n'ont pas besoin de monnaie (la convivialité, l'entraide, mais aussi les SEL), nous pouvons diminuer considérablement le prélèvement sur les ressources naturelles (écologie environnementale) et le prélèvement sur nos vies en supprimant au maximum le travail (écologie sociale). Il ne s'agit donc pas de créer des emplois, mais d'aller vers "travailler deux heures par jour" et passer le reste du temps à des activités d'échanges plus "naturelles" en dehors d'un système capitaliste qui de toute manière sera toujours négalitaire. En conclusion, non aux emplois-jeunes et autres statuts précaires, oui aux 35 heures comme direction vers la semaine de 10 heures. Sur la méthode : voir notre hors-série "du chômage à l'autonomie conviviale" et les réflexions d'un auteur comme François Portant.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- 170 Racisme et environnement
- 172 Après Rio : un monde à venir
- 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- 176 Superphénix : la marche en avant
- 177 Quelle écologie radicale ?
- 178 Comment démilitariser ?
- 181 Énergies douces au Sud (1)
- 182 Énergies douces au Sud (2)
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- 187 Prolifération nucléaire (1)
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- 189 Autonomie froids
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- 191 Santé et autonomie (1)
- 195 Stop Essais
- 196 Canal Rhin-Rhône
- 197 La défense par actions civiles (1)
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- 201 Marée noire sur droits de l'Homme
- 202 Soyons Réseau-nables
- 203 Sortir du nucléaire
- 204 G7 : l'argent d'abord
- 205 Radios actives
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- 208 Pour des villes sans voitures
- 211 L'équivoque humanitaire
- 212-213 Écologisme et Etat
- 214 Organismes génétiquement modifiés
- 216 Femmes et santé
- 217 L'impasse nucléaire
- 218 Alternatives en Rhin
- 219 Retrouver les forêts sauvages
- 225 Gandhi aujourd'hui
- 226-227 Vivre ensemble
- 228 Agri bio (11). Vélo, Moruroa
- 229 Finances solidaires

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- Les carnets d'un militant 80 F
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste 110 F
- Les affrontés de l'an 2000 110 F
- L'exode urbain est-il pour demain ? 89 F
- Les déchets dangereux 98 F
- Le diable des bois 90 F
- SEL : pour changer, échangeons 50 F
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F
- La menace climatique 30 F
- Radioactivité, les faibles doses 30 F
- Énergies renouvelables 30 F
- Les métiers de l'écologie 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F
- Éditions Silence**
- Le soleil à votre table 89 F
- Séphastocle, mon premier curseur 36 F
- Un curseur solaire facile à faire 20 F
- Construisez votre cuisine solaire 30 F
- Culseurs solaires pliable 20 F
- Nucléaire ? Non merci 75 F
- Le nucléaire détrôné 30 F
- La liberté de circuler 70 F
- Quelle écologie radicale ? 70 F
- Où va le climat ? 40 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Lucien Savoy (Limoges)
- La dignité antinucléaire 50 F
- Ed. Écosociété (Montréal)
- La belle vie 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie 65 F
- Pour un pays sans armée 65 F
- Pour que demain soit 65 F
- L'écophilie ou la sagesse de la nature 65 F
- Moi, ma santé 65 F
- Deux roues, un avenir 80 F
- L'écologie politique 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés 95 F
- Et si le Tiers-Monde s'autoalimentait 85 F
- Des ruines du développement 65 F
- Ed. Deleaher (Angers)
- La dictature de la croissance 85 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 35 F
- Société à refaire : une écologie de la liberté 88 F
- Philo écologie et politique de l'anarchisme 38 F
- Sociobiologie ou écologie sociale 20 F
- Le rêve au quotidien 75 F
- Un goût d'air libre 35 F
- Pensée sociale d'Elisée Reclus 70 F
- Ed. Utiovie (Landes)**
- La désobéissance civile 36 F
- Nous sommes peut-être frères 36 F
- L'homme qui plantait des arbres 36 F
- Le petit train merveilleux 36 F
- N'hésite pas à le dire 36 F
- La dernière chasse de Tim 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)**
- Le catalogue des ressources 180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)
- Découvrez les vraies richesses 96 F
- Dimension spirituelle de l'écologie politique 70 F
- Ed. ICE (Paris)**
- Maîtrise de l'énergie pour un monde viable 120 F
- Ed. WISE (Paris)**
- La France nucléaire : matières et sites 120 F
- Ed. Georg (Lansanne)**
- Additifs alimentaires 98 F
- Gestion des déchets 98 F
- Les sols 98 F
- L'eau 98 F
- La radioactivité 98 F
- L'alimentation 98 F
- La diversité biologique 98 F
- L'air 98 F
- Le bruit 98 F
- Ed. Ostal del llibre (Catala)**
- Jouets de toujours 120 F
- Jouets d'autrefois 120 F
- Jouets rustiques 120 F
- Jouets sonores 120 F
- Frais de port**
- 1 ouvrage 15 F
- 2 ouvrages 28 F
- 3 ouvrages et plus 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE		BELGIQUE	
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 240 FF	<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 480 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 420 FF	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 950 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 5700 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n° 190 FF	AUTRES PAYS ET DOM-TOM	
		<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n° 290 FF

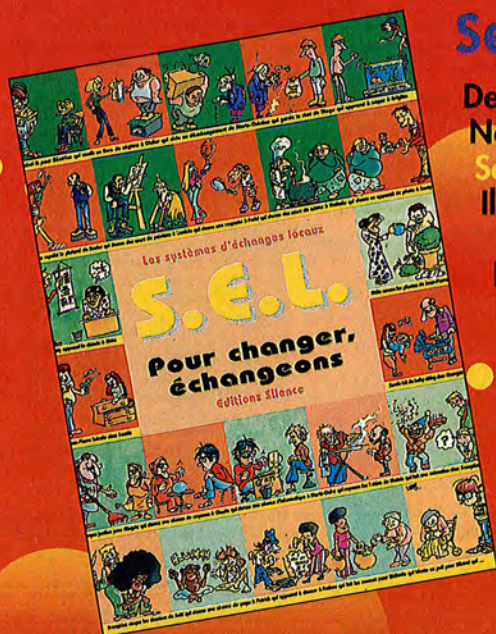
Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Découvrez les hors-série de Silence



Sel : pour changer échangeons !

Depuis 1994, les SEL se sont multipliés dans toute la France. Nouvelle forme d'économie ? Retour à la convivialité ? Solidarité avec les exclus ? Contestation de la mondialisation ? Ils suscitent de multiples débats.

Plus de 30 contributions (dont les deux tiers inédits pour les lecteurs de Silence)

3 parties :

- Les monnaies locales
- Un peu de théorie
- Beaucoup de pratique

Du chômage à l'autonomie conviviale

De Ingmar Granstedt

Un complément utile à la lecture de la brochure sur les SEL. Et si l'on arrêta de travailler pour payer des services et des produits que l'on peut produire soi-même ? Et si l'on s'entraîdait plutôt que d'avoir recours à des caisses de chômage ? L'auteur montre que l'on peut être autonome dans de nombreux domaines. Très concret .



Les métiers de l'écologie

Et en attendant d'abolir le travail salarié, il est également possible de chercher à travailler dans des secteurs proches de l'écologie. Une quarantaine de reportages montrant des métiers dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture biologique, de l'énergie, de la santé, de l'éducation, du social, de la coopération nord-sud, de l'édition...

SILENCE, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon